

Banque  
européenne  
d'investissement



**rapport annuel 1988**





# La Banque européenne d'investissement en 1988 et 1987

## Chiffres clés

1988 1987

(en millions d'écus)

<b>Total des financements</b>	<b>10 175,0</b>	<b>7 842,5</b>
Dans la Communauté	9 474,8	7 450,4
— sur ressources propres	9 118,3	7 003,4
— sur ressources du NIC	356,5	447,0
À l'extérieur de la Communauté	700,2	392,1
— sur ressources propres	520,1	188,8
— sur ressources budgétaires	180,1	203,3
<i>répartition entre:</i>		
— pays du bassin méditerranéen	398,0	42,7
— pays ACP et PTOM	302,2	349,4
<b>Ressources collectées</b>	<b>7 666,1 <sup>(1)</sup></b>	<b>5 592,7</b>
<b>Encours</b>		
Prêts sur ressources propres et garanties	47 627,0	40 506,2
Section spéciale	8 764,6	8 880,6
Emprunts à long et moyen terme	36 927,5	31 956,7
<b>Capital souscrit</b>	<b>28 800,0</b>	<b>28 800,0</b>
dont versé et à verser	2 595,9	2 595,9
<b>Réserves, provisions et résultats de gestion</b>	<b>5 158,3</b>	<b>4 453,5</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>49 120,3</b>	<b>42 875,3</b>

(1) Après swaps.





Banque  
européenne  
d'investissement



## **rapport annuel 1988**

Ce rapport est également disponible  
dans les langues suivantes:

DA ISBN 92-861-0169-4  
DE ISBN 92-861-0170-8  
EN ISBN 92-861-0172-4  
ES ISBN 92-861-0168-6  
GR ISBN 92-861-0171-6  
IT ISBN 92-861-0174-0  
NL ISBN 92-861-0175-9  
PT ISBN 92-861-0176-7

---

Table des matières		
	Conseil des gouverneurs — Comité de vérification	4
	Conseil d'administration	5
	Comité de direction — Structure des services	6
	Notes au lecteur	8
	Le contexte économique de l'activité de la BEI en 1988	10
	La BEI et le contexte communautaire	13
	L'activité de la BEI en 1988	19
	Financements dans la Communauté	21
	Répartition par secteur	21
	Répartition par objectif	24
	Présentation des financements par pays	30
	Liste des financements	40
	Financements à l'extérieur de la Communauté	59
	Financements dans les pays du bassin méditerranéen	59
	Financements dans les États ACP et les PTOM	61
	Liste des financements	65
	Ressources	71
	Évolution des marchés des capitaux	71
	Activité de la Banque sur les marchés des capitaux	73
	Résultats de gestion	80
	Administration de la Banque	81
	États financiers	84
	Bilan	84
	Section spéciale	86
	Compte de profits et pertes	88
	Notes explicatives	89
	Déclaration du Comité de vérification	97
	Annexe statistique	98

---

# Conseil des gouverneurs

situation au 1<sup>er</sup> juin 1989

<b>Président</b>	Gerhard STOLTENBERG (Allemagne) <i>jusqu'en juin 1988</i>  Panayotis ROUMELIOTIS (Grèce)
BELGIQUE	Philippe MAYSTADT, Ministre des Finances
DANEMARK	Palle SIMONSEN, Ministre des Finances
ALLEMAGNE	Gerhard STOLTENBERG, Ministre Fédéral des Finances, <i>jusqu'en avril 1989</i> Theo WAIGEL, Ministre Fédéral des Finances
GRÈCE	Panayotis ROUMELIOTIS, Ministre de l'Économie Nationale
ESPAGNE	Carlos SOLCHAGA CATALÀN, Ministre de l'Économie et des Finances
FRANCE	Pierre BÉRÉGOVOY, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget
IRLANDE	Ray MacSHARRY, Ministre des Finances, <i>jusqu'en novembre 1988</i> Albert REYNOLDS, Ministre des Finances
ITALIE	Giuliano AMATO, Ministre du Trésor
LUXEMBOURG	Jacques F. POOS, Vice-Président du Gouvernement, Ministre du Trésor
PAYS-BAS	H. Onno RUDING, Ministre des Finances
PORTUGAL	Miguel José Ribeiro CADILHE, Ministre des Finances
ROYAUME-UNI	Nigel LAWSON, Chancelier de l'Échiquier

## Comité de vérification

situation au 1<sup>er</sup> juin 1989

### Président

Jørgen BREDSDORFF, fhv. rigsrevisor, Bureau Général de Contrôle des Comptes, Copenhague, *jusqu'en juin 1988*

Albert HANSEN, Secrétaire Général du Conseil du Gouvernement, Luxembourg

### Membres

Jørgen BREDSDORFF, *jusqu'en juin 1988*

Albert HANSEN

João PINTO RIBEIRO, Juiz Conselheiro, Cour des Comptes, Lisbonne

Constantin THANOPOULOS, Directeur à la Banque de Grèce, Athènes, *depuis juin 1988*

# Conseil d'administration

situation au 1<sup>er</sup> juin 1989

**Président:** Ernst-Günther BRÖDER

**Vice-Présidents:**

C. Richard ROSS

Lucio IZZO

Alain PRATE

Miguel Angel ARNEDO ORBAÑANOS

Erling JØRGENSEN, à partir de juin 1988

Ludovicus MEULEMANS, à partir de juin 1988

*MM. Arie PAIS et Noel WHELAN ont exercé les fonctions de Vice-Président jusqu'en juin 1988 et ont été nommés Vice-Présidents honoraires.*

## Administrateurs

Luigi ARCUTI  
Bruno BIANCHI  
Richard BRANTNER  
Cornille BRÜCK  
Manuel CONTHE GUTIÉRREZ

António Maria COSTA

Jos de VRIES

Erling JØRGENSEN  
Philippe JURGENSEN

Timothy Patrick LANKESTER  
Elizabeth LLEWELLYN-SMITH  
Pedro MARTÍNEZ MÉNDEZ

David McCUTCHEON  
Paul MENTRÉ  
Ludovicus MEULEMANS

Rudolf MORAWITZ  
Luis António GOMES MORENO  
Waldemar MÜLLER-ENDERS  
Miguel MUÑOZ DE LAS CUEVAS  
Alexander J. O. RITCHIE  
Yves ROLAND-BILLECART

Denis SAMUEL-LAJEUNESSE

Mario SARCINELLI  
Michael J. SOMERS  
Lars TYBJERG  
Jan H. G. VANORMELINGEN

Dimitrios ZACHARIADIS-SOURAS

Presidente dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome

Condirettore Centrale, Banque d'Italie, Rome

Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Francfort

Président du Conseil d'administration de la Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg

Director General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, à partir d'octobre 1988

Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

Plaatsvervangend Directeur, Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministère des Finances, La Haye

Departementschef, Ministère des Finances, Copenhague, jusqu'en juin 1988

Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Paris, depuis juin 1989

Deputy Secretary (Overseas Finance) Trésorerie, Londres

Deputy Secretary, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Londres

Director General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, jusqu'en octobre 1988

Former Second Secretary, Ministère des Finances, Dublin, jusqu'en juin 1988

Président-Directeur Général du Crédit National, Paris

Directeur-général van de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles, jusqu'en juin 1988

Ministerialdirigent, Ministère Fédéral de l'Économie, Bonn

Director-Geral do Tesouro, Ministère des Finances, Lisbonne

Ministerialdirektor, Ministère Fédéral des Finances, Bonn

Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid

Chairman, The Union Discount Company of London, plc, Londres

Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Paris, jusqu'en avril 1989

Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris

Direttore Generale del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome

Secretary, National Debt Management, Ministère des Finances, Dublin, à partir de juin 1988

Afdelingschef, Ministère des Finances, Copenhague, à partir de juin 1988

Inspecteur-général van de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles, à partir de mars 1989

Conseiller du Ministre de l'Économie Nationale, Ministère de l'Économie Nationale, Athènes

## Suppléants

R.I.G. ALLEN

Under Secretary, Head of EC Group (Overseas Finance), Trésorerie, Londres, à partir de juin 1988

Kaj BARLEBO-LARSEN

Directeur Général de la Coordination des Instruments Structurels, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, jusqu'en février 1989

T. Alastair CLARK

Head of Financial Markets and Institutions Division, Banque d'Angleterre, Londres, jusqu'en février 1989

Jacques DELMAS-MARSALET  
Andrew J.C. EDWARDS  
Flemming FARUP-MADSEN  
L. Fernanda FORCIGNANO

Directeur Général-adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris

Under Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres, jusqu'en juin 1988

Kontorchef, Banque Nationale du Danemark, Copenhague, jusqu'en juin 1988

Direttore Generale dei Servizi Speciali e del Contenzioso del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome, à partir de juin 1988

Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn

Président-Directeur, De Nationale Investeringsbank N.V., La Haye, à partir de juin 1988

Ministerialdirektor i.e. R., Ministère Fédéral de la Coopération Économique, Bonn

Vocal Asesor de la Dirección General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid

Sous-Directeur des Affaires Multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris, à partir de juin 1988

Sous-Directeur des Affaires Multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris, jusqu'en juin 1988

Assistant Secretary, Ministère des Finances, Dublin, à partir de juin 1988

Chief Manager, Reserves Management, Banque d'Angleterre, Londres, à partir de mars 1989

Paolo RANUZZI DE BIANCHI  
Giovanni RAVASIO

Direttore Generale della Fondigest, S.p.A., Milan

Directeur Général de la Coordination des politiques Structurelles, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, à partir de mars 1989

Direttore Generale a. r., Ministère du Trésor, Rome, jusqu'en juin 1988

Eerste Adviseur bij de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles, jusqu'en juin 1988

Savino SPINOSI  
Jan H. G. VANORMELINGEN

# Comité de direction

situation au 1<sup>er</sup> juin 1989

Président: Ernst-Günther BRÖDER

Vice-Présidents: C. Richard ROSS

Lucio IZZO

Alain PRATE

Miguel Angel ARNEDO ORBAÑANOS

Erling JØRGENSEN, à partir de juin 1988

Ludovicus MEULEMANS, à partir de juin 1988

MM. Arie PAIS et Noel WHELAN ont exercé les fonctions de Vice-Président jusqu'en juin 1988 et ont été nommés Vice-Présidents honoraires.

## Structure des services

situation au 1<sup>er</sup> juin 1989 <sup>(1)</sup>

### Secrétaire Général

Dieter HARTWICH, Directeur,  
Direction de l'Administration  
Générale

### Directeurs de département

Audit interne  
Information, Relation Publiques  
Coordination

### Chefs de division

Jean-Claude CARREAU  
Karl Georg SCHMIDT  
Andrew ALLEN

### Personnel

Ronald STURGES

Recrutement, Formation  
Administration du Personnel  
Politique du Personnel

Thomas CRANFIELD  
Rémy JACOB  
Gerlando GENUARDI

### Secrétariat et Affaires Générales

Bruno EYNARD

Secrétariat  
Traduction  
Services Intérieurs  
Bureau de Représentation à Bruxelles

Peter HELGER  
Klaus WOSZCZYNA  
Adriaan ZILVOLD  
Joachim MÜLLER-BORLE

### Services de Management

Roger ADAMS

Organisation et Méthodes  
Informatique  
Budget

Ernest ERPELDING  
Hugo WOESTMANN

### Financements dans la Communauté

#### Direction 1

Eugenio GREPPI, Directeur <sup>(2)</sup>

#### Opérations en Italie, Rome

Giorgio RATTI, Directeur Central  
Ernest LAMERS

Alessandro MORBILLI  
Filippo MANZI  
Alain BELLAVOINE  
Caroline REID

#### Opérations au Danemark, en Allemagne et en Espagne

José OLIVA MARÍN

Bureau de Madrid

Fridolin WEBER-KREBS  
Valter CERNOIA  
Fernando de la FUENTE  
(Chef du bureau)

#### Direction 2

Pit TREUMANN, Directeur

#### Opérations en France, Grèce, Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas

Gérard d'ERM

Bureau d'Athènes

Jean-Louis BIANCARELLI  
Konstantin ANDREPOULOS  
Andreas VERYKIOS  
Arghyro YARMENITOU  
(Chef du bureau)

#### Opérations au Royaume-Uni et en Mer du Nord, en Irlande et au Portugal

Francis CARPENTER

Bureau de Lisbonne

Bureau de Londres

Jos VAN KAAM  
Richard POWER  
Maria Antónia BRAGA SIMÃO  
Dominique de CRAYENCOUR  
(Chef du bureau)  
Guy BAIRD  
(Chef du bureau)

Unités organisationnelles  
référant aux Directions 1 et 2

Coordination

André DUNAND

#### Administration des Financements

Thomas HALBE

Agostino FONTANA  
José Manuel MORI  
Manfred KNETSCH  
Brian FEWKES

<sup>(1)</sup> Cf. chapitre «Administration», page 81, pour les changements intervenus depuis le rapport annuel 1987.

<sup>(2)</sup> Préside également le groupe de coordination pour l'ensemble des opérations dans la Communauté.



## **NOMINATION DE M. ROGER LAVELLE COMME VICE-PRESIDENT DE LA BEI**

A sa séance annuelle du 19 juin 1989, le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration, a nommé M. Roger Lavelle Vice-président de la Banque européenne d'investissement. M. Lavelle prendra le 1er août 1989 ses fonctions au Comité de direction de la Banque, où il succèdera à M. C. Richard Ross, démissionnaire après 11 années de services éminents.

M. Lavelle (né en 1932) est citoyen britannique. Il est entré dans l'administration britannique en 1955 et au Ministère des finances en 1957, où il a été nommé Assistant Secretary en 1968, Under Secretary en 1975 et Deputy Secretary of Overseas Finance en 1985. M. Lavelle a été secrétaire privé du "Lord Privy Seal" (M. Edward Heath) de 1961 à 1963 et secrétaire privé du Chancelier de l'Echiquier de 1965 à 1968. Chef du Secrétariat européen au "Cabinet Office" depuis 1987, M. Lavelle a été administrateur de la Banque européenne d'investissement de 1985 à 1987.

M. C. Richard Ross a été Vice-président de la BEI depuis juillet 1978. En reconnaissance des services remarquables rendus à la Banque européenne d'investissement, le Conseil des gouverneurs a conféré à M. Ross le titre de Vice-président honoraire.

A compter du 1er août, la composition du Comité de direction de la Banque européenne d'investissement sera la suivante :

Président:	Ernst-Günther Bröder
Vice-présidents:	Lucio Izzo
	Alain Prate
	Miguel A. Arnedo Orbañanos
	Erling Jørgensen
	Ludovicus Meulemans
	Roger Lavelle



## Structure des services *(suite)*

### Directeurs de département

### Chefs de division

#### Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté

Jacques SILVAIN, Directeur

Coordination  
Division d'appui au contrôle des financements

#### ACP 1

Thomas OURSIN

#### ACP 2

Rex SPELLER

#### Pays Méditerranéens

Pietro PETTOVICH

Martin CURWEN  
Alfred KAWAN

John AINSWORTH  
Jacqueline NOËL  
Guy BERMAN

Justin LOASBY  
Nicolas URMES  
Patrick THOMAS

Terence BROWN  
Jean-Paul SEILLER

#### Direction des Finances et de la Trésorerie

Philippe MARCHAT, Directeur

Coordination

#### Émissions

Ulrich DAMM

Henri-Pierre SAUNIER

Jean-Claude BRESSON  
Ulrich MEIER  
Thomas HACKETT  
Joseph VOGTEN  
.....

#### Trésorerie

John VAN SCHIL

Lucio RAGUSIN  
Eberhard UHLMANN  
Ralph BAST

#### Comptabilité Générale

François ROUSSEL

Charles ANIZET

#### Direction des Études

Herbert CHRISTIE, Directeur

Coordination et Réflexion

#### Études économiques dans la Communauté

Michel DELEAU

Jacques GIRARD

Patrice GÉRAUD  
Carlo BOLATTI  
Horst FEUERSTEIN  
Mateu TURRO

#### Études économiques à l'extérieur de la Communauté

Luigi GENAZZINI

Stephen MCCARTHY  
Daniel OTTOLENGHI

#### Études Financières

Alfred STEINHERR

Pier Luigi GILIBERT

Documentation et Bibliothèque

Marie-Odile KLEIBER

#### Direction des Affaires juridiques

Jörg KÄSER, Directeur

Xavier HERLIN

Giannangelo MARCHEGIANI  
Roderick DUNNETT  
Marc DUFRESNE

### Corps des Conseillers Techniques

Hellmuth BERGMANN,  
Chef du Corps

Environnement,  
agriculture, agro-industrie

Jean-Jacques SCHUL

Industrie chimique et électronique  
Filippo BARILLI

Patrick MULHERN  
Jean-Jacques MERTENS

Industrie manufacturière  
J. Garry HAYTER

Bernard BÉLIER  
Richard DEELEY

Mines et Énergie  
Robert VERMEERSCH

Gerhart GERECHT  
Hemming JØRGENSEN  
Günter WESTERMANN

Infrastructures  
Peter BOND

Jean-Pierre DAUBET  
Zdenek HAVELKA  
Philippe OSTENC

## Notes au lecteur

1. **Écu** — Tous les montants cités dans le rapport sont, sauf indications contraires, exprimés en écus.

### 2. Unité de compte

Conformément à l'article 4 des statuts, l'unité de compte de la Banque est définie comme étant l'écu utilisé par les Communautés européennes; pour sa composition, cf. page 93.

### 3. Taux de conversion statistique

Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement, signatures et versements, comme de collecte des ressources, la Banque utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1988:

	Normes ISO <sup>(1)</sup>	durant le 1 <sup>er</sup> trimestre	durant le 2 <sup>ème</sup> trimestre	durant le 3 <sup>ème</sup> trimestre	durant le 4 <sup>ème</sup> trimestre
1 écu =	ECU				
Franc belge	BEF	43,1539	43,4195	43,4741	43,4897
Couronne danoise	DKK	7,94457	7,95477	7,88073	7,96198
Deutsche Mark	DEM	2,06034	2,07475	2,07521	2,07549
Drachme	GRD	164,483	166,193	166,434	168,239
Peseta	ESP	140,566	138,442	138,686	137,089
Franc français	FRF	6,98335	7,03537	6,99875	7,06480
Livre irlandaise	IEP	0,777888	0,775692	0,772392	0,774456
Lire italienne	ITL	1 521,66	1 539,01	1 539,75	1 545,91
Franc luxembourgeois	LUF	43,1539	43,4195	43,4741	43,4897
Florin hollandais	NLG	2,31762	2,32885	2,34037	2,33973
Escudo	PTE	169,467	169,986	169,319	170,553
Livre sterling	GBP	0,696793	0,665109	0,667628	0,654935
Dollar des États-Unis	USD	1,30335	1,25173	1,14098	1,10422
Franc suisse	CHF	1,66503	1,70924	1,72116	1,75626
Yen japonais	JPY	158,292	155,215	152,206	148,595

(1) La Banque utilise désormais pour l'expression des unités monétaires les abréviations retenues par l'International Organization for Standardization (ISO).

### 4. Taux de conversion comptable

Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion au 31 décembre de l'exercice concerné.

### 5. Statistiques d'activité dans la Communauté

La Banque accorde des prêts individuels, des garanties et des prêts globaux. Ces derniers sont conclus avec des instituts financiers qui utilisent les fonds en faveur d'investissements de petite ou moyenne dimension.

Afin de compléter les informations sur l'activité de la Banque dans la Communauté, les statistiques du rapport annuel portent désormais d'une part, comme par le passé, sur les financements signés: prêts individuels (y compris les garanties) et prêts globaux. D'autre part sont présentées des données de caractère opérationnel: prêts individuels, garanties et crédits affectés sur les prêts globaux en cours.

Les comparaisons avec les périodes antérieures sont faites selon les mêmes critères; de ce fait, certaines données du rapport annuel 1988 diffèrent de celles figurant dans les rapports précédents.

### 6. Tableaux

En règle générale, les tableaux sur l'activité dans la Communauté présentent les pays dans l'ordre alphabétique sur base de leur dénomination dans leur langue.

### 7. Objectifs économiques

Certains prêts dans la Communauté répondent simultanément à plusieurs objectifs économiques (cf. page 24 et liste des financements); les totaux des tableaux correspondant à des objectifs différents ne sont pas cumulables.

### 8. Cumuls et ajustements

Du fait d'ajustements statistiques, les montants des exercices passés peuvent comporter de légères différences avec ceux publiés récemment.

Les montants sont donnés aux prix et aux taux de change courants. Une récapitulation sur une longue période doit être interprétée avec prudence; en effet, la signification des données relatives aux différentes années est affectée par le mouvement des prix et les variations des taux de change intervenues au cours des années.



---

## 9. Arrondis

Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux qui s'obtiennent par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondi.

## 10. Déflateur

Le déflateur applicable à l'activité de la Banque est estimé à 3,2 % pour l'année 1988.

## 11. Article 18

Projets localisés en dehors du territoire européen des États membres et présentant un intérêt pour la Communauté, assimilés pour cette raison à des projets dans la Communauté. Le Conseil des gouverneurs peut autoriser le financement de ces projets en vertu de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 des statuts de la Banque.

## 12. Abréviations et sigles:

ACP	= Afrique, Caraïbes, Pacifique	NIC	= Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts
CECA	= Communauté européenne du charbon et de l'acier	OCDE	= Organisation de coopération et de développement économiques
EURATOM	= Communauté européenne de l'énergie atomique	OSCE	= Office statistique des Communautés européennes
FBCF	= Formation brute de capital fixe	PEDIP	= Programme spécifique de développement de l'industrie portugaise
FEDER	= Fonds européen de développement régional	PIB	= Produit intérieur brut; PNB = Produit national brut
FEOGA	= Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	PIM	= Programme intégré méditerranéen
FRN	= Floating rate notes, émissions de notes à taux variables	PME	= Petites et moyennes entreprises
FSE	= Fonds social européen	PTOM	= Pays et territoires d'outre-mer
JO	= Journal officiel des Communautés européennes	URE	= Utilisation rationnelle de l'énergie

. = donnée non significative

.. = donnée non disponible

— = sans objet

p.m. = pour mémoire

Commission des Communautés européennes = Commission

Conseil des Communautés européennes = Conseil

Parlement européen = Parlement

Communauté économique européenne = Communauté

# Le contexte économique

L'année 1988 a été caractérisée par un environnement économique international globalement favorable, avec un dynamisme accru de l'activité et des échanges et une inflation limitée.

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, la croissance de la production s'est accélérée et a atteint environ 4 % contre 3,3 % en 1987 <sup>(1)</sup>.

Aux **États-Unis**, le PNB a progressé de près de 3,8 % contre 3,4 % en 1987. Cette croissance a été soutenue par une forte demande intérieure, émanant des ménages et plus encore des entreprises et, surtout, par la progression des exportations d'environ 18 %. Ces bonnes performances à l'exportation ont contribué à une réduction du déficit commercial (2,8 % du PNB contre 3,5 % en 1987) et du déficit de la balance des paiements courants (2,7 % du PNB contre 3,4 % en 1987).

Au **Japon**, l'économie s'est adaptée à la forte appréciation du yen au cours des trois dernières années. La croissance du PNB de 5,6 % a reflété, en particulier, l'évolution de la demande intérieure (7,9 %) caractérisée par une vive progression des investissements (13,6 %). Les importations ont augmenté (22 %) plus rapidement que les exportations (7 %), provoquant un recul de l'excédent de la balance courante (3 % du PNB contre 3,6 % en 1987).

Dans la **Communauté européenne**, le taux de croissance du PIB a atteint 3,7 % contre 2,9 % en 1987. Ce résultat reflète une accélération de l'investissement, la consommation étant restée soutenue. Les exportations à destination du reste du monde ont progressé légèrement, moins vite toutefois que les importations, d'où une diminution du solde positif des balances commerciale et courante.

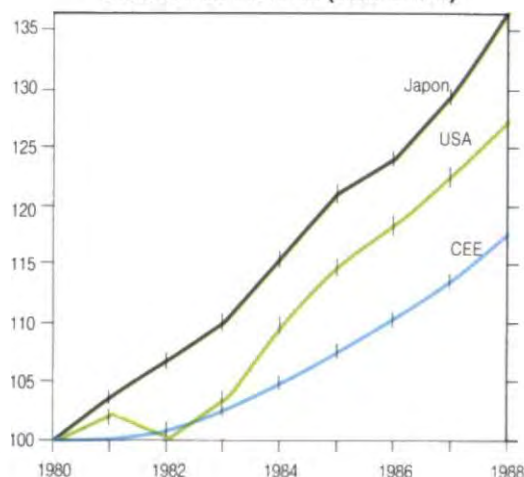
Le dynamisme général de la production a eu des effets plus sensibles sur l'emploi aux États-Unis (+2,3 %) qu'au Japon (+1,7 %) et dans la Communauté (+1,2 %) où le taux de chômage reste largement supérieur à ceux atteints dans ces pays.

L'inflation est demeurée mesurée dans la Communauté (3,7 %) comme aux États-Unis (4,2 %) et au Japon (0,5 %).

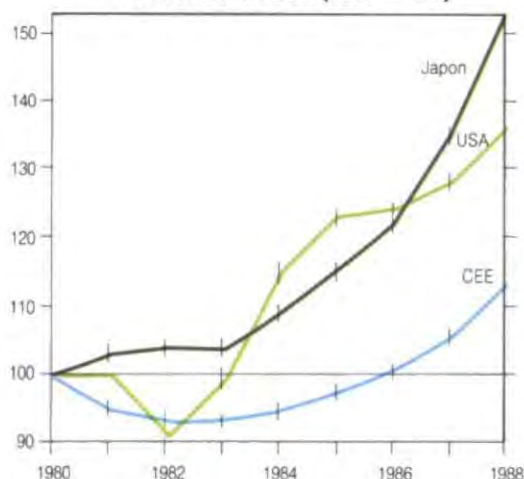
\* \* \*

Les bonnes performances globales de l'économie mondiale en 1988 paraissent démentir, à court terme, certaines craintes exprimées au lendemain

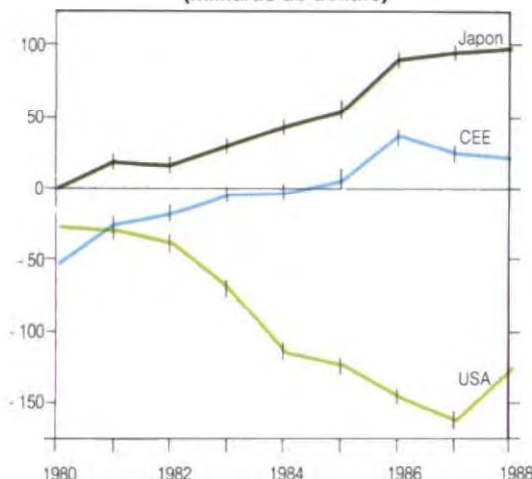
Évolution du PIB/PNB (1980 = 100)



Évolution de la FBCF (1980 = 100)

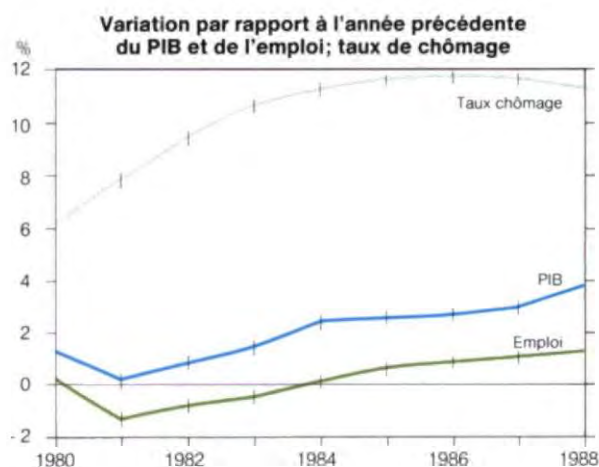
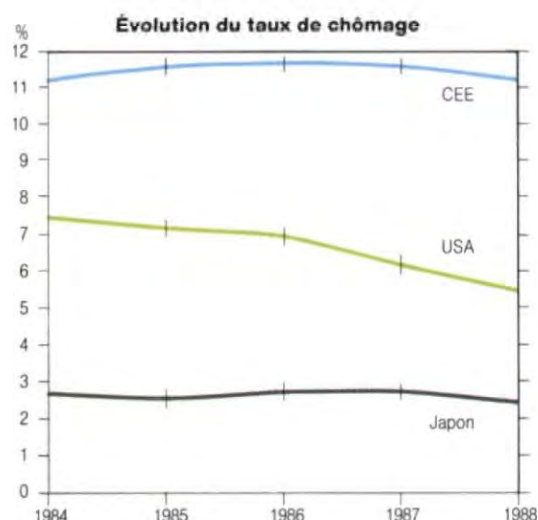
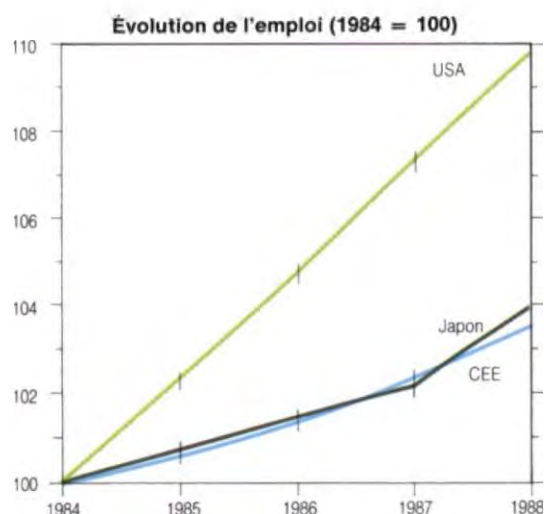


Balances commerciales fob/fob (milliards de dollars)



<sup>(1)</sup> Les statistiques macro-économiques de ce chapitre sont extraites des budgets économiques 1988-1989 publiés par la Commission. Elles présentent encore, pour 1988, un caractère provisoire.





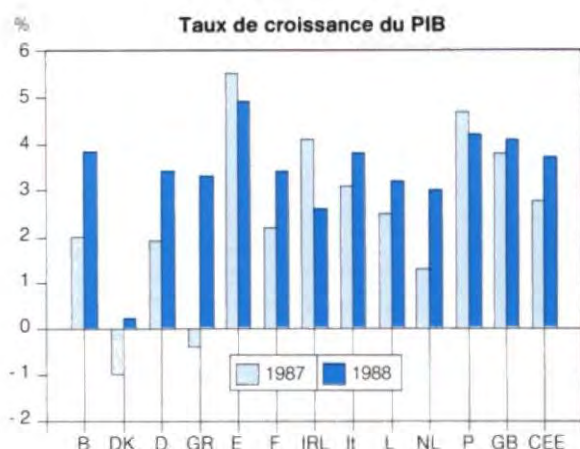
de la crise boursière de fin 1987. Elles ne doivent pas pour autant dissimuler la persistance de déséquilibres.

L'endettement des pays en développement demeure ainsi une préoccupation majeure, en particulier pour ce qui concerne les pays d'Amérique latine les plus endettés et les nations les plus pauvres d'Afrique. Les décisions prises lors du Sommet de Toronto et de la réunion du FMI à Berlin devraient contribuer à éviter l'aggravation d'une situation dont la solution ne peut être trouvée qu'à moyen terme. Par ailleurs, et mis à part le cas des nouveaux pays industriels d'Asie, la situation structurelle de nombreux pays en développement reste précaire.

Enfin, au sein des pays développés, certains déséquilibres commerciaux entre grandes zones ne s'atténuent que lentement. Aux États-Unis, l'absence de mesures significatives de réduction du déficit budgétaire et la persistance du déficit extérieur constituent des facteurs de risque pour la stabilité des marchés financiers internationaux.

\*  
\* \* \*

Dans la **Communauté**, l'activité économique a connu des résultats satisfaisants au plan global: le taux de croissance se situe à son niveau le plus haut depuis dix ans. Les disparités de croissance du PIB entre pays de la Communauté se sont réduites et une certaine convergence autour de taux plus élevés se manifeste.



La demande intérieure est restée soutenue (+4,7 %). La croissance de l'investissement a été importante, atteignant 7,3 % contre 4,6 % en 1987. Outre l'environnement international favorable, cette reprise de l'investissement témoigne de l'amélioration de la situation financière des entreprises, suite aux ajustements structurels intervenus et à la modération de l'inflation. La baisse, depuis 1986, des prix de l'énergie et l'évolution favorable des taux d'intérêt au début de 1988 ont contribué à cette tendance. Enfin, les perspectives liées au développement du marché unique ont également favorisé le dynamisme de l'investissement, en vue, en particulier, de renforcer la compétitivité des entreprises et leur aptitude à intervenir sur une aire élargie. Les investissements d'équipement ont enregistré une progression de 8,3 % en moyenne; celle-ci a été particulièrement forte en Espagne et au Portugal (15 %) ainsi qu'en Belgique (14 %).

La croissance des emplois, constatée depuis 1985, s'est poursuivie (1,2 %). En 1987, 1,1 million d'emplois ont été créés et 1,5 million en 1988. Cette augmentation reste toutefois insuffisante pour réduire de façon substantielle le taux de chômage; celui-ci n'enregistre qu'un très léger recul, 11,2 % contre 11,6 % en 1987.

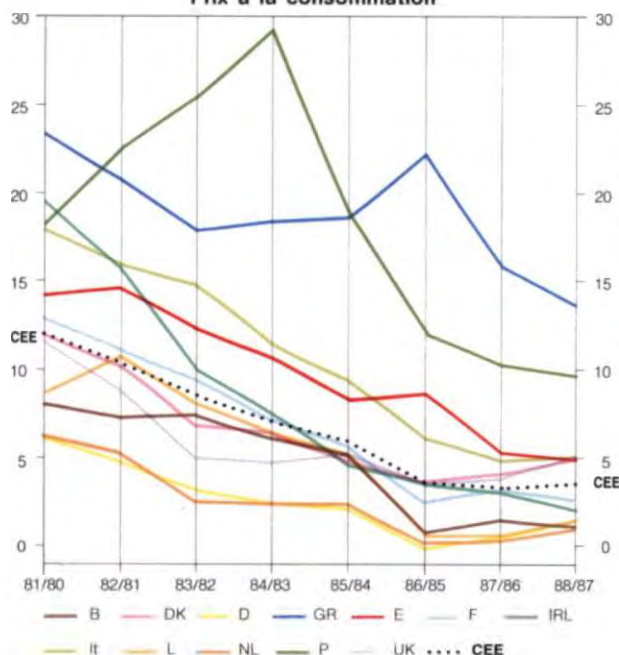
Dans la Communauté, le rythme d'inflation a repris légèrement (3,7 %, contre 3,3 % en 1987).

Enfin, l'accroissement de l'activité économique a eu pour conséquence une forte augmentation des échanges intracommunautaires, mais aussi une expansion des importations en provenance du reste du monde, nettement plus rapide que celle des exportations. L'excédent de la balance commerciale de la Communauté s'est à nouveau réduit (0,5 % du PIB contre 0,8 % en 1987), de même que celui de la balance des paiements courants (0,5 % du PIB contre 0,9 % en 1987).

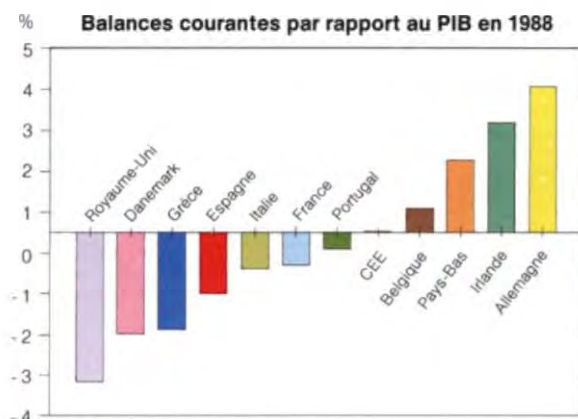
\* \*

Dans plusieurs États ACP, les résultats relativement satisfaisants de la production agricole, après des années médiocres, ont permis de rapprocher le taux de croissance du PIB de celui de la population. Cependant, la situation économique demeure très fragile. Malgré la poursuite de programmes d'ajustement visant à rétablir les grands équilibres macro-économiques et à stimuler la compétitivité, l'insuffisance de ressources en devises constitue toujours une contrainte majeure, aggravée par la baisse des

Prix à la consommation



Balances courantes par rapport au PIB en 1988

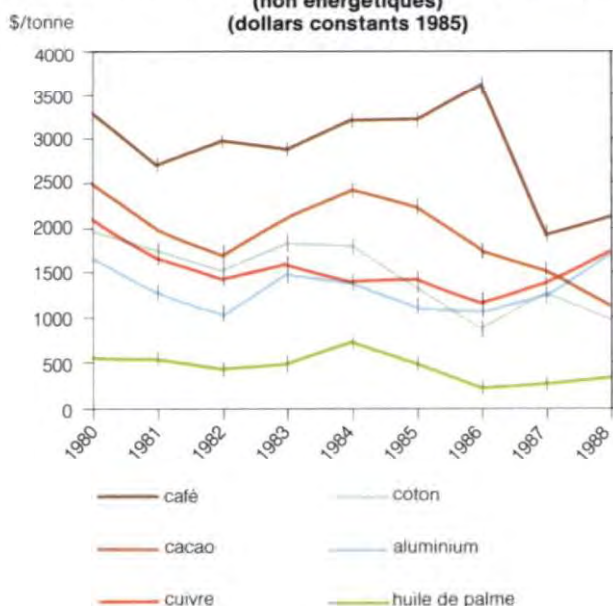


\* \*

recettes d'exportations. En effet, ces recettes dépendent essentiellement des cours des matières premières qui, à quelques exceptions près, sont restés déprimés ces dernières années. La ponction représentée par le service de la dette pèse ainsi encore fortement sur les possibilités d'investissement de ces pays.



Évolution du prix de certaines matières premières  
(non énergétiques)  
(dollars constants 1985)



Dans les **pays du bassin méditerranéen**, où les efforts d'ajustement structurel ont été poursuivis à des degrés divers, la croissance économique s'est en général ralentie par rapport à 1987. Les réformes économiques ont continué d'être mises en œuvre au Maroc et en Tunisie et, dans un contexte plus difficile, en Algérie. Elles ont marqué le pas en Égypte. En Yougoslavie, le taux d'inflation a atteint un niveau très élevé et les contraintes politiques et sociales ont entravé les ajustements nécessaires. En Turquie, la croissance est demeurée soutenue, dans un contexte de forte hausse des prix.

La gestion de la dette a été délicate dans plusieurs pays, 25 à 60 % des recettes d'exportation étant absorbées par son service. La poursuite de la baisse des prix des hydrocarbures a eu des conséquences négatives pour les pays producteurs comme l'Égypte ou l'Algérie. En revanche, dans certains autres, l'évolution favorable du tourisme et, dans une moindre mesure, les transferts des travailleurs émigrés ont contribué à limiter le déficit de la balance des paiements courants.

## La BEI et le contexte communautaire

Suite à l'entrée en vigueur de l'Acte unique, le 1<sup>er</sup> juillet 1987, plusieurs décisions importantes ont été prises au cours de 1988 qui concernent à la fois le renforcement de la cohésion économique et sociale de la Communauté et la réalisation du marché intérieur.

Durant cette année, la BEI a, pour sa part, fortement accru son activité dans les pays membres (9 474,8 millions contre 7 450,4 millions en 1987). Cet accroissement reflète, dans ses composantes quantitatives et qualitatives, la politique d'adaptation pragmatique suivie par la Banque pour servir au mieux le développement communautaire. Il répond aux vœux exprimés en ce sens par le Conseil des gouverneurs lors de sa réunion du 13 juin 1988.

Lors du Conseil européen de Bruxelles (11 au 13 février 1988), il a été décidé de doubler en termes réels d'ici à 1993, les crédits d'engagement des **fonds structurels** et d'intensifier l'intervention communautaire dans les régions les moins favorisées.

Le Conseil des Communautés européennes<sup>(2)</sup> a adopté, le 24 juin, le règlement cadre concernant la réforme des fonds, puis le 19 décembre, quatre règlements d'application comprenant un règlement commun aux trois fonds et un règlement pour chaque fonds. Le règlement cadre et le règlement d'application commun aux trois fonds contiennent plusieurs dispositions intéressant la coordination entre l'action des fonds et celle de la BEI (cf. encadré page 14).

Les organes de décision de la Banque avaient déjà marqué leur volonté de participer pleinement à la réalisation des objectifs visés par la réforme. Cette volonté prolonge l'action constante de la Banque en faveur du développement régional dont témoigne, à nouveau, l'accroissement de près de 30 %, en 1988, de ses concours dans les régions les moins favorisées. Ceux-ci représentent près de 60 % de l'activité de la Banque dans la Communauté (cf. page 24).

Le tableau ci-après fait apparaître l'importance des prêts de la Banque dans l'ensemble des financements communautaires, en particulier à finalité régionale.

#### Financements communautaires à des fins structurelles en 1988

(millions d'écus)

Contrats de prêts signés		Crédits d'engagements pour subventions (*)	
BEI	9 118	FEDER	3 684
NIC	357	FSE	2 866
Euratom	p.m.	FEOGA (orientation)	1 130
CECA	908	PIM	134
		PEDIP	100
<b>Total</b>	<b>10 383</b>		<b>7 914</b>

(\*) Budget général des Communautés - JO L-226 du 16. 8. 1988

## La BEI et la réforme des fonds structurels communautaires

### 1. Les objectifs et les règlements

L'Acte unique évoque, en particulier dans ses articles 130 A à D, le rôle de la Banque en liaison avec les fonds structurels (Fonds européen de développement régional, Fonds social européen et FEOGA section orientation) notamment pour «promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté» et «réduire l'écart entre les diverses régions et le retard des régions moins favorisées» (Art. 130 A).

Compte tenu de ces orientations, les modalités de la réforme des fonds structurels et les conditions générales de la participation de la Banque à l'effort communautaire en faveur de la cohésion économique et sociale ont été définies et précisées à travers divers textes approuvés entre juin et décembre 1988:

— Le **règlement cadre** <sup>(3)</sup> concerne les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions; il définit en particulier certaines modalités générales de la participation de la Banque. Il assigne cinq objectifs à l'action des fonds:

**Objectif n° 1:** promouvoir le développement et l'ajustement structurel des régions en retard de développement: Portugal, Grèce, Irlande, certaines régions d'Espagne, d'Italie, ainsi que l'Irlande du nord, la Corse et les départements français d'outre-mer.

**Objectif n° 2:** reconverter les régions, régions frontalières ou parties de régions (y compris les bassins d'emploi et les communautés urbaines) gravement affectées par le déclin industriel.

**Objectif n° 3:** combattre le chômage de longue durée.

**Objectif n° 4:** faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.

**Objectif n° 5:** dans la perspective de la réforme de la politique agricole commune,

- a) accélérer l'adaptation des structures agricoles;
- b) promouvoir le développement des zones rurales.

Les interventions au titre des objectifs 1, 2 et 5b s'effectuent sur une base géographique précise. Celles au titre des objectifs 3, 4 et 5a s'exercent, a priori, sur l'ensemble du territoire de la Communauté.

Ce règlement (Art. 2.2.) invite la Banque, «tout en poursuivant les missions qui lui sont confiées par les articles 129 et 130 du Traité, à coopérer à la réalisation des objectifs définis à l'article 1<sup>er</sup>, en conformité avec les modalités établies par ses statuts».

— Les **règlements d'application** <sup>(4)</sup> comprennent un règlement de coordination des interventions des fonds entre elles d'une part, et entre celles-ci et celles de la BEI et des autres instruments financiers existants d'autre part ainsi qu'un règlement spécifique à chaque fonds. Le règlement de coordination précise certaines dispositions concernant la BEI, énoncées dans le règlement cadre.

(suite page 15)

<sup>(3)</sup> Règlement CEE n° 2052/88, JO L-185 du 15 juillet 1988.

<sup>(4)</sup> Règlements CEE n°s 4253-4-5-6/88, JO L-374 du 31 décembre 1988.



Trois conditions sont essentielles pour assurer une pleine efficacité de l'action de la Banque dans le nouveau cadre d'intervention défini par la réforme des fonds.

Une étroite et précoce **association** de la Banque aux procédures communautaires est essentielle pour assurer la synergie voulue entre subventions et prêts.

Il convient que l'intervention communautaire soit conçue comme une **combinaison** adéquate de prêts et de subventions afin d'obtenir un effet maximum à coût budgétaire donné.

Enfin, une **modulation** significative des taux d'aide budgétaire par grande catégorie d'investissement,

en fonction en particulier des recettes susceptibles d'être dégagées, est nécessaire pour aboutir à une utilisation efficace de l'ensemble des ressources communautaires.

\* \* \*

Durant l'année, dans le cadre de la **politique régionale** communautaire, plusieurs procédures de programmation se sont déroulées. Parallèlement à la poursuite de ses interventions dans le cadre des programmes intégrés méditerranéens (PIM), la Banque est intervenue en faveur du Programme spécifique de développement de l'industrie portugaise (PEDIP) et également en Grèce pour la reconstruction des zones de la région de Kalamata,

(suite de la page 14)

— Enfin, une **communication de la Commission au Conseil et au Parlement** sur «la BEI et les autres instruments financiers dans le renforcement de la cohésion économique et sociale», approuvée par la Commission le 21 décembre 1988, commente la façon dont la BEI et les autres instruments financiers pourront contribuer à la nouvelle approche.

## 2. Les conséquences pour la Banque

### *La coordination Banque-Commission*

Il est prévu que la Banque soit associée à la démarche de programmation qui devrait constituer une forme importante de l'action communautaire. Cette association est prévue tant au niveau de la préparation et de l'élaboration des cadres communautaires d'appui que pour l'évaluation et le suivi des programmes en résultant.

La Commission assure la coordination et la cohérence entre les concours des fonds et l'intervention des autres instruments, en particulier de la BEI, dans le respect des compétences propres de cette dernière. Elle «associe la BEI à l'utilisation des fonds ou des autres instruments financiers existants, pour co-financer les investissements susceptibles d'être financés par la BEI selon ses statuts» (Article 3.2 du règlement de coordination). Il est prévu dans le règlement cadre que la Commission et la BEI établissent d'un commun accord les modalités pratiques de la coordination de leurs interventions.

### *La combinaison prêts-subventions*

Les concours communautaires devront combiner de façon appropriée les interventions sous forme de

subvention et de prêt en vue de maximiser l'effet d'entraînement des ressources budgétaires utilisées. Cette combinaison est à déterminer avec la participation de la BEI; il est précisé qu'elle doit tenir compte de l'équilibre du plan de financement proposé, des taux de participation des fonds, ainsi que des objectifs de développement poursuivis.

### *La modulation*

L'article 13.1 du règlement cadre définit les principes généraux de la modulation des taux d'intervention; les modalités d'intervention sont précisées dans le règlement de coordination. La participation financière des fonds est fixée en pourcentage et calculée soit par rapport aux coûts totaux éligibles, soit par rapport à l'ensemble des dépenses, publiques ou assimilables, éligibles.

Parmi les caractéristiques à prendre en compte pour moduler l'intervention respective des prêts et des subventions, il est fait clairement référence à la marge brute d'autofinancement que les recettes attendues permettront de dégager.

\* \* \*

Ainsi que le Président de la Banque l'a exprimé devant le Conseil du 21 novembre 1988, les textes adoptés constituent un cadre de référence qui devrait permettre une association efficace de la Banque à la future action communautaire en faveur de la cohésion économique et sociale.

sinistrée lors des séismes de 1986. Cette intervention répond à la demande adressée à la Banque par le Conseil d'accorder des prêts sur ses ressources propres assortis d'une bonification d'intérêt à charge du budget général des Communautés européennes <sup>(5)</sup>.

\* \*

La forte progression, en 1988, de l'investissement des entreprises et les regroupements intervenus, témoignent d'une dynamique industrielle se situant notamment dans la perspective du **marché unique**. Le renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie communautaire comme de son intégration au plan européen, en particulier grâce à l'introduction de technologies adaptées, ainsi que l'existence d'une population de petites et moyennes entreprises vigoureuses, constituent des objectifs essentiels. La Banque y a contribué en 1988, en accroissant ses financements dans l'industrie. Son action devra s'adapter de manière pragmatique aux évolutions à l'œuvre, en maintenant ses impératifs de qualité et en association avec d'autres partenaires financiers.

(5) JO L-309 du 15 novembre 1988.

En particulier, le soutien actif apporté par la Banque aux **investissements des PME** s'est poursuivi tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones aidées (cf. page 28). Dans ces dernières, la Banque est intervenue sur les ressources du NIC IV et sur ses ressources propres conformément à la décision de son Conseil des gouverneurs en date du 25 février 1987. Afin d'assurer une continuité de l'action communautaire en faveur des PME et sans préjuger des suites qui pourront être données au NIC, la Banque a été autorisée par son Conseil d'administration, le 14 décembre 1988 et en application de la décision précitée, à poursuivre ses concours sur ressources propres en faveur des PME en dehors des zones aidées.

\* \*

La réalisation du marché intérieur suppose l'existence de réseaux de transports et de communications adaptés; ceux-ci assurent, en outre, un rôle important en matière de compétitivité industrielle comme de développement régional.

La Banque a fortement accru ses concours pour des **infrastructures de transport d'intérêt européen**; le tunnel sous la Manche en constitue un cas

## Les villes dans la vie économique de la Communauté

Actuellement, 240 conurbations de plus de 300 000 habitants rassemblent les trois quarts des citoyens de la Communauté. Pour la moitié, ces «régions urbaines» sont organisées autour d'agglomérations de plus de 200 000 habitants dans lesquelles réside désormais près d'un européen sur deux.

Le développement de ces structures, constituées souvent par extension autour de noyaux urbains anciens, soulève des problèmes spécifiques d'investissement et de gestion. Les centres-villes traditionnels peuvent ainsi se révéler inadaptés, dans leur état actuel, pour assurer les fonctions classiques d'une cité dans des conditions correctes d'efficacité. De nombreuses zones urbaines, au passé industriel brillant, doivent dorénavant faire face aux conséquences du déclin économique de leurs secteurs de spécialisation. La multiplication des «friches industrielles» est la forme la plus visible de ce phénomène. Enfin, l'inadaptation de certains centres urbains aux conditions de vie moderne, comme le développement de réseaux de transport, a conduit — dans un premier temps — à la mise en place d'un habitat périphérique. Dans de nombreux cas, cette extension a engendré en retour une demande accrue, en termes quantitatifs et qualitatifs, d'infrastructures de communi-

cation qui n'a pas toujours été satisfaite dans des conditions appropriées. Au total, dégradation de l'environnement urbain, augmentation des coûts sociaux et perte d'efficacité peuvent être observées dans de nombreux cas.

Ces difficultés ne sont pas nouvelles. Elles ont pu s'aiguïser avec le ralentissement de l'activité économique et ont conduit, plus récemment, plusieurs États membres à engager des actions spécifiques. De telles préoccupations s'expriment également au plan communautaire, en matière de politique régionale.

Dans le passé, la Banque est intervenue à plusieurs reprises en faveur de projets urbains, notamment au titre du développement régional (régions en retard de développement, zones en déclin industriel). Plus globalement, elle est disposée à apporter son concours, sur l'ensemble du territoire communautaire, à des investissements de transport urbain ou des opérations de rénovation urbaine, ayant un impact favorable sur l'environnement et la gestion des ressources. L'évaluation des projets concernés impose, en tout état de cause, une appréciation de leur insertion dans un schéma d'ensemble tenant compte des interrelations caractéristiques des structures urbaines.



exemplaire. Les interventions dans ce domaine, menées en collaboration avec d'autres institutions financières, montrent son aptitude à contribuer au financement de projets complexes en raison de l'importance des montants en jeu, de leur durée de vie, des garanties à mettre en œuvre. Elle a contribué significativement au développement observé et prévu des **transports aériens** en finançant le renforcement des infrastructures aéroportuaires et des flottes communautaires. Parallèlement, des prêts ont été accordés pour la construction d'avions Airbus A320, A330, A340 et ATR42. Enfin, en matière de **télécommunications**, la Banque a accru ses interventions en faveur du financement des réseaux de base.

\*  
\* \*

Le niveau élevé des prêts de la Banque en faveur de la **protection de l'environnement** répond aux objectifs de l'Acte unique (Art. 130R) et à ceux du quatrième programme d'action communautaire en la matière. Au cours des dernières années, la Banque a accru ses interventions contre la pollution de l'air et de l'eau. Elle développe également, progressivement, ses concours en faveur d'opérations d'aménagement en milieu urbain (transports, rénovation) (cf. encadré, page 16).

Si les problèmes de pollution doivent souvent être analysés finement au plan local, il importe également de développer des approches plus globales permettant de mieux reconnaître la diffusion de certaines nuisances, d'identifier les traits communs des situations locales et d'aboutir ainsi à une action plus cohérente et efficace. Dans cette perspective, la BEI s'est associée à la Banque mondiale pour mettre en place un Programme pour l'environnement dans la Méditerranée. Ce programme, qui couvre les divers pays concernés dans et hors de la Communauté, consiste dans sa première phase, en une étude de synthèse dont les conclusions pourront être utilisées éventuellement à des fins opérationnelles. Cette initiative, menée en contact avec ces pays et la Commission, est cohérente avec les objectifs formulés au plan communautaire et certains programmes envisagés.

\*  
\* \*

Une directive a été arrêtée par la Commission <sup>(6)</sup> pour assurer la libre concurrence sur le marché communautaire des terminaux de télécommunica-

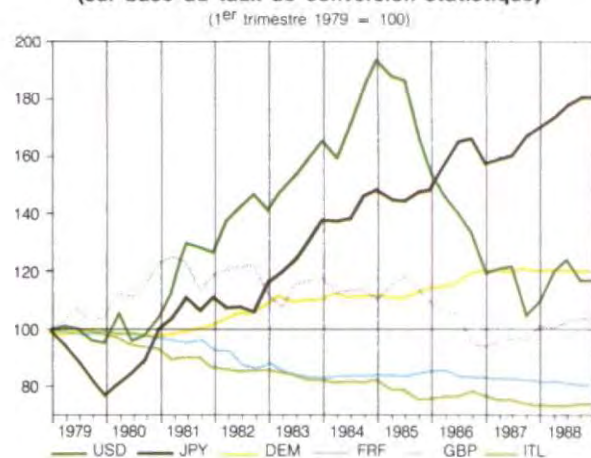
tions. Le marché, jusqu'à présent cloisonné, connaît une rapide croissance et enregistre d'importants progrès technologiques. Par ailleurs, la Commission a transmis au Conseil des propositions de directives visant à étendre le champ d'application du régime communautaire des **marchés publics de travaux et fournitures** aux secteurs encore exclus (télécommunications, transports, énergie et eau) et aux «organismes de droit public». Enfin, la Commission a institué un système, mis en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, pour contrôler le respect des règles communautaires lors de la réalisation des projets ou des programmes financés par les fonds structurels et par la Banque. Ces différentes mesures confortent l'action de persuasion menée par la Banque depuis plusieurs années auprès des promoteurs afin d'améliorer les conditions d'appel à la concurrence dans ces secteurs. En outre, conformément aux recommandations du Conseil d'administration entérinées par le Conseil des gouverneurs le 4 juin 1984, la Banque a pour tâche, indépendamment de l'évolution des dispositions juridiques et des politiques au niveau européen, d'œuvrer en faveur de l'ouverture des marchés.

\*  
\* \*

Plusieurs décisions prises en 1988 favorisent la création d'un **espace financier européen**. Le Conseil a, en particulier, approuvé une directive <sup>(7)</sup> sur la libéralisation complète et progressive des mouvements de capitaux. Les dernières restrictions en la matière devront être supprimées dans huit États membres avant le milieu de l'année 1990 au

(7) JO L-178 du 8 juillet 1988.

Variation des monnaies par rapport à l'écu de 1979 à 1988  
(sur base du taux de conversion statistique)



(6) Directive 88/301/CEE du 16 mai 1988, JO L-131 du 27 mai 1988

plus tard. Pour l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande, il est prévu jusqu'en 1992 un régime transitoire, qui, dans le cas de la Grèce et de l'Irlande, pourra, le cas échéant, être prorogé de trois ans.

Au cours de l'année écoulée, la Banque est demeurée attentive à l'évolution des marchés financiers et à leur intégration croissante dans une perspective de renforcement des mécanismes concurrentiels. Elle a contribué au développement des marchés européens en ouvrant le marché portugais des obligations étrangères en escudo et en intervenant sur le marché des émetteurs non résidents en peseta. Elle a aussi été présente sur la plupart des marchés des capitaux des autres États membres (cf. page 73) et a emprunté l'essentiel de ses ressources dans les monnaies communautaires, dont l'écu, pour répondre au mieux à la demande de ses emprunteurs. En ce qui concerne cette devise, la Banque est une des institutions les plus actives pour en promouvoir l'usage en s'efforçant de diversifier les marchés et les investisseurs; elle est restée en 1988, le premier émetteur en écus sur les marchés internationaux et le premier prêteur dans

cette monnaie. L'encours, fin 1988, de ses emprunts en écus à long et moyen termes à taux fixe s'élève à 3 950 millions.

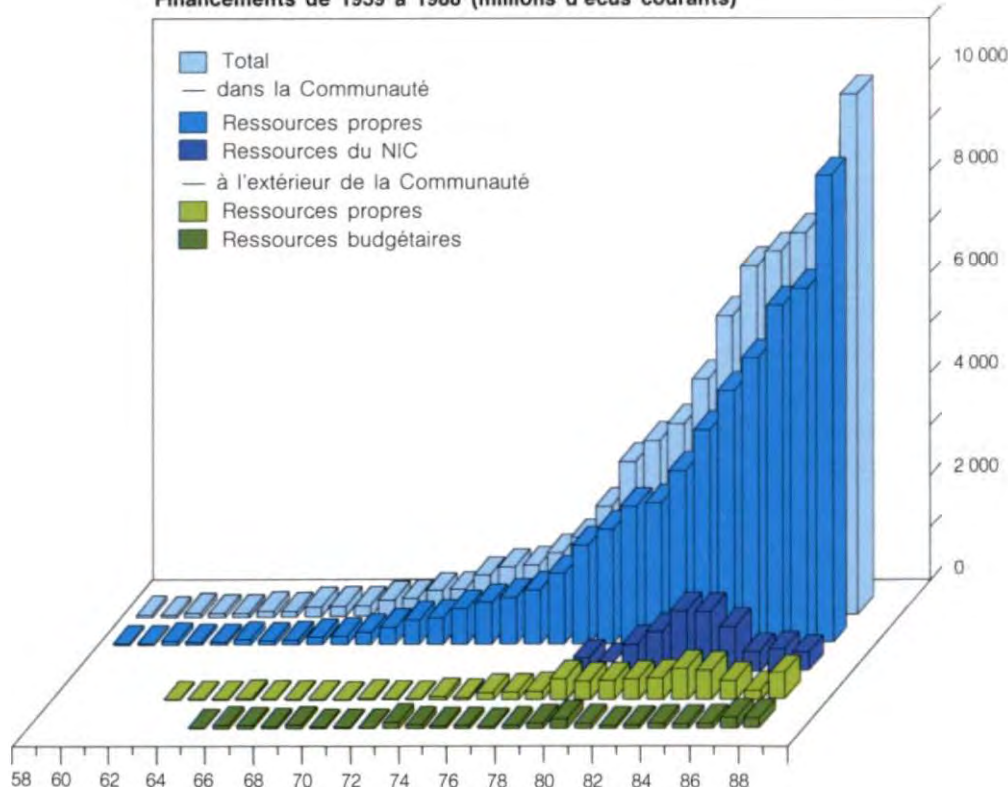
\*  
\*  
\*

L'action de la BEI à l'extérieur de la Communauté s'inscrit dans le cadre des accords de coopération conclus entre la Communauté et les États concernés.

En ce qui concerne les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ainsi que les PTOM, le processus du renouvellement de la troisième Convention de Lomé, qui expirera fin février 1990, a été entamé officiellement les 12 et 13 octobre, lors d'une conférence ministérielle.

Dans les pays du bassin méditerranéen, les protocoles financiers avec les pays du Maghreb, du Machrek, Israël et avec la Yougoslavie sont entrés en vigueur. Le troisième protocole avec Malte a été signé le 20 mars 1989, celui avec Chypre devrait l'être dans le courant de l'année, permettant la poursuite des interventions dans ces pays.

Financements de 1959 à 1988 (millions d'écus courants)





## Activité en 1988

La Banque européenne d'investissement consent principalement des prêts sur ressources propres (essentiellement le produit de ses emprunts sur les marchés de capitaux) et des garanties, pour des projets dans la Communauté. Elle intervient, en outre, depuis 1979, dans les pays membres sur les ressources du NIC (nouvel instrument communautaire) et dans des pays tiers, sur ses propres ressources ainsi que sur mandat et sur ressources de la Communauté ou des États membres, en application de la politique de coopération économique et financière de la Communauté.

Les contrats de **financements** signés par la Banque en 1988 atteignent un montant total de 10 175 millions (contre 7 842,5 millions en 1987), soit une augmentation de 30 % aux prix courants et de 27 % en termes réels (cf. note au lecteur n° 10, page 9).

Le montant des concours sur ressources propres s'élève à 9 638,4 millions (7 192,2 millions en 1987), dont 9 453,4 millions de prêts et 185 millions de garanties; celui des opérations sur d'autres ressources, comptabilisées dans la section spéciale, s'établit à 536,6 millions (650,3 millions en 1987).

Les prêts et garanties **dans la Communauté** atteignent 9 118,3 millions sur ressources propres et 356,5 millions sur ressources du NIC, soit au total 9 474,8 millions (cf. liste page 40). Ce résultat représente une progression aux prix courants de 27,4 % en un an et une moyenne annuelle de 13,2 % depuis l'adhésion, le 1<sup>er</sup> janvier 1986, de l'Espagne et du Portugal (respectivement 23,5 % et 11,7 % en termes réels).

Cette forte activité de financement, qui s'est appuyée sur l'évolution économique générale (cf. «Contexte économique», page 10), a été caractérisée par un vif accroissement des concours à l'industrie, et notamment aux PME, ainsi que de ceux pour les infrastructures de transports et les télécommunications.

Les financements dans les régions moins favorisées augmentent de près de 30 % et continuent de représenter une part majeure de l'activité. Enfin, les prêts pour la protection ou l'amélioration de l'environnement se maintiennent à un niveau substantiel, ainsi que ceux contribuant aux objectifs énergétiques de la Communauté.

L'activité de prêt progresse très sensiblement en Espagne et au Portugal, ainsi qu'au Danemark et en France. On enregistre également une très forte croissance aux Pays-Bas et en Allemagne. Le montant des concours augmente plus modérément en Italie. Il s'est maintenu au niveau antérieur dans les autres pays.

Tableau 1: **Financements (contrats signés) en 1988 et de 1984 à 1988** <sup>(1)</sup>

Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

	1988		1984—1988	
	Millions d'écus	%	Millions d'écus	%
<b>Prêts sur ressources propres et garanties</b>	<b>9 638,4</b>	<b>94,7</b>	<b>35 694,4</b>	<b>90,2</b>
à l'intérieur de la Communauté	9 118,3	89,6	33 433,1	84,4
à l'extérieur de la Communauté	520,1	5,1	2 261,3	5,7
<b>Financements sur d'autres ressources</b>	<b>536,6</b>	<b>5,3</b>	<b>3 899,5</b>	<b>9,8</b>
à l'intérieur de la Communauté (NIC)	356,5	3,5	3 261,9	8,2
à l'extérieur de la Communauté	180,1	1,8	637,6	1,6
<b>Total général</b>	<b>10 175,0</b>	<b>100,0</b>	<b>39 593,9</b>	<b>100,0</b>
à l'intérieur de la Communauté	9 474,8	93,1	36 695,0	92,7
à l'extérieur de la Communauté	700,2	6,9	2 898,9	7,3

(1) Les prêts en Espagne et au Portugal jusqu'à fin 1985 sont comptabilisés à l'extérieur de la Communauté (cf. Rapport annuel 1987 page 109).

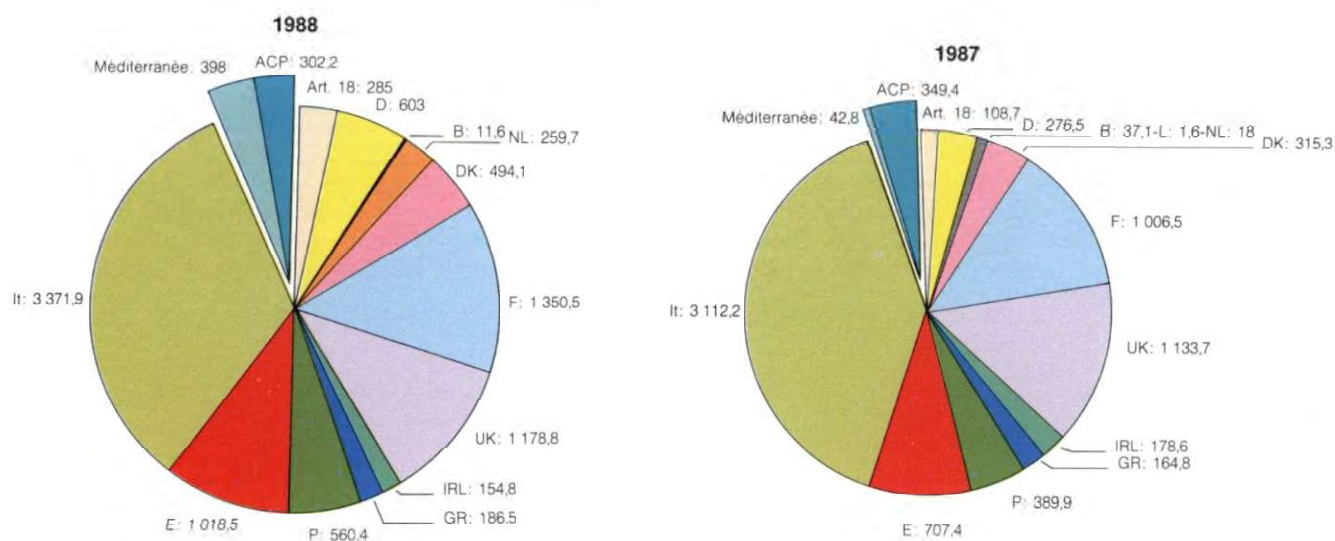
A l'extérieur de la Communauté, les concours s'élèvent à 520,1 millions sur ressources propres et à 180,1 millions sur ressources budgétaires, soit au total 700,2 millions (cf. liste page 65) en augmentation de 80 % par rapport à 1987 (392,1 millions).

L'entrée en vigueur des nouveaux protocoles financiers avec les pays méditerranéens et avec la Yougoslavie a permis une vive reprise des financements dans plusieurs de ces pays. Dans les États ACP, les difficultés économiques continuent

de limiter les possibilités d'intervention, en particulier pour les prêts sur ressources propres.

Pour se procurer les **ressources** nécessaires à son activité de financement, la Banque a collecté un montant total de 7 666,1 millions dont 7 413,6 millions sur les marchés des capitaux (5 592,7 millions en 1987). Cet accroissement de 37 % est lié à une très forte demande de décaissement. L'essentiel de la collecte est constituée par des monnaies communautaires, dont l'écu, empruntées à taux fixe (cf. page 73).

Financements de la Banque en 1988 et 1987  
(millions ECU)





# Financements dans la Communauté

En 1988, la Banque a signé des contrats de prêts sur ses ressources propres d'un montant total de 8 933,3 millions, un contrat de garantie de 185 millions et elle a accordé 356,5 millions de prêts sur les ressources du NIC.

Le montant total des financements dans la Communauté s'élève ainsi à 9 474,8 millions contre 7 450,4 millions en 1987.

Ces concours se répartissent entre des prêts (et une garantie) pour des projets individuels (6 538,8 millions) et des prêts globaux (2 936 millions) conclus avec des instituts intermédiaires, destinés au financement d'investissements de petite ou moyenne dimension, principalement dans l'industrie (cf. encadré page 23). En 1988, 5 406 crédits (2 062 millions) ont été accordés pour de tels investissements sur les prêts globaux en cours <sup>(1)</sup>.

Afin d'apprécier l'activité de l'exercice de façon plus opérationnelle, la présentation des interventions de la Banque par secteur et par objectif porte sur les investissements financés **par prêts individuels et par crédits sur les prêts globaux** en cours, soit au total 8 600,8 millions en 1988 contre 6 615,7 millions en 1987.

Ces financements ont contribué à soutenir, à raison d'un tiers en moyenne du coût total, des investissements s'élevant globalement à quelque 25 milliards.

Ces investissements, sur base des données disponibles, pourraient contribuer directement à la créa-

tion de plus de 40 000 emplois permanents pour les deux tiers dans les régions moins favorisées; 28 000 d'entre eux devraient l'être par de petites et moyennes entreprises.

## Répartition par secteur

La ventilation par secteur des prêts individuels et des crédits sur prêts globaux accordés durant l'exercice (8 600,8 millions) fait apparaître une nouvelle progression des financements d'investissements dans l'industrie et les services ainsi qu'un fort

<sup>(1)</sup> La période d'engagement des prêts globaux pouvant s'échelonner sur plusieurs exercices, il en résulte une différence entre le montant des prêts globaux conclus en 1988 et celui des crédits décidés durant l'année.

Tableau 2: **Financements (prêts individuels et crédits sur prêts globaux) accordés dans la Communauté en 1988**

Répartition par pays et secteur

	(millions d'écus)					
	Secteur					
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux en cours	Industrie services agriculture	Énergie	Infrastructures
Belgique	4,7	—	4,7	4,7	—	—
Danemark	493,2	433,2	59,9	34,3	247,5	211,3
Allemagne	518,8	346,9	171,9	187,7	148,0	183,2
Grèce	213,8	150,5	63,4	71,7	10,4	131,7
Espagne	1 003,1	695,5	307,6	368,8	1,7	632,6
France	756,2	519,7	236,4	391,1	8,1	357,0
Irlande	157,1	154,8	2,3	5,7	58,6	92,8
Italie	3 396,7	2 283,7	1 113,1	1 385,6	793,6	1 217,5
Pays-Bas	233,2	216,7	16,5	211,8	—	21,4
Portugal	488,2	403,8	84,4	97,5	220,5	170,2
Royaume-Uni	1 051,0	1 049,0	2,0	152,8	289,7	608,5
Autres (Article 18) <sup>(1)</sup>	285,0	285,0	—	—	—	285,0
<b>Total</b>	<b>8 600,8</b>	<b>6 538,8</b>	<b>2 062,0</b>	<b>2 911,7</b>	<b>1 778,1</b>	<b>3 911,0</b>

<sup>(1)</sup> Dont 185 millions sous forme de garantie.

## Les différentes modalités de financement de la BEI

La BEI propose à ses emprunteurs une gamme de financements assortis de diverses formules de prêts et de taux.

Les conditions de ses prêts sont adaptées de manière souple et rationnelle de façon à tenir compte des demandes de ses emprunteurs et reflètent étroitement les conditions des marchés de capitaux où la BEI se procure l'essentiel de ses ressources.

Les prêts sont décaissés au pair selon le souhait de l'emprunteur et les disponibilités de la Banque:

- en une seule monnaie, en particulier, celles des États membres et l'écu,
- en plusieurs monnaies, soit dans des assortiments-types dont la durée, la composition et le taux sont préétablis, soit dans des assortiments modulés selon les disponibilités de la BEI et les préférences de ses emprunteurs.

Un taux d'intérêt spécifique est déterminé pour chaque monnaie et durée. Lorsqu'un prêt est versé en plusieurs monnaies, le taux en vigueur pour chacune d'elles est appliqué.

### Les prêts

Les concours de la BEI peuvent notamment prendre les formes suivantes:

- les prêts individuels servent à financer un ou plusieurs investissements d'un même promoteur. Ils peuvent être accordés directement à ce promoteur ou par un intermédiaire (une autre société ou un organisme financier);

- les prêts globaux sont consentis à des instituts de financement régionaux ou nationaux qui utilisent les fonds en faveur d'investissements de petites et moyennes dimensions en accord avec la BEI et suivant ses critères;
- la BEI peut aussi faciliter la réalisation d'investissements en accordant sa garantie.

### Les taux d'intérêt

Le taux des prêts peut être fixé soit à la signature du contrat, soit lors de chaque décaissement (contrat à taux ouvert).

Les prêts sont en majeure partie accordés à taux fixe. Dans certaines limites, ils peuvent être accordés à taux variable, et depuis 1988, à taux fixe révisable.

#### — Prêts à taux fixe

Les taux applicables sont ceux en vigueur à la date de la signature du contrat ou aux dates de versements ; ils ne peuvent être révisés pendant la durée de vie d'un prêt.

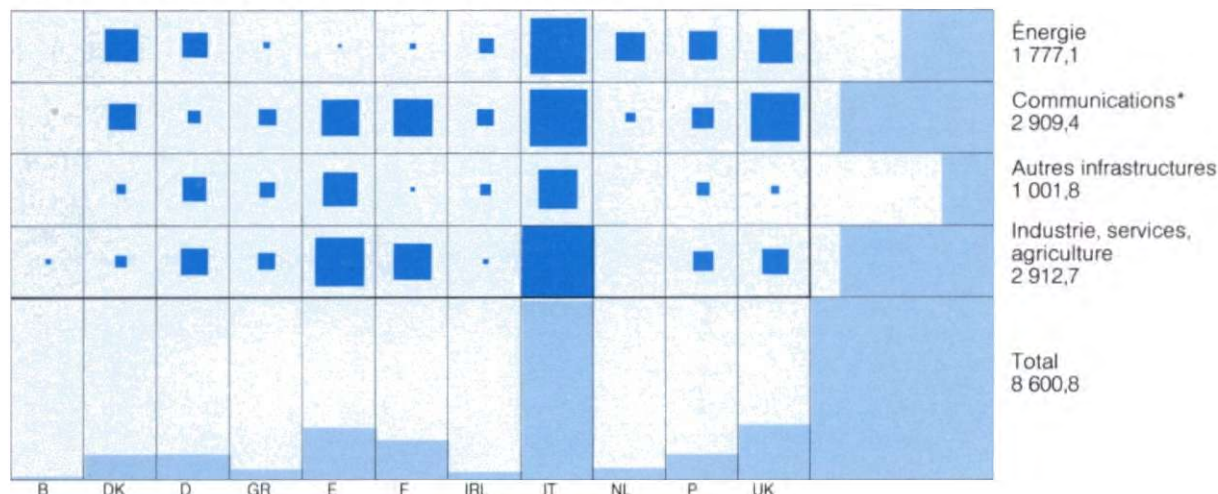
#### — Prêts à taux fixe révisable

Les taux applicables sont ceux des taux fixes, établis pour une durée déterminée (en règle générale de 4 à 10 ans) et révisés à la fin de cette période sur la base des taux alors en vigueur et des possibilités de refinancement de la BEI dans la monnaie souhaitée entre les monnaies choisies lors de la signature du contrat et pour la durée résiduelle du prêt.

#### — Prêts à taux variable

Les taux applicables sont déterminés trimestriellement sur base du coût moyen effectif de l'ensemble des ressources collectées par la BEI à taux variable.

Répartition par pays et par secteur des financements (millions ECU)



\* dont 285 millions pour des satellites

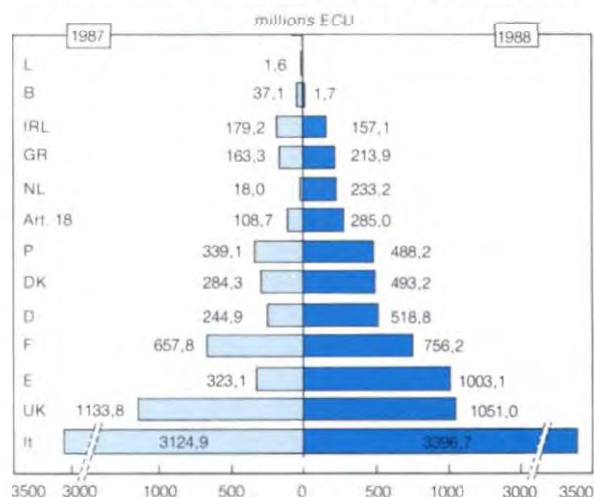


accroissement des concours pour les infrastructures de transports et de télécommunications. Elle confirme le ralentissement des interventions en faveur de l'énergie.

Dans l'**industrie, les services et l'agriculture**, les financements s'élèvent à 2 912,7 millions (34 % de l'activité) contre 1 922,3 millions (29 %) en 1987. Les **prêts individuels**, (1 094,5 millions) concernent une large gamme d'investissements mettant souvent en œuvre des technologies de haut niveau. En outre, 5 235 **crédits** sur des **prêts globaux** en cours, (1 818,2 millions) ont été accordés pour des investissements de petite ou moyenne dimension, principalement dans l'industrie (1 411,1 millions); dans les services, ces investissements (345 millions) relèvent du tourisme et des loisirs, de la gestion informatique et de services aux entreprises, de la récupération et du recyclage de déchets. Enfin, 62,1 millions ont été accordés pour de petits projets qui intéressent des activités agricoles, de pêche ou d'aquaculture.

En ce qui concerne le secteur des **infrastructures** (3 911,2 millions et 45 % du total de l'activité contre 2 729,3 millions et 41 % en 1987), le montant des concours pour les télécommunications est en vive augmentation: 1 288,3 millions pour le renforcement des réseaux et pour des satellites (368,9 millions en

#### Prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours



1987). Les prêts pour les transports (1 621,1 millions) progressent également, notamment ceux pour les réseaux routiers, les aéroports et les achats d'avions. Les financements d'équipements hydrauliques et d'infrastructures composites

### Prêts globaux dans la Communauté

Le système des prêts globaux, en place depuis 1968, permet à la Banque de faire bénéficier de ses concours des investissements de petites et moyennes dimensions, répondant à ses critères d'intervention, et qu'il n'aurait pas été possible, pour des raisons matérielles, de financer par prêts individuels.

En 1988, la Banque a conclu des prêts globaux d'un montant total de 2 936 millions avec une soixantaine d'institutions financières ou banques commerciales de dix pays.

Les prêts globaux sur **ressources propres** s'élèvent à 2 585 millions (1 601,5 millions en 1987); ils concernent:

- dans les zones moins favorisées, de petites et moyennes initiatives dans l'industrie, les services, le tourisme notamment, et l'agriculture ainsi que de petites infrastructures;

- en dehors de ces zones, des investissements de petites et moyennes entreprises industrielles, conformément à la décision du Conseil des gouverneurs faisant

suite à la mise en place du NIC IV (PME-BEI) et, en Espagne, afin d'aider à l'adaptation structurelle de l'industrie;

- en outre, quelle que soit leur localisation, d'une part, des investissements industriels de petite ou moyenne dimension contribuant à l'introduction ou au développement de technologies avancées et d'autre part, des investissements répondant aux objectifs communautaires dans les domaines de l'énergie et de la protection de l'environnement.

Les prêts globaux sur **ressources du NIC** s'élèvent à 351 millions, dont 324,8 millions au titre du NIC IV, pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises en dehors des zones aidées (PME-NIC).

La forte reprise des prêts globaux en 1987, confirmée en 1988, se reflète dans le nombre élevé de crédits accordés en 1988 (5 406 pour 2 062 millions contre 3 035 crédits et 1 175,7 millions en 1987) dont le détail figure dans les tableaux 20 à 23.

de petite dimension réalisés par des collectivités locales enregistrent en revanche un certain tassement.

Dans le domaine de l'énergie, les concours connaissent, pour la deuxième année consécutive, un recul (1 777,1 millions et 21 % de l'activité contre 1 964,1 millions et 29,7 % en 1987). Les investissements de production d'énergie autre que nucléaire se maintiennent, voire progressent (centrales hydro-électriques et géothermiques); ceux destinés au transport et, surtout, à la distribution de gaz, d'électricité ou de chaleur, diminuent.

## Répartition par objectif (2)

Les prêts individuels et les crédits sur prêts globaux pour des investissements en faveur des zones en retard de développement ou en déclin industriel

ont atteint un montant total de 4 912,8 millions (3 767,2 millions en 1987). Ils représentent, comme en 1987, environ 60 % des financements sur ressources propres.

Près des deux tiers de ces financements sont localisés dans les régions où est prévue une intensification de l'effort communautaire au titre de l'objectif 1 (cf. encadré page 14) avec une concentration des fonds structurels correspondants.

Les concours accordés dans les régions moins favorisées ont soutenu des investissements dans l'industrie, les services, l'agriculture et la pêche qui ont bénéficié de plus du tiers des concours (1 750,5 millions dont 1 004,9 millions pour des entreprises de petites ou moyenne dimension), ainsi que la réalisation d'infrastructures de base

(2) Certains financements répondent à deux ou plusieurs objectifs; de ce fait, les textes de ce chapitre doivent être considérés comme des éclairages successifs de l'activité de la Banque et les tableaux ne peuvent faire l'objet de cumul.

Tableau 3: Développement régional

	Total		Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
	Millions d'écus	%	Millions d'écus	Millions d'écus
<b>Montant total</b>	<b>4 912,8</b>	<b>100,0</b>	<b>3 831,0</b>	<b>1 081,8</b>
<b>Répartition par pays</b>				
Belgique	1,2	—	—	1,2
Danemark	134,4	2,7	125,4	9,0
Allemagne	154,4	3,1	146,4	8,0
Grèce	211,9	4,3	150,4	61,5
Espagne	724,5	14,7	528,3	196,2
France	488,4	9,9	339,0	149,4
Irlande	157,1	3,2	154,8	2,3
Italie	1 970,1	40,1	1 375,8	594,3
Pays-Bas	203,3	4,1	195,3	8,0
Portugal	453,8	9,2	403,8	50,0
Royaume-Uni	413,8	8,4	411,8	2,0
<b>Répartition par grand secteur</b>				
Énergie	730,5	14,9	718,0	12,4
Transports	854,2	17,4	840,2	14,0
Télécommunications	1 003,4	20,4	1 003,4	—
Eau, assainissement	299,7	6,1	286,5	13,2
Autres infrastructures	274,7	5,6	237,4	37,3
Industrie, services, agriculture	1 750,5	35,6	745,5	1 004,9

(2 432 millions dont 1 857,6 millions pour les transports et les télécommunications) et d'équipements énergétiques (730,5 millions).

Les investissements, au financement desquels la Banque a contribué à raison de 20 % à 50 % selon les projets, correspondent, au niveau de la Communauté, à un peu plus de 3 % de l'investissement global. Pour les pays ou régions les moins prospères, ce pourcentage est nettement plus élevé: 6,5 % en Italie (11,3 % dans le Mezzogiorno), 7,2 % en Grèce et en Irlande, 10 % en Espagne et 13 % au Portugal.

\* \* \*

La Banque a accordé un montant total de 1 840,9 millions (1 981,8 millions en 1987) pour le financement d'investissements répondant aux **objectifs énergétiques communautaires**.

Plus de la moitié de ces financements (925,4 millions) concerne le développement des **ressources internes** de la Communauté, mise en valeur des ressources en hydrocarbures, construction de centrales hydroélectriques et, dans le secteur nucléaire, installations de retraitement du

combustible. En 1988, du fait de l'achèvement, ou du ralentissement des programmes engagés depuis plusieurs années, aucun prêt n'a été signé pour la construction de centrales nucléaires, ni sur ressources propres ni en qualité d'agent d'Euratom.

Les concours en faveur de la **diversification des importations** (535,7 millions) portent sur des centrales électriques pouvant fonctionner avec du charbon importé et sur des gazoducs.

Les financements concourant à l'**utilisation rationnelle** de l'énergie (379,8 millions) couvrent une gamme étendue d'investissements de dimensions très variées visant notamment la rationalisation de la consommation dans l'industrie.

Une des caractéristiques de cette activité est l'importance des concours (plus de 600 millions) en faveur de projets d'énergies renouvelables comme les centrales hydro-électriques et géothermiques, ainsi que d'investissements incluant une part élevée d'équipements de protection de l'environnement (dans les centrales au charbon notamment).

\* \* \*

Tableau 4: **Objectifs énergétiques**

	Total		Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
	Millions d'écus	%	Millions d'écus	Millions d'écus
<b>Montant total</b>	<b>1 840,9</b>	<b>100,0</b>	<b>1 713,5</b>	<b>127,4</b>
<b>Ressources internes</b>	<b>925,4</b>	<b>50,3</b>	<b>925,4</b>	—
Hydroélectricité	214,5	11,7	214,5	—
Nucléaire	288,2	15,7	288,2	—
Hydrocarbures	421,2	22,9	421,2	—
Combustibles solides	1,4	0,1	1,4	—
<b>Diversification des importations</b>	<b>535,7</b>	<b>29,1</b>	<b>535,7</b>	—
Gaz naturel	194,8	10,6	194,8	—
Charbon	341,0	18,5	341,0	—
<b>Utilisation rationnelle</b>	<b>379,8</b>	<b>20,6</b>	<b>252,5</b>	<b>127,4</b>
Énergies géothermique et alternatives	98,5	5,4	83,6	14,9
Production, distribution de chaleur	66,7	3,6	66,7	—
Interconnexion, distribution d'électricité	1,0	0,1	—	1,0
Transport, distribution de gaz naturel	50,1	2,7	—	50,1
Rationalisation de la consommation	132,3	7,2	77,2	55,1
Valorisation des déchets, autres	31,3	1,7	25,0	6,3



## Des infrastructures pour l'Europe

Au cours des cinq dernières années, les concours de la BEI pour les infrastructures de communications d'intérêt européen ont atteint près de 4 milliards (3). Ils ont contribué à la réalisation d'un ensemble d'investissements dont le coût est de l'ordre de 15 milliards (4). Le fort accroissement de ces concours, constaté en 1988, reflète l'importance attachée au plan communautaire à la mise en place d'un réseau multi-modal permettant d'assurer les échanges de biens et de services appelés par le développement de l'Europe.

L'augmentation rapide du **trafic aérien** au cours des dernières années a nécessité à la fois un renouvellement et une extension des flottes de nombreuses compagnies. Plusieurs d'entre elles, Alitalia, KLM, Aer Lingus et Martinair, notamment, ont bénéficié de concours pour l'achat d'avions Airbus, ATR, Fokker mais aussi Boeing et McDonnell Douglas. Les capacités aéroportuaires ont également dû être renforcées. La Banque a ainsi financé l'aménagement de nombreux aéroports au Royaume-Uni (Gatwick, Stansted, Londres-City Airport, Norwich, Southend, Manchester, Leeds, Bradford), en Italie (Turin, Pise), ainsi qu'à Athènes, Dublin, Copenhague, Nice. Des

prêts ont également porté sur des équipements de contrôle de la navigation et des dessertes d'aéroports.

Dans le secteur des **télécommunications**, les financements ont enregistré une forte croissance liée au développement des liaisons téléphoniques internationales et par satellites.

Près de la moitié des financements d'infrastructures d'intérêt européen a porté sur la mise en place de grands **axes routiers** et autoroutiers, notamment dans le nord de l'Italie, dans la partie est de la France, ainsi qu'au Danemark, au Royaume-Uni, au Luxembourg et, de plus en plus, en Espagne et au Portugal. La Banque est également intervenue pour la modernisation des **réseaux ferrés** (en Espagne, en Grèce, au Royaume-Uni) et pour la construction du tunnel sous la Manche.

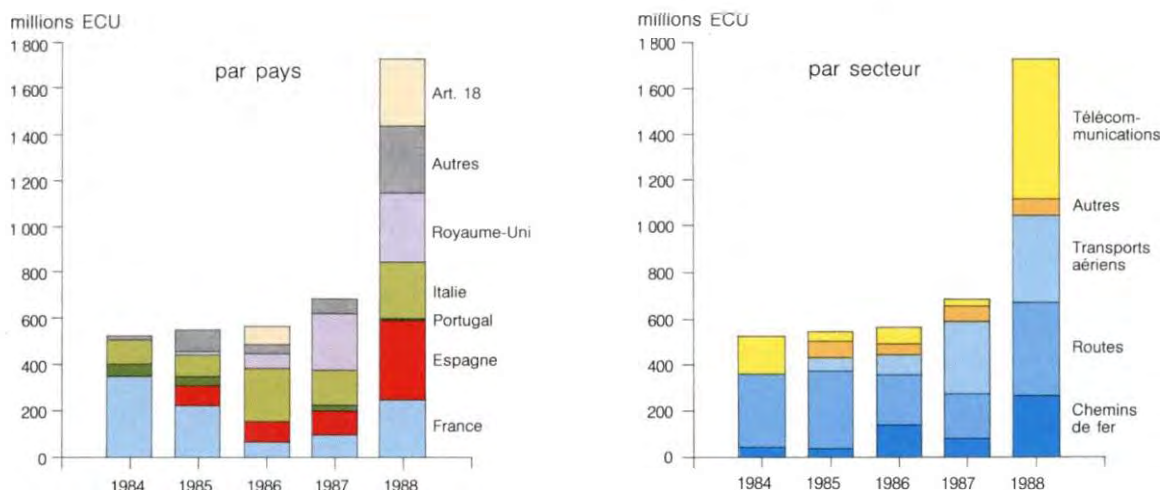
Les transports terrestres devraient dans l'avenir connaître un nouvel essor avec la réalisation, en cours ou envisagée, de divers grands projets tant autoroutiers (franchissement de massifs montagneux et de bras de mer) que ferroviaires (tunnel sous la Manche, réseau européen de trains à grande vitesse).

L'expérience acquise par la BEI dans ces domaines aux aspects multiples, impliquant des montages financiers avec de nombreux partenaires tant publics que privés, continuera d'être mise au service de la réalisation d'un réseau efficace d'infrastructures.

(3) Y compris les prêts en Espagne et au Portugal avant leur adhésion.

(4) Ce montant correspond aux tranches de travaux déjà financées par la Banque. Celles-ci représentent par exemple 15 % du coût du tunnel sous la Manche.

Financements d'infrastructures d'intérêt européen



Les financements d'infrastructures d'intérêt communautaire ont vivement progressé et atteint 1 727,6 millions (680,8 millions en 1987) dont 1 095 millions pour les transports.

Parmi les interventions figurent les premiers versements en faveur du tunnel sous la Manche: 213 millions au titre de l'accord de cofinancement d'environ 1,4 milliard signé en 1987.

De nombreuses sections de routes et d'autoroutes en Italie, en France, en Espagne, au Portugal, au Danemark, ont bénéficié de 404,5 millions de prêts. Comme en 1987, le développement des transports aériens a entraîné une demande soutenue de financements: 383,6 millions pour des infrastructures aéroportuaires et pour des achats d'avions en Italie,

Tableau 5: Infrastructures d'intérêt communautaire

	Total	
	Millions d'écus	%
<b>Montant total</b>	<b>1 727,6</b>	<b>100,0</b>
<b>Transports</b>	<b>1 095,0</b>	<b>63,4</b>
Chemins de fer	264,1	15,3
Routes et autoroutes	404,5	23,4
Transports maritimes	32,1	1,9
Transports aériens	383,6	22,2
infrastructures aéroportuaires	91,0	5,3
achat d'avions	292,6	16,9
Centres intermodaux (1)	10,7	0,6
<b>Télécommunications</b>	<b>603,8</b>	<b>34,9</b>
Réseaux classiques	318,8	18,5
Satellites	285,0	16,5
<b>Autres</b>	<b>28,9</b>	<b>1,7</b>

(1) Dont NIC: 5,5 millions.

## Environnement: les déchets urbains

Les déchets municipaux, c'est-à-dire essentiellement les ordures ménagères, représentent dans la Communauté une montagne de produits hétéroclites de quelque 100 millions de tonnes par an. Encore ne s'agit-il là que d'une faible partie du total des déchets produits chaque année, soit près de 800 millions de tonnes dont un tiers de résidus industriels.

Il est évident que, dans ce domaine, des comparaisons statistiques précises sont particulièrement difficiles à établir. Toutefois, on estimait en 1980, à 703 kg les déchets municipaux annuels de chaque Américain contre 344 kg par Japonais et 280 kg par Européen. Ces différences liées au mode de vie et au revenu des habitants se retrouvent à l'intérieur de la Communauté: 150 kg au Portugal et 400 kg au Danemark. A ces variations, correspondent généralement des différences dans la composition: quand les quantités augmentent, la part des matières putrescibles diminue au profit des papiers et des plastiques.

Actuellement, les deux tiers des déchets sont déversés dans des décharges: décharges sauvages ou incontrôlées, système qui tend à disparaître en raison des dangers pour l'environnement; décharges aménagées et contrôlées mais nécessitant des sites, de plus en plus difficiles à trouver, éliminant les risques de nuisances et de pollution. Quelque 20 % des déchets sont incinérés, tandis que les autres systèmes d'élimination (compostage, recyclage, combustibles dérivés...) représentent les 15 % restants.

Les autorités nationales comme les instances communautaires ont pris des mesures pour assurer la gestion de cette masse croissante de déchets municipaux. Les

orientations communautaires mettent l'accent sur la réduction ou la prévention des déchets, leur recyclage, leur réutilisation, leur incinération sans pollution ou l'élimination sans risques des déchets irrécupérables. La rentabilisation des déchets peut s'effectuer en triant les matériaux en vue de leur recyclage, en produisant du compost, en récupérant des gaz des décharges ou, notamment, dans les grandes unités d'incinération, en générant de la vapeur pour le chauffage urbain et/ou de l'électricité.

La BEI a été amenée depuis quelques années à intervenir soit directement soit au travers de prêts globaux en faveur de projets de collecte et de traitement de déchets urbains: pour des installations de tri et de récupération de matériaux en Allemagne, à Aachen, Düsseldorf, Köln et Velbert; pour des usines d'incinération des ordures ménagères en France, à Brest et Limoges, et au Royaume-Uni, près de Manchester ainsi que pour l'aménagement de décharges et d'installations de compostage, notamment à Plymouth, en Italie (Calabre) et au Portugal (île de Madère).

La BEI a également financé divers projets s'inscrivant dans des schémas d'assainissement ou d'aménagement locaux (en particulier au Royaume-Uni, dans le North-West et en Italie, à Bergame, près de Potenza et dans les Marches) ou encore liés à la réalisation de réseaux de chauffage urbains comme à Nykøbing, Lyon, Hastings et Reggio Emilia. D'une façon générale, la BEI, qui s'est attachée depuis longtemps à financer des investissements de protection et d'amélioration de l'environnement, vérifie aussi systématiquement le respect des directives et réglementations nationales et communautaires en la matière.



## Les interventions en faveur des petites et moyennes entreprises

Depuis près de vingt années sur ses ressources propres, et depuis 1982 sur les ressources du NIC, la BEI participe activement au financement des investissements de petites et moyennes entreprises dans l'industrie, les services (en particulier le tourisme) ainsi que dans l'agriculture et la pêche. Ce soutien s'effectue de façon décentralisée au travers de prêts globaux accordés à des institutions financières ou à des banques commerciales opérant au niveau national ou régional. Celles-ci utilisent ces lignes de crédit pour accorder des financements (crédits sur prêts globaux), en accord avec la Banque et selon ses critères économiques, financiers et techniques.

La reprise des prêts globaux, observée en 1987, s'est confirmée en 1988 et a permis un accroissement du rythme d'octroi des crédits aux PME. Sur un montant de 1 818,2 millions, consentis au travers de prêts globaux pour 5 235 investissements dans les secteurs productifs, 5 113 crédits totalisant 1 611,4 millions ont été décidés en faveur de PME. Concernant celles-ci, 3 984 crédits (1 231,9 millions) relèvent de l'industrie, 970 (317,3 millions) des services et 159 (62,1 millions) de l'agriculture et de la pêche.

Un montant de 249,1 millions a été accordé en faveur de 2 152 opérations, souvent de très petite dimension, sous

forme de crédit-bail. La ventilation des autres PME en fonction des effectifs employés fait ressortir une concentration sur les entreprises employant moins de 50 salariés (plus de la moitié du montant et des trois quarts du nombre des crédits).

Globalement, les PME financées sont localisées dans onze pays, principalement dans des régions moins développées (3 153 crédits et 1 004,9 millions). En dehors de ces zones, la Banque est intervenue soit sur ses ressources propres, dans le cadre de la décision du Conseil des gouverneurs faisant suite à la mise en place du NIC IV (1 180 crédits et 317 millions) et pour faciliter l'adaptation des PME espagnoles au marché communautaire (93 crédits et 19,8 millions), soit sur les ressources du NIC (687 crédits et 269,5 millions).

Au cours des cinq dernières années, quelque 20 000 PME ont bénéficié de concours dans la plupart des régions de la Communauté pour un montant total de 3 822 millions sur ressources propres et de 2 913,2 millions sur ressources du NIC. Dans l'avenir, la Banque poursuivra ses interventions sur ses ressources propres dans ce domaine, tant à l'intérieur des zones aidées qu'à l'extérieur de celles-ci, conformément à la décision de son Conseil d'administration (cf. page 16).

Tableau 6: Petites et moyennes entreprises

(millions d'écus)

	Total	Ressources propres				
		Total	Développement régional	PME BEI	Adaptation adhésion	PME NIC
<b>Montant total</b>	<b>1 611,4</b>	<b>1 341,8</b>	<b>1 004,9</b>	<b>317,0</b>	<b>19,8</b>	<b>269,5</b>
Belgique	4,7	4,7	1,2	3,5	—	—
Danemark	35,0	3,5	3,5	—	—	31,5
Allemagne	75,3	75,3	8,1	67,2	—	—
Grèce	37,0	35,0	35,0	—	—	1,9
Espagne	270,2	217,2	158,8	38,6	19,8	53,0
France	226,0	216,6	144,5	72,1	—	9,5
Irlande	2,3	2,3	2,3	—	—	—
Italie	860,9	718,8	591,6	127,2	—	142,1
Pays-Bas	16,5	16,5	8,0	8,5	—	—
Portugal	81,6	50,0	50,0	—	—	31,6
Royaume-Uni	2,0	2,0	2,0	—	—	—

au Royaume-Uni, au Danemark, aux Pays-Bas, aux Açores, en Grèce. Les autres prêts concernent des aménagements portuaires au Royaume-Uni, en Italie et des centres d'échanges intermodaux en Italie.

Par ailleurs, 603,8 millions ont été consentis pour les télécommunications et notamment pour le renforcement des réseaux en Italie, en Espagne, en Irlande, ainsi que pour l'acquisition et le lancement de satellites par Inmarsat et Eutelsat.

\* \*

Le montant des concours pour des investissements contribuant à **l'amélioration ou à la protection de l'environnement** s'élève à 1 231,1 millions, soit 14,3 % du total des financements, contre 1 315,3 millions en 1987 et en moyenne 9,3 % du total des concours de 1984 à 1987. Les projets sont localisés dans dix pays (huit en 1987, six en 1986) principalement en Italie, en Allemagne et en Espagne.

Tableau 7: **Protection et amélioration de l'environnement**

	(millions d'écus)		
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
<b>Montant total</b>	<b>1 231,1</b>	<b>1 087,3</b>	<b>143,8</b>
Qualité de l'eau	755,1	653,3	101,8
Qualité de l'air	362,3	352,4	10,0
Traitement des déchets solides	25,3	8,5	16,7
Environnement urbain	45,2	42,3	2,9
Environnement naturel, divers	43,2	30,8	12,4

Plus de 60 % du total portent sur des projets d'épuration des eaux usées ou d'amélioration de la qualité de l'eau potable (755,1 millions) en Italie (notamment pour de grands projets multirégionaux), en Espagne, au Portugal, au Royaume-Uni, en

Irlande, en France, au Danemark, ainsi qu'en Allemagne où de nombreux aménagements de petite dimension ont également été financés.

Près d'un tiers des concours concerne des équipements destinés à réduire les émissions aériennes d'installations industrielles en Italie, en Grèce, aux Pays-Bas et de centrales électriques ou de chaufferies en Italie, en Allemagne et en France.

Enfin, la Banque a financé un nombre croissant d'investissements divers visant la lutte contre l'érosion et les inondations, le reboisement, le traitement des déchets urbains et industriels ou encore contribuant à l'amélioration de l'environnement urbain (113,7 millions).

\* \*

La BEI a accordé 842,3 millions pour des investissements intéressant le renforcement de la **compétitivité internationale de l'industrie communautaire** par l'introduction de technologies adaptées et de son **intégration au plan européen** (776,7 millions en 1987). Ses financements en faveur des **PME hors zones aidées** se sont élevés à 586,5 millions. Enfin, des financements d'un montant de 304,6 millions ont été accordés pour des **satellites** et des stations de télécommunications.

Tableau 8: **Compétitivité des entreprises et intégration européenne**

	(millions d'écus)		
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
Compétitivité internationale et intégration européenne	756,0	643,4	112,6
Adaptation adhésion	86,3	66,5	19,8
PME—BEI	317,0	—	317,0
PME—NIC	269,5	—	269,5
Satellites et stations de télécommunications	304,6	304,6	—



## Présentation des financements par pays <sup>(1)</sup>

En **Belgique** un prêt global de 11,6 millions a été conclu avec un institut intermédiaire sur lequel onze PME dans différentes provinces ont été financées (4,7 millions).

\* \*

Les financements au **Danemark** ont atteint 494,1 millions, dont 31,4 millions sur ressources du NIC, contre 315,3 millions en 1987. Cet accroissement a été rendu possible par une diversification des interventions en faveur d'infrastructures améliorant les communications avec les autres pays de la Communauté et par l'octroi des prêts globaux en faveur des PME (35,9 millions).

Dans le domaine des **transports**, les prêts (178,8 millions) ont porté sur l'extension des installations terminales de l'aéroport de Kastrup-Copenhague, sur la construction, entre la capitale danoise et Rødbyhavn au sud de l'île de Lolland, de divers tronçons de l'autoroute E4 reliant la Scandinavie au réseau allemand, ainsi que, via un institut spécialisé, sur la construction d'une gare à Frederikssund pour le réseau ferré régional et l'extension des installations portuaires d'Odense (5,5 millions).

Par ailleurs, deux concours (27 millions) ont contribué au financement des réseaux d'**assainissement** d'Esbjerg sur la côte ouest et d'Aalborg, la métropole régionale du Nord Jutland.

Une part importante des interventions (247 millions) concerne des projets du secteur de l'**énergie**, en particulier, comme en 1987, le renforcement des capacités de stockage et les réseaux de transport et de distribution, dans diverses parties du pays, du gaz naturel provenant du secteur danois de la mer du Nord.

La Banque a également soutenu la réalisation d'investissements de 94 **petites et moyennes entreprises** (34,9 millions) localisées dans plusieurs régions du pays, tant sur ses ressources propres (3,5 millions) que sur celles du NIC (31,4 millions).

\* \*

Les financements en **Allemagne** s'établissent à 603 millions contre 276,5 millions en 1987. Le maintien d'une forte demande de prêts pour la protection

de l'environnement, ainsi que la diversification des interventions de la Banque en faveur d'infrastructures et de projets industriels expliquent cette vive progression. Le développement de la collaboration avec le système bancaire s'est poursuivi permettant notamment la conclusion de prêts globaux (256,1 millions) destinés au financements d'investissements de protection de l'environnement et/ou d'économies d'énergie ainsi que de petites et moyennes entreprises.

Les prêts individuels et les crédits affectés en 1988 s'élèvent à 518,8 millions contre 244,9 millions en 1987. Près des deux tiers de ce montant concernent des projets divers contribuant à l'amélioration ou à la protection de l'**environnement**.

Il s'agit, d'une part, de prêts (119,7 millions) pour des centrales au charbon afin de les mettre en conformité avec les réglementations en les équipant de dispositifs pour le traitement des gaz de combustion (centrales de Duisburg, Weiher, Lausward et Flingern), ou en y installant de nouvelles unités plus performantes et moins polluantes (centrale de Stöcken) et du financement, à Berlin, d'une usine de production de gaz de ville à partir du gaz naturel.

D'autre part, diverses **infrastructures** ont été financées, tel le barrage construit sur la Wupper, l'agrandissement de la station d'épuration de Cologne, de nombreux petits réseaux d'assainissement financés sur des prêts globaux et les rames du nouveau réseau de transport urbain en site propre de Stuttgart.

Dans le **secteur industriel**, les concours s'élèvent à 187,7 millions dont 72,3 millions pour la construction, près de Munich, d'un centre de recherche et d'ingénierie automobile. Le solde se répartit entre une usine de gaz industriels près de Brême et 93 crédits (98,5 millions) pour des investissements de petites et moyennes entreprises destinés à la production et dans certains cas à la protection de l'environnement.

Enfin, la Banque a contribué à la rénovation et à la modernisation du complexe de la foire exposition de Cologne, à l'amélioration de divers tronçons routiers en Rhénanie du Nord-Westphalie, à l'extension du réseau de chauffage urbain sarrois; dans le cadre de prêts globaux en cours, elle a financé des équipements permettant des économies d'énergie.

\* \*

(1) Cf. liste des financements page 40

Les concours en **Grèce** s'élèvent à 186,5 millions contre 164,8 millions en 1987, en grande partie pour des **infrastructures**.

La Banque a ainsi accordé 71,1 millions pour améliorer les liaisons avec la Macédoine (renforcement de la ligne ferroviaire vers Athènes et de la desserte routière de Thessalonique), pour faciliter la

circulation routière dans le Péloponnèse sur l'axe Corinthe-Tripoli, dans les îles de Crète, d'Eubée et de Rhodes, ainsi que dans l'agglomération athénienne, et pour moderniser le système de contrôle de l'espace aérien. L'approvisionnement en eau de Thessalonique et l'irrigation de périmètres agricoles en Crète et en Macédoine ont fait l'objet de prêts (15 millions). Par ailleurs, de nombreuses petites infrastructures ont bénéficié de crédits sur des prêts globaux en cours (14,4 millions).

Afin de contribuer à la **reconstruction** de la zone sinistrée de Kalamata (cf. page 15), la Banque a consenti un premier prêt bonifié de 29,7 millions pour des routes, des réseaux d'assainissement, des bâtiments publics et des logements.

Pour aider à réduire la pollution de l'air, la Banque a poursuivi le financement de la modernisation et de l'équipement d'une importante raffinerie située à l'ouest d'Athènes (12,2 millions).

Elle est par ailleurs intervenue pour la construction de vingt-six établissements d'enseignement technique et technologique (22,5 millions). En outre, 93 crédits totalisant 36,9 millions ont été consentis principalement pour des petites et moyennes entreprises industrielles, mais aussi pour des investissements dans le tourisme et l'agriculture.

Enfin, dans le cadre des programmes intégrés méditerranéens, un prêt global de 12 millions a permis l'octroi de 24 crédits pour l'amélioration, le renforcement et l'informatisation du réseau électrique dans diverses zones du pays.

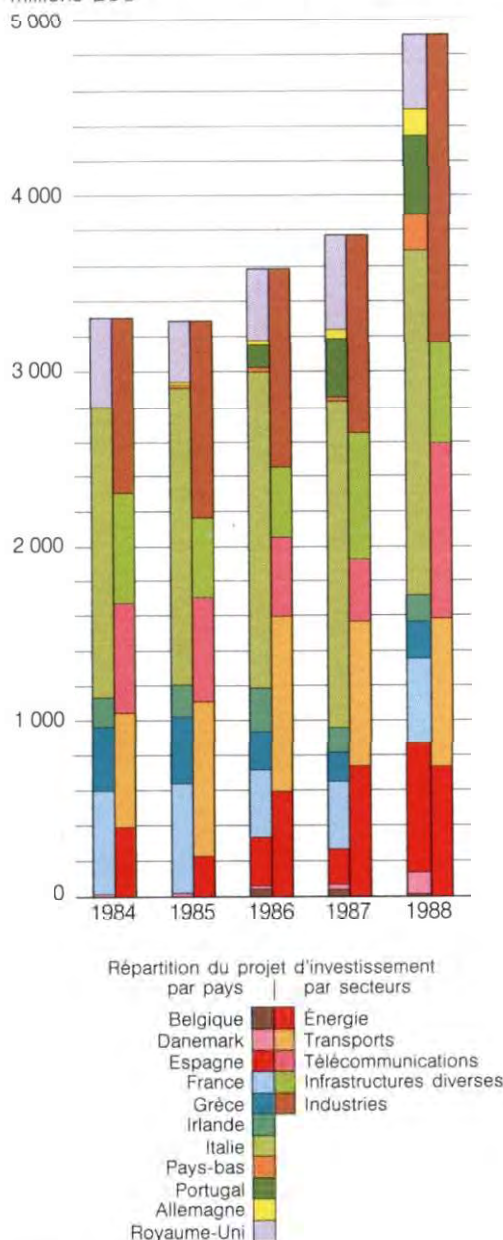
\* \* \*

L'activité en **Espagne** a fortement progressé, le montant des prêts signés s'élevant à 1 018,5 millions, dont 21,9 millions sur ressources du NIC, contre 707,4 millions en 1987. Le montant des prêts individuels et des crédits sur les prêts globaux en cours atteint 1 003,1 millions. Cette évolution reflète la demande de prêts pour des infrastructures résultant des programmes engagés pour améliorer les transports, les télécommunications et l'environnement, et le niveau élevé de l'investissement des entreprises.

Dans le **secteur de la production**, les prêts portent sur des usines de véhicules utilitaires légers à Vitoria et Barcelone, une fabrique de vitrages pour automobiles près de Valence, l'extension d'usines de matériels de télécommunications et sur des installations de recherche dans la banlieue madrilène, à La Corogne et à Algeiras (99 millions de prêts individuels).

#### Financements d'intérêt régional de 1984 à 1988

millions ECU





Les financements de la BEI pour des investissements visant spécifiquement à protéger ou à améliorer l'environnement se sont élevés en 1988 à plus de 1,2 milliard d'écus. Photo 1: une centrale de production de chaleur située à proximité du centre de Brescia, en Lombardie, qui assure le chauffage de quelque 100 000 habitants, a été pourvue d'un générateur de vapeur supplémentaire et d'équipements de désulfuration; la forme compacte de la centrale — également équipée pour réduire les émissions de bruit, d'azote et de poussières — est adaptée à sa localisation en milieu urbain. Photo 2: l'usine d'incinération d'ordures ménagères financée à Lyon est équipée de manière à limiter de façon optimale le niveau d'émission des fumées; la vapeur produite est récupérée pour le chauffage urbain et pour la production d'électricité. Photo 3: le barrage sur la Wupper, affluent du Rhin, vise à régulariser le débit de la rivière tant pour l'industrie et la production d'électricité que pour la sauvegarde de la vie aquatique; il permettra également d'éviter des inondations, autrefois périodiques.





Par ailleurs, la Banque a fortement développé ses interventions en faveur des PME de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme à partir des nombreux prêts globaux conclus tant en 1987 qu'en 1988. Au total, 742 PME ont bénéficié de crédits s'élevant à 270,3 millions; elles relèvent notamment des secteurs des produits alimentaires (70,1 millions), du tourisme (48,8 millions), de la chimie, de l'imprimerie, des services divers et de l'agriculture.

Dans le domaine des **infrastructures**, les prêts (596,5 millions) concernent notamment le renforcement et la modernisation des réseaux de télécommunications (300 millions), diverses sections de routes en Aragon et d'autoroutes au Pays Basque, ainsi que l'amélioration des transports urbains à Valence (chemins de fer de banlieue et aménagements routiers). Aux Canaries, la Banque a financé un ensemble de tronçons routiers et l'extension du réseau d'assainissement de Las Palmas. Elle a également contribué au financement de nombreux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées à Cordoue, à Tarragone, pour le village olympique de Barcelone ainsi que sur les bassins du Rio Segura et du Nervion (173,5 millions). En outre, une vingtaine d'équipements divers réalisés par les collectivités locales ont bénéficié de 37,3 millions de crédits dans le cadre de prêts globaux.

\* \*

Le montant des prêts en **France** s'élève à 1 350,5 millions (dont 106,6 millions sur ressources du NIC) contre 1 006,5 millions en 1987.

Les **prêts globaux** signés représentent une part importante de l'activité. Ils s'élèvent à 830,8 millions en faveur d'investissements des petites et moyennes entreprises (610 millions) et pour la réalisation d'infrastructures par les collectivités locales (220,8 millions).

Au total, les **prêts individuels et les crédits** sur les prêts globaux en cours s'élèvent à 756,2 millions contre 653,7 millions en 1987. Ils portent principalement sur des infrastructures routières et ferroviaires (354 millions) et sur des investissements dans l'industrie (391,1 millions). Les trois quarts du montant des financements concernent des projets contribuant au développement régional.

La Banque a accordé 242,6 millions pour le financement de nombreuses sections des **autoroutes**: A43 desservant la Savoie, A40 en direction du Tunnel du Mont Blanc, A51 en Haute-Provence, A55 vers

Nîmes, A11 entre Le Mans et Angers et A71 assurant le désenclavement du Massif Central. Elle a également financé l'A26 sur l'itinéraire Calais-Reims; cet axe constitue une des grandes voies d'accès au Tunnel sous la Manche, dont les promoteurs ont bénéficié de premières tranches de prêts s'élevant à 106,5 millions.

Dans les secteurs de la **production**, les concours couvrent une gamme très diversifiée d'investissements allant de l'aide à l'artisanat à la construction d'une usine aéronautique. Cette dernière, située près de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, est destinée aux opérations d'assemblage des Airbus A-330/A-340, avions gros porteurs moyens et longs courriers, qui complèteront la gamme du deuxième constructeur aéronautique civil mondial.

Les autres prêts concernent des investissements de taille moyenne localisés dans des zones connaissant des difficultés économiques et d'emploi et, en particulier, quatre fabriques d'appareillages électriques à Alès, Châlon-sur-Saône, Montmélian et Sarre-Union, une usine de pâte à papier à Saint-Gaudens, une fabrique d'équipements de conception et de fabrication assistées par ordinateur à Cestas et divers établissements industriels et agro-industriels en Bretagne. Par ailleurs, dans le cadre de prêts globaux en cours, quelque 1 637 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de crédits s'élevant à 227,5 millions. Parmi celles-ci figurent 1 186 entreprises bénéficiant de crédit-bail (139 millions).

En outre, la BEI est intervenue pour la production d'**énergie** électrique et de chaleur à partir de la vapeur produite par une usine d'incinération d'ordures ménagères à Lyon et pour une ligne électrique en Dordogne (8,1 millions au total).

\* \*

Les financements en **Irlande** (154,8 millions contre 178,6 millions en 1987) concernent essentiellement des infrastructures **de transport, d'environnement et d'énergie**.

La Banque a ainsi financé le réseau de transport et de distribution du gaz naturel provenant d'un gisement au large de Cork et le renforcement des lignes haute tension alimentant notamment Dublin (58,6 millions).

D'un montant total de 92,8 millions, les prêts pour des **infrastructures** portent sur l'amélioration des liaisons aériennes (extension et modernisation de l'aéroport de Dublin, renforcement de la flotte d'Aer

Lingus) et routières, en particulier autour de la capitale, ainsi qu'au développement des télécommunications à l'intérieur du pays et vers la Grande-Bretagne tout en introduisant des nouvelles technologies (numérisation, câble en fibres optiques). Deux autres prêts aideront à la poursuite de programmes d'adduction d'eau, d'assainissement et de reboisement.

Enfin, outre le financement, sur des prêts globaux en cours, de 32 petites et moyennes entreprises (2,3 millions), la Banque a contribué au financement d'un émetteur d'une radio privée sur ondes longues dont la diffusion couvrira l'ensemble du territoire irlandais et une partie de l'Angleterre (3,4 millions).

\* \* \*

Le montant des prêts signés en **Italie** s'élève à 3 371,9 millions (dont 97,3 millions sur ressources du NIC) contre 3 112,2 millions en 1987. D'un montant total de 1 088,2 millions, des prêts globaux ont été conclus avec des instituts intermédiaires nombreux et diversifiés, intervenant principalement en faveur des investissements des petites et moyennes entreprises. Les prêts individuels et les crédits sur les prêts globaux en cours atteignent 3 396,7 millions contre 3 124,6 millions en 1987.

Ce niveau élevé d'activité résulte du soutien renouvelé aux investissements industriels, le plus souvent en collaboration étroite avec le système bancaire national, et de la poursuite de la réalisation d'infrastructures engagées par les grands investisseurs et par les autorités régionales, notamment dans le cadre du Fonds pour l'investissement et l'emploi (FIO).

*En ce qui concerne les objectifs poursuivis*, quelque 58 % des concours concernent des projets de **développement régional** (1 970,1 millions), essentiellement des investissements industriels (788 millions, dont 591,6 millions pour des PME), des infrastructures de transport et de télécommunications (611,1 millions) et des équipements énergétiques (339,2 millions).

Plus des quatre cinquièmes des financements à finalité régionale portent sur des investissements localisés dans le **Mezzogiorno** continental et les îles (1 182,7 millions). Ils se répartissent entre les Pouilles (259,9 millions), la Sardaigne (246,9 millions), la Campanie (165,1 millions), le Latium (146,8 millions), la Calabre (110,3 millions), la Sicile (87,7 millions), les Abruzzes (82,5 millions), les Marches (30,8 millions), la Basilicate (27,2 millions) et le Molise (25,5 millions). En Campanie, ce montant comprend un prêt de

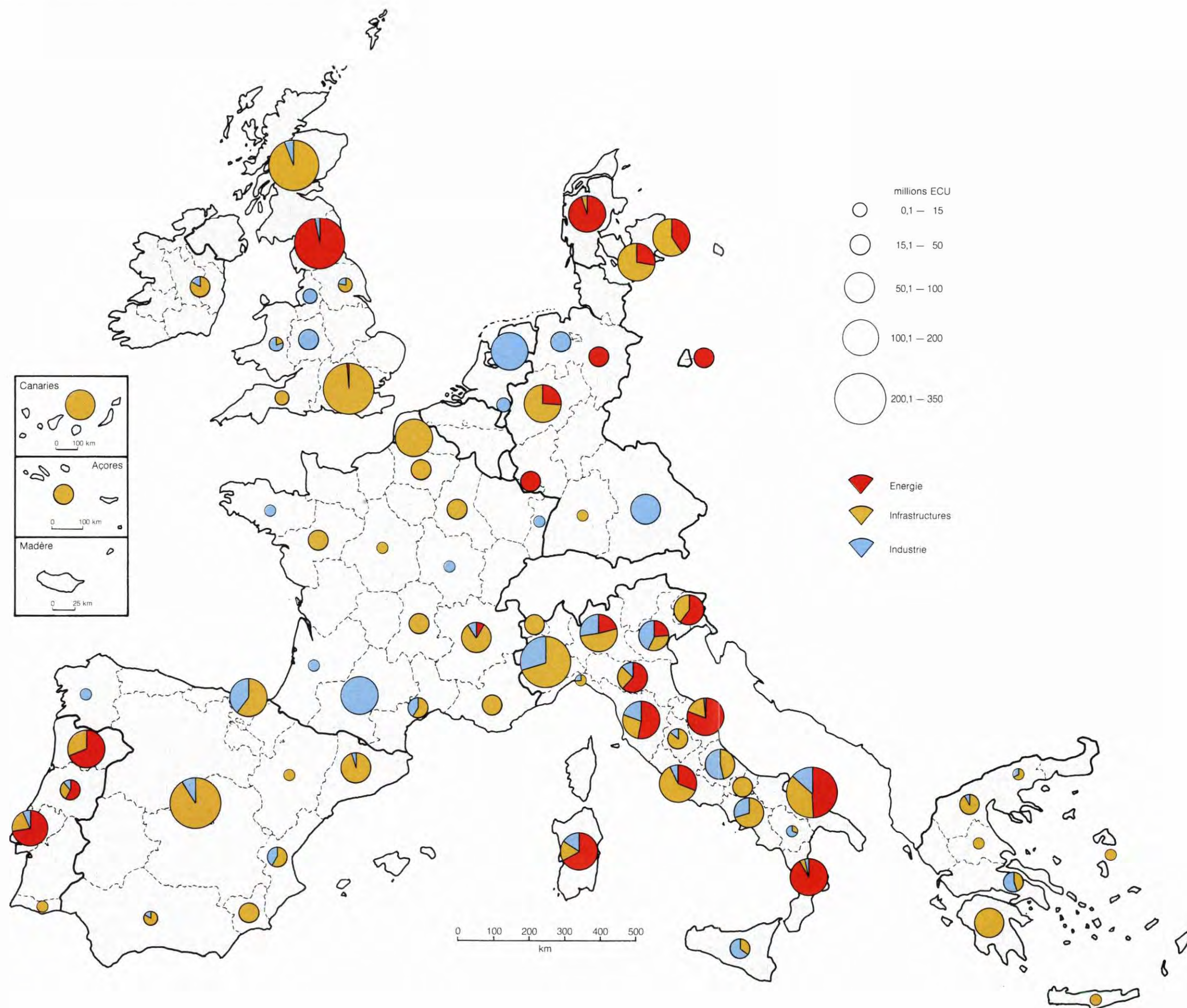
10,5 millions, assorti d'une bonification d'intérêt de 3 % à charge du budget général des Communautés, consenti dans le cadre de l'aide pour la reconstruction des zones sinistrées lors des séismes de fin 1980. La Banque a également accordé 398,6 millions pour des projets (télécommunications et achats d'avions) intéressant l'ensemble du Mezzogiorno. Dans les zones moins favorisées du **Centre-Nord**, les concours d'intérêt régional s'élèvent à 389 millions, principalement dans le Trentin-Haut-Adige, l'Ombrie, la Toscane et le Frioul-Vénétie-Julienne.

Les financements d'investissements contribuant aux **objectifs énergétiques** de la Communauté (912,8 millions) tendent à la mise en valeur des ressources hydroélectriques, géothermiques et gazières, à la diversification des approvisionnements et à des équipements, notamment dans l'industrie, permettant des économies d'énergie. Les concours pour des projets de **protection de l'environnement** (575,3 millions) portent principalement sur des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées; ils concernent également des équipements visant à réduire les émissions polluantes de centrales électriques et d'entreprises industrielles. La Banque a, en outre, financé dans le Centre-Nord des infrastructures de **transport** routier, aérien et maritime **d'intérêt communautaire** (253,8 millions). Enfin, elle a accordé 267,6 millions pour des investissements industriels développant des technologies avancées ou réalisés en coopération avec des firmes d'autres pays de la Communauté (dont 111,1 millions sous forme de crédits sur prêts globaux).

*En ce qui concerne la répartition sectorielle*, les concours en faveur d'investissements dans l'**industrie et les services** s'élèvent à 1 385,6 millions dont 345,4 millions de prêts individuels. Une part notable de ces derniers (128 millions) relève du secteur de la chimie et de la pétrochimie: restructuration et modernisation de fabriques de fibres synthétiques à Ottana et Porto Torres, production de polymères à Pisticci, modernisation d'usines de détergents et d'adhésifs chimiques à Ferentino, Lomazzo et Casarile, modernisation et équipements de protection de l'environnement d'un complexe chimique à Rosignano, laboratoire de recherche virologique appliquée à Pomezia. Ils portent également sur des équipements pour produire de l'essence sans plomb et réduire la pollution dans différentes raffineries (Sannazzaro de' Burgondi, Porto Marghera, Livourne, Augusta).

Plusieurs prêts concernent la modernisation d'industries agro-alimentaires: des sucreries, des







brasseries, une charcuterie industrielle et une usine de pâtes alimentaires. Dans les secteurs de la bureautique et de l'électronique-informatique, la Banque a financé des unités de recherche et de production d'ordinateurs à Caluso, une fabrique de disques compacts à L'Aquila, l'automatisation de trois fabriques de résistances thermiques et un centre de recherche et de fabrication de systèmes de gestion de la production à proximité de Trévise, un centre de recherche et développement pour les télécommunications et l'électronique à Turin.

Les autres projets financés relèvent de divers secteurs: construction aéronautique à Pomigliano d'Arco et Capodichino, production, pour l'automobile, de composants de systèmes de freinage à Modugno et de vitrages à San Salvo, fabrique de bouteilles près d'Asti, cimenterie à Vibo Valentia et laboratoire de recherche appliquée à Catane. De plus, deux prêts ont été accordés pour la restauration et l'aménagement en centre de conférences du Palais Ducal de Gênes et pour l'implantation d'un parc forestier à Nardò.

La majeure partie des financements industriels a toutefois concerné 2 152 petites et moyennes entreprises qui ont bénéficié de crédits sur prêts globaux s'élevant à 860,9 millions. Ces entreprises relèvent d'une gamme très étendue de secteurs et en particulier des ouvrages en métaux et de la mécanique (243 crédits et 114,2 millions), des industries agro-alimentaires (175 crédits et 113,3 millions), des matériaux de construction et du bâtiment (175 crédits et 51,1 millions), du tourisme (208 crédits et 93,5 millions), ainsi que des services aux entreprises et aux collectivités (184 crédits et 48 millions).

Près des deux tiers de ces entreprises, et la quasi totalité de celles liées à la construction, au tourisme et aux services sont localisées dans le Mezzogiorno.

Les **infrastructures** financées (1 217,5 millions) concernent essentiellement les transports (437,2 millions), les télécommunications (397,6 millions) et des aménagements hydrauliques (329,4 millions).

Dans le secteur des **transports**, la BEI a financé les derniers tronçons de l'autoroute des Tunnels en direction de la Suisse, l'élargissement de l'autoroute A2 (Rome-Naples) et son raccordement, à hauteur de Rome, avec l'autoroute A1 vers Milan, ainsi qu'un échangeur du périphérique de Naples. Elle a contribué au renforcement des lignes du réseau suburbain de chemins de fer qui seront reliés aux aéroports de Rome et Milan et du réseau de banlieue de Naples, ainsi qu'à la réalisation du centre d'échange rail/route de Vérone. Elle est

également intervenue pour améliorer les transports urbains: un tunnel routier à Caserte, un funiculaire à Orvieto et la voirie de Catanzaro.

Plusieurs prêts contribuent, d'une part, à la modernisation de l'aéroport de Turin Caselle et à l'achat d'avions pour développer les lignes régionales et les liaisons à l'intérieur de la Communauté et, d'autre part, à des aménagements portuaires: renforcement du port charbonnier de Brindisi et des ports de commerce de Trieste et Ortona, construction de ports de pêche ou de plaisance à Pescara, Giulianova, Bagnara et Cariati.

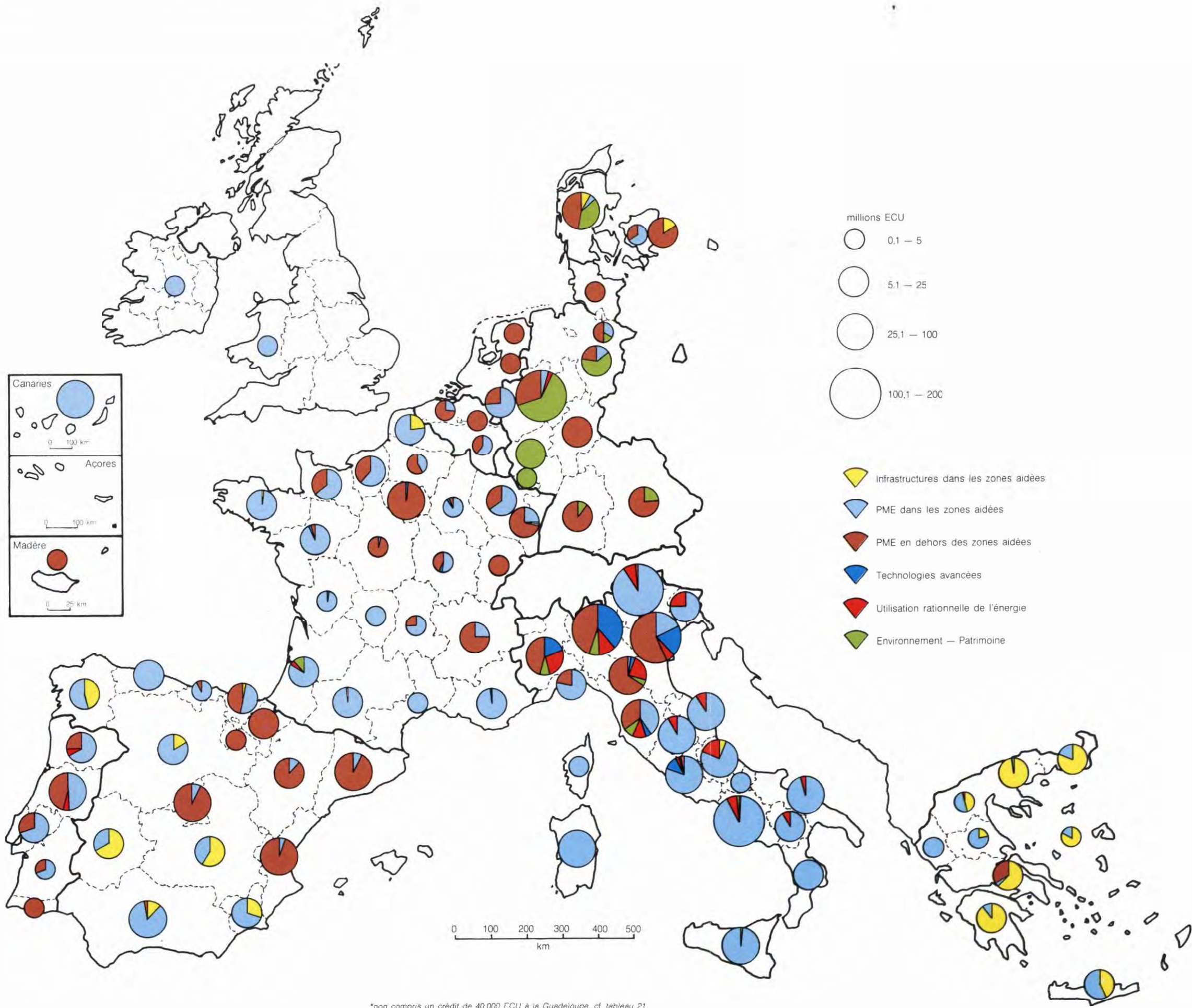
Dans le secteur des **télécommunications**, la Banque a poursuivi le financement du renforcement du réseau téléphonique couvrant le Mezzogiorno et la mise en place d'une station en Sicile pour les liaisons par satellites.

En matière d'**infrastructures hydrauliques**, outre divers ouvrages d'adduction d'eau, l'essentiel des concours porte sur l'assainissement des eaux usées. Les prêts concernent pour partie de grands programmes menés depuis plusieurs années pour traiter les eaux usées du bassin du Pô, aménager le cours de l'Arno, assainir divers bassins de la Vénétie, améliorer l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées de localités du golfe de Manfredonia ainsi que de plusieurs zones de Sardaigne et de Molise. Ils aident également à la réalisation de nombreux ouvrages d'assainissement, le long du littoral dans les Marches, près de Savone, au sud de Rome, en Sicile, dans le golfe de Trieste et à des travaux visant à lutter contre l'érosion, les glissements de terrains ou à favoriser le reboisement notamment dans diverses zones des Marches, de Vénétie, de Molise, du Val d'Aoste et du Frioul.

De plus, la Banque a poursuivi ses financements pour la remise en état d'infrastructures dans des zones de Campanie, des Abruzzes, de Molise et d'Ombrie sinistrées lors des séismes survenus en 1980 et 1984.

Les prêts dans le secteur de l'**énergie** (793,6 millions) tendent pour l'essentiel à valoriser les ressources internes du pays, qu'il s'agisse de la construction de centrales hydroélectriques en Calabre et géothermiques en Toscane ou de l'exploitation de gisements de gaz naturel au large des Marches et de l'Emilie-Romagne. Les autres financements contribuent à réduire la dépendance à l'égard du pétrole par le renforcement de centrales électriques pouvant fonctionner au charbon en Sardaigne, à Brescia et à Brindisi, la construction du gazoduc acheminant du gaz d'Union Soviétique, l'aménagement de réservoirs de







stockage dans le Nord et le développement des réseaux de distribution de gaz naturel dans l'agglomération romaine ainsi que dans diverses zones de Lombardie, de Vénétie et du Piémont. Enfin, la Banque a contribué au renforcement du réseau de chauffage urbain de Reggio Emilia.

\*  
\* \*

Aux **Pays-Bas**, les prêts s'élèvent à 259,7 millions contre 18 millions en 1987, principalement pour des projets industriels le plus souvent localisés dans des zones connaissant des retards de développement économique.

Le niveau élevé des concours résulte d'une part d'un important prêt (192,3 millions) pour la construction, à Nimègue, d'une usine de circuits intégrés sur semi-conducteurs mettant en œuvre des processus innovateurs, mais aussi de la conclusion de premiers prêts globaux pour le financement de petites et moyennes entreprises (43 millions); douze d'entre elles ont ainsi bénéficié de crédits s'élevant à 16,5 millions.

La Banque a, par ailleurs, financé des installations de calcination de calcaire dans le Limbourg et l'achat, par une compagnie charter, d'avions destinés à des liaisons intracommunautaires et internationales.

\*  
\* \*

L'activité au **Portugal** continue de progresser à un rythme soutenu: 560,4 millions contre 389,9 millions en 1987. Les financements, tous à finalité régionale, portent principalement sur la production d'électricité, sur l'amélioration des transports et sur le renforcement des investissements des entreprises.

Les relations suivies désormais établies avec les banques et les instituts financiers ont permis la conclusion de prêts globaux s'élevant à 156,6 millions qui permettront de financer un nombre croissant de PME et de renforcer la capacité des **secteurs productifs** du pays. Au total, 282 PME ont bénéficié de financements s'élevant à 84,4 millions dans le cadre de prêts globaux. Elles relèvent notamment de l'agro-industrie, du secteur textile et cuir, du papier, du verre et de la céramique. Par ailleurs, des prêts individuels (13,1 millions) ont concerné des entreprises de moyenne et petite dimensions: fabriques de compo-

sants électroniques à Sétubal, de panneaux de bois à Nelas, hôtel à Lisbonne.

Dans le domaine de l'**énergie** (220,5 millions), la construction de deux centrales hydroélectriques, l'une dans le Nord (Alto Lindoso), l'autre dans le Centre (Caldeirao) et l'extension de la centrale au charbon de Sines, près de Lisbonne, contribueront à renforcer les disponibilités en électricité du pays tout en permettant de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole importé.

Les **infrastructures** financées concernent essentiellement le renforcement du réseau routier (87,3 millions) autour de Lisbonne, de Porto, en Algarve et en direction de l'Espagne, via Vilar Formoso, dans le centre du pays, et grâce au nouveau pont sur le Guadiana, dans le Sud. Les autres interventions permettront l'amélioration du réseau ferré autour de Porto et faciliteront les liaisons avec les Açores par l'extension de l'aéroport international de l'île de Sao Miguel et la construction d'un port sur l'île de Terceira (64,8 millions).

Enfin, un prêt de 18,1 millions pour des réseaux de collecte et de traitement des eaux usées contribuera à la réduction de la pollution sur la côte entre Lisbonne et Cascais.

\*  
\* \*

L'activité au **Royaume-Uni** s'élève à 1 178,8 millions, dont 99,2 millions sur ressources du NIC (1 133,7 millions en 1987). Elle est caractérisée par l'importance relative des prêts pour la réalisation d'infrastructures de transports et de télécommunications (594,1 millions) et la forte reprise des concours à l'industrie: 280,6 millions dont 129,8 millions sous forme de prêts globaux conclus en fin d'année et qui, de ce fait, n'avaient pas encore, fin 1988, donné lieu à engagement.

La Banque a consenti un prêt de 287 millions pour le renforcement des **télécommunications** en Écosse et un montant de 307,1 millions pour des infrastructures de **transport** tendant, dans une large mesure, à faciliter les liaisons avec les autres pays de la Communauté. C'est le cas du tunnel sous la Manche (premières tranches totalisant 106,5 millions), de l'amélioration des installations portuaires de sept villes dont Plymouth et Southampton et, surtout, de la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international de Londres-Stansted, ainsi que du renforcement des équipements de navigation aérienne de plusieurs aéroports.

Dans le secteur de l'**industrie**, trois prêts totalisant 104 millions portent sur le financement de la construction des ailes des Airbus A-320 dans diverses usines ainsi que sur l'extension d'ateliers assurant la révision des moteurs et des équipements d'avions à Prestwick et Cardiff.

Les autres concours à l'industrie concernent la modernisation d'une fabrique de cylindres de laminaires à Gateshead, des ateliers textiles dans le Yorkshire et une usine de produits en polystyrène à Manchester. En outre, la Banque a cofinancé un hôtel à Birmingham, une chaîne de petits motels et la construction d'un nouveau centre informatique à Manchester.

Dans le secteur de l'**énergie**, 288,2 millions ont été consentis pour des installations de retraitement de combustibles nucléaires à Sellafield.

Enfin, deux projets contribuent à la protection de l'**environnement** (15,8 millions): une installation de recyclage de déchets urbains à Hastings et des

réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans les Grampians.

\* \* \*

**En dehors du territoire des États membres**, en application de l'article 18 de ses statuts, la Banque a participé au financement du développement des télécommunications par satellites pour un montant de 285 millions. Elle a accordé à l'organisation Eutelsat qui regroupe, outre les États membres de la Communauté, 14 autres pays européens, un prêt de 100 millions pour l'exploitation d'une nouvelle génération de satellites de télécommunications.

La Banque a, par ailleurs, conclu un contrat de garantie de 185 millions avec Inmarsat qui regroupe 51 pays et gère un réseau mondial de télécommunications pour les navires, ainsi que pour les transports aériens et routiers. Cette intervention s'est effectuée en coopération avec d'autres banques et des membres du Club des institutions spécialisées de crédit à long terme dont la Banque assure le secrétariat.

Tableau 9: **Financements (contrats signés) en 1988 sur ressources propres et sur ressources du NIC**

présentation synthétique

	Millions d'écus	Total %	Prêts individuels Millions d'écus	Prêts globaux Millions d'écus
Belgique	11,6	0,1	—	11,6
Danemark	494,1	5,2	433,2	60,9
Allemagne	603,0	6,4	346,9	256,1
Grèce	186,5	2,0	150,5	36,0
Espagne	1 018,5	10,7	695,5	323,0
France	1 350,5	14,3	519,7	830,8
Irlande	154,8	1,6	154,8	—
Italie	3 371,9	35,6	2 283,7	1 088,2
Pays-Bas	259,7	2,7	216,7	43,0
Portugal	560,4	5,9	403,8	156,6
Royaume-Uni	1 178,8	12,4	1 049,0	129,8
Autres (Art. 18)	285,0	3,0	285,0	—
<b>Total</b>	<b>9 474,8</b>	<b>100,0</b>	<b>6 538,8</b>	<b>2 936,0</b>

# Liste des financements dans la Communauté <sup>(1)</sup>

## A. Prêts sur ressources propres de la Banque et garantie signés en 1988

Le montant total des prêts sur les ressources propres de la Banque pour des investissements dans la Communauté s'élève à 9 118,3 millions. Ces opérations relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan. Les objectifs économiques auxquels répondent les prêts individuels figurent en marge.

		millions d'écus	Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
<b>BELGIQUE</b> (500 millions de francs belges — BEF)		<b>11,6</b>					
Prêt global pour le financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services — <b>Banque Paribas Belgique S.A.</b>	500,0 millions BEF	11,6					
<b>DANEMARK</b> (3 664,9 millions de couronnes danoises — DKK)		<b>462,7</b>					
<i>Prêts individuels</i>		<i>(433,3)</i>					
Installation de stockage souterrain de gaz naturel à Lille Torup et prolongement du réseau de gazoducs jusqu'à Aalborg (Jutland du Nord) — <b>Dansk Naturgas A/S</b>	300,0 millions DKK	37,9	•	•			
Extension des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel — dans les comtés de Vejle, Ribe et de Soenderjylland (Jutland du Sud) — <b>Naturgas Syd I/S</b> par l'intermédiaire de <b>Kongeriget Danmarks Hypotekbank og Finansforvaltning</b>	288,0 millions DKK	36,3		•			
<b>Naturgas Syd I/S</b>	350,0 millions DKK	44,0		•			
— dans les comtés de Vestsjaelland et de Storstroem (Sjaelland) — <b>Naturgas Sjaelland I/S</b>	265,0 millions DKK	33,3		•			
— dans l'agglomération de Copenhague — <b>Hovedstadsregionens Naturgas I/S</b>	497,1 millions DKK	62,7		•			
— dans les comtés de Ringkoebing, Viborg, Aarhus et Nordjylland — <b>Naturgas Midt/Nord I/S</b>	255,9 millions DKK	32,1		•			
Raccordement du réseau local de chauffage urbain de Hornslet au réseau régional de transport de chaleur d'Aarhus — <b>Hornslet Fjernvarmeselskab a.m.b.a.</b>	5,0 millions DKK	0,6		•			
Autoroute E4 reliant la Scandinavie au continent européen; tronçons de 10,9 km dans la banlieue sud de Copenhague, de 20,4 km entre Roennede et Udby et de 12 km de Oenslev (île de Falster) à Sakskoebing (île de Lolland) — <b>État danois — Ministère des Finances</b>	690,0 millions DKK	87,4	•				•
Modernisation et extension de l'aéroport international de Copenhague-Kastrup — <b>État danois — Ministère des Finances</b>	720,0 millions DKK	91,4					•
Ouvrages de collecte et traitement des eaux usées d'Esbjerg (comté de Ribe) — <b>Esbjerg Kommune</b>	60,0 millions DKK	7,5					•

<sup>(1)</sup> Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale.  
La liste des abréviations figure page 58.



		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
<i>Prêts globaux</i>	(29,4)					
Financement par des collectivités locales d'infrastructures de petite ou moyenne dimension — <b>Kreditforeningen af Kommuner i Danmark</b> 199,0 millions DKK	25,0					
Financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services — <b>État danois — Ministère des Finances</b> 35,0 millions DKK	4,4					
<b>ALLEMAGNE</b> (1 249,1 millions de Deutsche Mark — DEM)	<b>603,0</b>					
<i>Prêts individuels</i>	(346,9)					
Installations de désulfuration dans des centrales électriques au charbon — à Weiher (Sarre) — <b>Saarländische Kraftwerksgesellschaft mbH</b> 50,0 millions DEM	24,1	•				•
— à Duisburg (Rhénanie du Nord-Westphalie) — <b>Stadtwerke Duisburg</b> par l'intermédiaire de la <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b> 58,0 millions DEM	28,1					•
Installations de dénitrification dans les centrales de Lausward et Flingern (Rhénanie du Nord-Westphalie) — <b>Stadtwerke Düsseldorf AG</b> par l'intermédiaire de la <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b> 26,0 millions DEM	12,5		•			•
Centrale au charbon de production combinée de chaleur et d'électricité à Stöcken, dans la banlieue de Hanovre (Basse-Saxe) — <b>Gemeinschaftskraftwerk Hannover GmbH</b> 75,0 millions DEM	36,2		•			•
Usine de craquage du gaz naturel à Berlin-Mariendorf pour la fourniture de gaz de ville; installations de réduction des gaz de combustion des incinérateurs des boues de la station d'épuration de Berlin-Ruhleben — <b>Land de Berlin</b> 65,0 millions DEM	31,3	•	•			•
Réseau de chauffage urbain de Dillingen et Sarrelouis utilisant la chaleur d'installations industrielles (Sarre) — <b>Fernwärme-Verbund Saar GmbH</b> par l'intermédiaire de <b>Beleggingsmaatschappij C. Floris-Corsten</b> 13,0 millions DEM	6,3	•	•			
Améliorations ponctuelles du réseau routier de Rhénanie du Nord-Westphalie — <b>Land de Rhénanie du Nord-Westphalie</b> par l'intermédiaire de la <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b> 80,7 millions DEM	38,9	•				
Barrage-réservoir de régulation sur la basse vallée de la Wupper; petite centrale électrique (Rhénanie du Nord-Westphalie) — <b>Wupperverband</b> par l'intermédiaire de <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b> 56,5 millions DEM	27,2					•
Agrandissement et modernisation de la station d'épuration des eaux usées de Cologne-Stammheim (Rhénanie du Nord-Westphalie) — <b>Ville de Cologne</b> par l'intermédiaire de <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b> 40,0 millions DEM	19,4					•
Mise en service de 41 rames de trains électriques urbains légers à Stuttgart — <b>Stuttgarter Straßenbahnen AG</b> par l'intermédiaire de la <b>Landesbank Stuttgart Girozentrale</b> 10,0 millions DEM	4,8					•
Extension et rénovation des bâtiments d'exposition de la «Köln Messe» — <b>Messe- und Ausstellungs-Gesellschaft mbH</b> par l'intermédiaire de la <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b> 59,9 millions DEM	28,9	•				•

		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Nouvelle unité de production de gaz industriel — <b>Bremer Industriegas GmbH</b> par l'intermédiaire						
— de la <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b>	8,4	●				
17,5 millions DEM						
— de la <b>Bremer Landesbank Kreditanstalt Oldenburg Girozentrale</b>	8,4	●				
17,5 millions DEM						
Centre de recherche et d'ingénierie automobile à Munich (Bavière) — <b>Bayerische Motorenwerke AG</b> par l'intermédiaire de <b>BMW Finance N.V.</b>	72,3		●			
150,0 millions DEM						
<i>Prêts globaux</i>	(256,1)					
Financement d'infrastructures de petite ou moyenne dimension contribuant à la protection de l'environnement — <b>Deutsche Ausgleichsbank</b>	38,6					
80,0 millions DEM						
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension contribuant aux économies d'énergie et à la protection de l'environnement						
— <b>Bank für Gemeinwirtschaft AG</b>	24,1					
50,0 millions DEM						
— <b>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</b>	96,4					
200,0 millions DEM						
Financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services — <b>Industriekreditbank AG</b>	97,1					
200,0 millions DEM						
<b>GRÈCE</b> (31 168,9 millions de drachmes — GRD)	<b>186,5</b>					
<i>Prêts individuels</i>	(150,5)					
Doublement de la voie et améliorations de la ligne de chemin de fer Athènes—Thessalonique—Idomenée — <b>Organisation des chemins de fer helléniques S.A.</b>	10,8	●				●
1 800,0 millions GRD						
Amélioration de la desserte routière de Thessalonique (Macédoine) — <b>État grec — Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics</b>	15,6	●			●	
2 600,0 millions GRD						
Aménagements routiers dans le Grand Athènes (11 km de voies urbaines) en Attique — <b>État grec — Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics</b>	3,0	●				
500,0 millions GRD						
Amélioration de routes nationales et régionales (290 km) dans les îles de Crète, d'Eubée et de Rhodes — <b>État grec — Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics</b>	11,9	●				
2 000,0 millions GRD						
Autoroute Corinthe — Tripoli (70 km) et contournement de Megalopoli sur l'itinéraire Corinthe — Tripoli — Kalamata (Péloponèse) — <b>État grec — Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics</b>	26,7	●				
4 500,0 millions GRD						
Restructuration du système de contrôle aérien et installations d'approche dans les aéroports internationaux d'Athènes, Thessalonique, Kerkira, Rhodes, Heraklion — <b>État grec — Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics</b>	3,0	●				●
500,0 millions GRD						
Amélioration de l'approvisionnement en eau de Thessalonique (Macédoine) — <b>Thessaloniki Water Supply Authority</b> par l'intermédiaire de l' <b>État grec — Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics</b>	4,2	●			●	
700,0 millions GRD						

		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Reconstruction de bâtiments publics et industriels, d'ouvrages routiers et d'égouts endommagés lors du séisme de septembre 1986 dans la zone de Kalamata — <b>État grec — Ministère de l'Économie Nationale</b> 5 000,0 millions GRD	29,7	●				
Irrigation de 1 560 hectares dans le nord-ouest de la Crète — <b>État grec — Organisme de Développement de la Crète de l'Ouest</b> 500,0 millions GRD	3,0	●				
Irrigation de 1 100 ha dans la plaine de Drama (Macédoine-Est) — <b>État grec — Ministère de l'Agriculture</b> 1 300,0 millions GRD	7,7	●				
Modernisation d'une raffinerie de pétrole située à Aspropyrgos, au nord-ouest d'Athènes (Attique) — <b>Hellenic Aspropyrgos Refineries S.A.</b> 2 000,0 millions GRD	12,2	●	●	●		
Construction et/ou équipement de dix-huit écoles secondaires techniques et de cinq instituts de technologie — <b>État grec — Ministère de l'Économie Nationale</b> 2 500,0 millions GRD	15,0	●				
Construction et équipement d'instituts de technologie l'un à Kavala (Macédoine), l'autre au Pirée (Grèce du Centre) et d'un lycée technique à Thessalonique (Macédoine) — <b>État grec — Ministère de l'Économie Nationale</b> 1 250,0 millions GRD	7,5	●				
<i>Prêts globaux</i>	(36,0)					
Financement de petits projets du secteur de l'énergie — <b>Public Power Corporation</b> 2 018,9 millions GRD	12,0					
Financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services — <b>Citibank N.A.</b> 4 000,0 millions GRD	24,0					
<b>ESPAGNE</b> (137 327,0 millions de Pesetas — ESP)	<b>996,6</b>					
<i>Prêts individuels</i>	(695,5)					
Construction de quatre tronçons de l'autoroute Ugaldebieta (15,5 km) dans l'agglomération de Bilbao (Pays Basque) — <b>Diputación Foral de Vizcaya</b> 3 000,0 millions ESP	21,6	●				●
Elargissement et aménagement de cinq tronçons (54,1 km) de la route Puente Las Pilas-Salinas — <b>Comunidad Autónoma de Aragón</b> 2 000,0 millions ESP	14,6	●				●
Amélioration des transports urbains dans l'agglomération de Valence: tronçon autoroutier de Liria, et échangeurs; renforcement des lignes du réseau ferré (Valence—Alboraia, Empalme Seminario et Paterna) et achat de matériel roulant — <b>Comunidad Autónoma de Valencia — Ferrocarriles de la Generalitat Valenciana</b> 3 000,0 millions ESP	21,9				●	
Modernisation et renforcement du réseau téléphonique — <b>Telefónica de España S.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>Instituto de Crédito Oficial</b> 41 127,0 millions ESP	300,0	●				●
Amélioration de l'approvisionnement en eau potable de 21 communes côtières de la province de Tarragone (Catalogne) — <b>Consorcio Concesionario de Aguas para los Ayuntamientos e Industria de Tarragona</b> 3 000,0 millions ESP	21,9				●	



		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
		millions d'écus				
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées						
— à Barcelone (Catalogne), y compris ouvrages de protection du littoral — <b>Villa Olímpica S.A.</b>	72,2					
10 000,0 millions ESP						
— à Cordoue (Andalousie) afin de diminuer la pollution du Guadalquivir — <b>Empresa Municipal de Aguas de Córdoba</b>	10,8					
1 500,0 millions ESP						
— dans le bassin de Segura (Murcia) — <b>Comunidad Autónoma de Murcia</b>	21,2					
2 900,0 millions ESP						
— dans plusieurs communes de l'agglomération de Bilbao (Pays Basque) — <b>Consorcio de Abastecimiento de Agua y Saneamiento de la Comarca del Gran Bilbao</b>	47,4					
6 500,0 millions ESP						
Aménagements routiers et autoroutiers dans les îles Canaries; extension des installations de traitement des eaux usées à Las Palmas — <b>Comunidad Autónoma de Canarias</b>						
9 000,0 millions ESP	64,9					
Usine de vitrage pour automobiles à Sagunto (Valence) — <b>SIV ESPAÑOLA S.A.</b>						
2 100,0 millions ESP	15,3					
Production de véhicules utilitaires légers dans des usines du Pays Basque et de Catalogne — <b>Mercedes Benz España SA</b>						
7 200,0 millions ESP	51,2					
Extension d'usines de matériel de télécommunication et installations de recherche et de développement à Algésiras (Andalousie), la Corogne (Galice) et dans la banlieue de Madrid — <b>Telettra Española S.A.</b>						
4 500,0 millions ESP	32,4					
<i>Prêts globaux</i>	(301,1)					
Financement d'investissements publics de petite ou moyenne dimension — <b>Banco de Crédito Local</b>						
5 000,0 millions ESP	36,5					
Financement d'investissements de petites et moyennes entreprises						
● de l'industrie et des services (notamment par crédit-bail)						
— <b>Banco Central S.A. et Banco de Fomento S.A.</b>	57,8					
8 000,0 millions ESP						
— <b>Banco Español de Crédito S.A. et Banco de Desarrollo Económico Español S.A.</b>	54,7					
7 500,0 millions ESP						
— <b>Banco de Crédito Industrial</b>	36,5					
5 000,0 millions ESP						
— <b>Banco de Vizcaya S.A. et Banco de Financiación Industrial S.A.</b>	10,9					
1 500,0 millions ESP						
● de l'agriculture et de l'agro-industrie						
— <b>Banco de Crédito Agrícola S.A.</b>	68,7					
9 500,0 millions ESP						
● du secteur touristique						
— <b>Banco Hipotecario de España S.A.</b>	36,1					
5 000,0 millions ESP						
<b>FRANCE</b> (8 754,0 millions de francs français — FRF)	<b>1 243,9</b>					
<i>Prêts individuels</i>	(519,8)					
Usine d'incinération d'ordures ménagères; récupération de la vapeur pour la production d'électricité et d'eau surchauffée pour le réseau de chauffage urbain de l'agglomération lyonnaise (Rhône-Alpes) — <b>Communauté Urbaine de Lyon</b>						
50,0 millions FRF	7,1					
Tunnel sous la Manche — <b>Eurotunnel Finance S.A.</b>						
750,0 millions FRF	106,5					

		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Réseau autoroutier par l'intermédiaire de la CNA:						
Section Manosque - Sisteron (52,4 km) de l'autoroute A51 Marseille - Grenoble (Provence-Côte d'Azur) — <b>Société de l'Autoroute de l'Estérel-Côte d'Azur</b> 300,0 millions FRF	42,6	•				
Section Arles - Nîmes (24,6 km) de l'autoroute A55 Nîmes - Marseille (Languedoc-Roussillon) — <b>Société des Autoroutes du Sud de la France</b> 100,0 millions FRF	14,2	•				•
Section Le Mans - Angers (81,5 km) de l'autoroute A11 Paris - Nantes (Pays de la Loire) — <b>Société des Autoroutes du Sud de la France</b> 200,0 millions FRF	28,6	•				
Section Montmélian - Albertville (33,5 km) de l'autoroute A43 (Savoie) — <b>Société des Autoroutes Rhône-Alpes</b> 50,0 millions FRF	7,1	•				•
Sections Calais - Nordausques (18 km) et Laon - Reims (52 km) de l'autoroute A26 assurant la liaison entre le tunnel sous la Manche et le sud de la France — <b>Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France</b> 380,0 millions FRF	54,3	•				•
Section Mâcon - Châtillon (96 km) de l'autoroute A40 assurant la liaison avec le tunnel du Mont-Blanc (Rhône-Alpes) — <b>Société des Autoroutes Paris—Rhin—Rhône</b> 470,0 millions FRF	67,2					•
Section Bourges - Clermont-Ferrand (182 km) de l'autoroute A71 Orléans - Clermont-Ferrand (Auvergne) — <b>Société des Autoroutes Paris—Rhin—Rhône</b> 200,0 millions FRF	28,6	•				
Usine d'assemblage pour les Airbus A-330/340, bâtiments administratifs et bureau d'études à proximité de Toulouse-Blagnac (Midi-Pyrénées) — <b>S.N.I. Aérospatiale S.A.</b> 800,0 millions FRF	113,2	•		•		
Modernisation de quatre usines d'appareillages électriques à:						
— Alès (Languedoc-Roussillon) — <b>Merlin Gérin Alès S.A.</b> 70,0 millions FRF	9,9	•				
— Châlon-sur-Saône (Bourgogne) — <b>Société Française Gardin S.A.</b> 40,0 millions FRF	5,7	•				
— Montmélian (Rhône-Alpes) — <b>Prodipact S.A.</b> 55,0 millions FRF	7,8	•				
— Sarre-Union (Alsace) — <b>Sarel S.A.</b> 35,0 millions FRF	5,0	•				
Renforcement des capacités de production, de recherche et de développement d'une entreprise d'équipements assurant la conception et la fabrication assistées par ordinateur à Cestas (Aquitaine) — <b>Lectra-Systèmes S.A.</b> 12,0 millions FRF	1,7	•		•		
Modernisation et rationalisation d'une usine de pâte à papier à Saint-Gaudens (Midi-Pyrénées) — <b>La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine S.A.</b> 100,0 millions FRF	14,3	•	•			
Prêts à la Société de Développement Régional (SDR) de Bretagne pour:						
— <b>COOPAGRI</b> et <b>GELAGRI</b> (diverses installations de traitement et de conditionnement de produits agricoles) 25,0 millions FRF	3,6	•				

		Infrastructures communautaires	
		Environnement-Patrimoine	
		Modernisation des entreprises	
		Objectifs énergétiques	
		Développement régional	
	millions d'écus		
— <b>Ets Guyomar'ch</b> (automatisation d'un abattoir de volaille à Vannes) 7,0 millions FRF	1,0	●	
— <b>Matra Communications</b> (modernisation de trois unités de fabrication de matériel de télé-communication) 10,0 millions FRF	1,4	●	
<i>Prêts globaux</i>	(724,1)		
Financement d'investissements publics de petite ou moyenne dimension dans les zones de compétence de <b>CLF — CAECL S.A.</b>			
— Rhône-Alpes 400,0 millions FRF	57,2		
— Nord — Pas-de-Calais 400,0 millions FRF	57,2		
— Pays de la Loire 250,0 millions FRF	35,7		
— Bretagne 250,0 millions FRF	35,4		
— Auvergne, Limousin, Poitou-Charentes 250,0 millions FRF	35,4		
Financement, notamment par crédit-bail, d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services			
— <b>Société Lyonnaise de Banque S.A.</b> 50,0 millions FRF	7,1		
— <b>IMMOFFICE S.A.</b> 200,0 millions FRF	28,4		
— <b>LOCAFRANCE S.A.</b> 840,0 millions FRF	119,1		
— <b>SODERO</b> par l'intermédiaire de <b>BATIROC</b> 150,0 millions FRF	21,4		
— <b>SDR Bretagne</b> par l'intermédiaire de <b>BATIROC</b> 150,0 millions FRF	21,4		
— <b>AXAMUR S.A.</b> 100,0 millions FRF	14,2		
— <b>Crédit Lyonnais</b> 500,0 millions FRF	70,8		
Financement par crédit-bail d'investissements de dimensions modestes contribuant			
● à réaliser des économies d'énergie — <b>LOCAFRANCE S.A.</b> 50,0 millions FRF	7,1		
● au développement des technologies avancées — <b>LOCAFRANCE S.A.</b> 60,0 millions FRF	8,5		
Financement d'investissements publics de petite ou moyenne dimension dans les domaines du tourisme et de la protection de l'environnement — <b>Société Lyonnaise de Banque S.A.</b> 150,0 millions FRF	21,3		
Financement d'investissements publics de petite ou moyenne dimension et d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services			
— <b>Crédit Mutuel de Bretagne</b> 300,0 millions FRF	42,5		
— <b>Banque Fédérative du Crédit Mutuel</b> 400,0 millions FRF	56,6		
— <b>Crédit Industriel et Commercial</b> 600,0 millions FRF	84,9		
<b>IRLANDE</b> (119,9 millions de livres irlandaises — IEP)	154,8		
Renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité — <b>Electricity Supply Board</b> 20,0 millions IEP	25,7	●	



		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Extension sur 214 km du gazoduc Cork-Dublin acheminant le gaz naturel du gisement sous-marin de Kinsale Head; réseau de distribution et station de compression — <b>Bord Gais Eireann</b> 25,5 millions IEP	32,9	•	•			
Périphérique ouest de Dublin — <b>West Link Toll Bridge Ltd, National Toll Roads Ltd et East-Link Ltd</b> pour le groupe <b>Conor Holdings</b> 13,0 millions IEP	16,8	•				
Nouvelle piste, taxi-ways et tour de contrôle à l'aéroport de Dublin — <b>Aer Rianta cpt</b> 12,0 millions IEP	15,5	•				•
Achat de deux avions Fokker 50 destinés aux liaisons régionales entre l'Irlande et le Royaume-Uni — <b>Aer Lingus plc</b> par l'intermédiaire de <b>Allied Irish Finance Company Ltd</b> 9,6 millions IEP	12,5	•				•
Extension et modernisation des réseaux urbains et interurbains; renforcement du système de transmissions de données; liaison vers la Grande-Bretagne et entre Dublin et Galway — <b>Bord Telecom Eireann</b> par l'intermédiaire de <b>Irish Telecommunications Investments plc</b> 14,5 millions IEP	18,8	•				•
Ouvrages d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées dans la zone de Dublin — <b>Dublin County Council et Dublin City Corporation</b> par l'intermédiaire de l' <b>État irlandais (Ministère des Finances)</b> 1,5 million IEP	1,9	•				•
Aménagements forestiers et boisement sur 18 000 ha — <b>État irlandais — Ministère des Finances</b> 13,7 millions IEP	17,7	•				
Amélioration de divers tronçons du réseau routier national, ouvrages d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées; diverses améliorations d'infrastructures de communication et de tourisme — <b>État irlandais</b> 7,5 millions IEP	9,7	•				•
Emetteur radio ondes longues près de Moynalvy (nord-ouest de Dublin) permettant la diffusion sur l'ensemble du territoire irlandais, ainsi que sur l'ouest et le centre de l'Angleterre — <b>Radio Tara Ltd</b> 2,6 millions IEP	3,4	•	•			
<b>ITALIE</b> (5 026,7 milliards de liras italiennes — ITL)	<b>3 274,6</b>					
<i>Prêts individuels</i>	<i>(2 278,2)</i>					
Renforcement de la centrale électrique de Fiume Santo (Sardaigne) par l'adjonction de deux générateurs pouvant fonctionner au charbon ou au fioul — <b>ENEL</b> 200,0 milliards ITL	131,0	•	•			
Centrale électrique au charbon pouvant fonctionner au fioul ou au gaz naturel et dispositifs de désulfuration à Brindisi (Pouilles) — <b>ENEL</b> 170,0 milliards ITL	110,0	•	•			•
Centrales hydroélectriques en Calabre — <b>ENEL</b> 145,0 milliards ITL	94,0	•	•			
Trois centrales géothermiques en Toscane, en remplacement de neuf unités vétustes — <b>ENEL</b> 130,0 milliards ITL	83,6		•			
Adjonction d'un générateur de vapeur alimenté au charbon à la centrale de Brescia (Lombardie) et installations de désulfuration des gaz de combustion — <b>Azienda Servizi Municipalizzati</b> par l'intermédiaire de <b>BNL-SAFOP</b> 20,0 milliards ITL	13,1		•			•



		millions d'écus	Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
Autoroute urbaine de Naples: extension de l'échangeur de Vomero — <b>Région Campanie</b>	7,4 milliards ITL	4,8	●				
Port extérieur de Brindisi: renforcement de la protection et, notamment, des appontements charbonniers (Pouilles) — <b>État italien (Ministère des Travaux Publics)</b>	38,0 milliards ITL	25,0	●	●			
Port de plaisance à Pescara — <b>Région Abruzzes</b>	10,0 milliards ITL	6,5	●				
Extension du môle VII du port de Trieste destiné à la réception des navires porte-conteneurs et rouliers (Frioul-Vénétie-Julienne) — <b>État italien (Ministère des Travaux Publics)</b>	11,9 milliards ITL	7,7	●				
Construction de deux petits ports pour le mouillage de bateaux de pêche et de plaisance à Bagnara et à Cariati — <b>Région Calabre</b>	2,5 milliards ITL	1,6	●				
Modernisation et extension d'un port de pêche à Giulanova et d'un port commercial à Ortona — <b>Région Abruzzes</b>	12,0 milliards ITL	7,8	●				
Achat de 14 avions MD82 et de quatre avions ATR42 pour renforcer les liaisons régionales — <b>AERO TRASPORTI ITALIANI</b> par l'intermédiaire de l' <b>IRI</b>	31,5 milliards ITL	20,7	●				
Achat de 10 avions MD82 pour renforcer les liaisons dans la Communauté — <b>ALITALIA S.p.A.</b> par l'intermédiaire de <b>MEDIOBANCA</b>	50,0 milliards ITL	32,5					●
Achat de deux avions Airbus A300-B2-203 pour renforcer et améliorer les liaisons intérieures et entre les Etats membres de la Communauté — <b>ALITALIA S.p.A.</b> par l'intermédiaire du <b>CREDIOP</b>	33,5 milliards ITL	21,6					●
Achat de trois avions ATR42-300 pour renforcer les liaisons régionales et avec la Communauté — <b>AVIANOVA S.p.A.</b> per l'intermédiaire de <b>BNL</b>	4,7 milliards ITL	3,1	●				●
Modernisation et agrandissement de l'aéroport de Turin-Caselle (Piémont) — <b>Società Azionaria Gestione Aeroporto «Città di Torino» S.p.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>Istituto Bancario S. Paolo di Torino</b>	10,0 milliards ITL	6,6					●
Renforcement des infrastructures et des équipements du centre d'échange intermodal de Vérone (Vénétie) — <b>Ente Autonomo Magazzini Generali di Verona</b> par l'intermédiaire du <b>Vene-fondario</b>	8,0 milliards ITL	5,2					●
Funiculaire desservant le centre historique d'Orvieto; aménagement d'un parking — <b>Consorzio Trasporti Terni</b> par l'intermédiaire de la <b>Région Ombrie</b>	5,5 milliards ITL	3,6	●				
Tunnel routier dans le centre historique de Caserte — <b>Région Campanie</b>	4,3 milliards ITL	2,8	●				
Voirie urbaine de Catanzaro: ouvrages destinés à prévenir les glissements de terrain — <b>Région Calabre</b>	5,5 milliards ITL	3,6	●				●
Renforcement du réseau téléphonique dans les Abruzzes, la Molise, le Latium, la Campanie, la Basilicate, les Pouilles, la Calabre, la Sicile et la Sardaigne — <b>SIP</b> par l'intermédiaire de l' <b>IRI</b>	580,0 milliards ITL	377,8	●				



		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Mise en place d'une nouvelle station terrestre pour satellites de télécommunication à Scanzano (Sicile) — <b>TELESPAZIO</b> par l'intermédiaire de <b>IRFIS</b>	30,0 milliards ITL	19,7	●	●		
Renforcement et rationalisation de l'approvisionnement en eau dans les zones:						
— de Cagliari — <b>Commune de Cagliari</b> par l'intermédiaire de la <b>Région Sardaigne</b>	20,0 milliards ITL	13,1	●			
— du nord-est de la Sardaigne — <b>Ente Sardo Acquedotti e Fognature</b> par l'intermédiaire de la <b>Région Sardaigne</b>	3,5 milliards ITL	2,3	●			●
— de tourisme à l'est de Cagliari — <b>Ente Autonomo del Flumendosa</b> par l'intermédiaire de la <b>Région Sardaigne</b>	15,0 milliards ITL	9,7	●			
— de l'Aquila et Teramo — <b>Région Abruzzes</b>	3,0 milliards ITL	1,9	●			
— d'Isernia et Campobasso — <b>Région Molise</b>	4,9 milliards ITL	3,2	●			
— de Novara et Alessandria — <b>Région Piémont</b>	8,4 milliards ITL	5,4				●
Amélioration de l'alimentation en eau potable et ouvrages d'assainissement dans les zones de						
— Marsala — <b>Région Sicile</b>	5,0 milliards ITL	3,3	●			●
— Grado — <b>Région Frioul-Vénétie-Julienne</b>	2,0 milliards ITL	1,3	●			●
— Foggia et du Golfe de Manfredonia — <b>Région Pouilles</b>	87,2 milliards ITL	56,7	●			●
— du lac d'Omodeo ainsi que de Porto Torres — <b>Région Sardaigne</b>	7,0 milliards ITL	4,5	●			●
Ouvrages de collecte des eaux usées et équipements pour						
● réduire la pollution du Pô, de ses affluents, ainsi que l'eutrophisation de l'Adriatique dans la zone du delta — <b>Région Lombardie</b>	70,0 milliards ITL	45,6				●
— <b>Région Piémont</b>	15,0 milliards ITL	9,7				●
— <b>Région Emilie-Romagne</b>	30,0 milliards ITL	19,4				●
● réduire la pollution le long du littoral — <b>Région Marches</b>	20,0 milliards ITL	13,1	●			●
● traiter les eaux usées domestiques et industrielles d'une vaste zone de la province de Savone — <b>Région Ligurie</b>	14,0 milliards ITL	9,1				●
● traiter les eaux usées domestiques et industrielles se déversant dans le bassin du Gorzone — <b>Région Vénétie</b>	10,0 milliards ITL	6,5				●
● réduire la pollution de l'Arno — <b>Région Toscane</b>	30,0 milliards ITL	19,4				●
● améliorer la qualité de l'eau de la lagune de Valli di Comacchio (Province de Ferrare) — <b>Région Emilie-Romagne</b>	2,5 milliards ITL	1,6				●
Ouvrages d'approvisionnement en eau, d'assainissement des eaux usées et évacuation des déchets solides le long du Metauro, dans la province de Pesaro et Urbino — <b>Région Marches</b>	5,0 milliards ITL	3,2	●			●
Amélioration de l'alimentation en eau potable de Rome et de ses environs, collecte et traitement des eaux usées dans la zone touristique du lac de Bolsena et protection contre l'érosion du littoral au sud de Rome — <b>Région Latium</b>	15,0 milliards ITL	9,7	●			●
Collecte et traitement des eaux usées visant à diminuer la pollution dans la baie de Muggia et dans la lagune de Marano (notamment à Lignano) dans le golfe de Trieste; aménagements pour la valorisation et la protection de forêts dans la province d'Udine — <b>Région Frioul-Vénétie-Julienne</b>	38,0 milliards ITL	24,8	●			●
Ouvrages destinés à régulariser le cours de la rivière Dora Baltea et de ses affluents et à prévenir les glissements de terrain ainsi que les avalanches — <b>Région Val d'Aoste</b>	23,0 milliards ITL	15,1	●			●

		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Ouvrages de prévention de l'érosion et des glissements de terrains dans la «Valle del Basento» et «Valle del Noce»; installation de collecte et de traitement des eaux usées et des déchets solides de communes regroupant 32 000 habitants (province de Potenza) — <b>Région Basilicate</b> 6,0 milliards ITL	3,9	•	•			
Ouvrages destinés à lutter contre l'érosion et à prévenir les glissements de terrain dans les zones montagneuses de la province d'Isernia — <b>État italien (Ministère des Travaux Publics) et Région Molise</b> 8,0 milliards ITL	5,2	•				
Renforcement du réseau de distribution d'eau de Campobasso; ouvrages destinés à prévenir les glissements de terrain et à consolider un viaduc à Ripalimosani — <b>Région Molise</b> 11,0 milliards ITL	7,1	•				•
Ouvrages de protection contre l'érosion et de régularisation du débit du Cordevole, principal affluent de la Piave — <b>Région Vénétie</b> 3,0 milliards ITL	1,9	•	•			
Ouvrages de régularisation du débit de l'Arno et de protection de sa vallée, en particulier les villes de Florence et de Pise contre les inondations; réduction de la pollution des eaux; renforcement de l'approvisionnement en eau — <b>Région Toscane</b> 36,0 milliards ITL	23,3					•
Ouvrages de protection contre l'érosion et de régularisation du débit de trois cours d'eau du bassin du Dese et du Sile (au nord de Venise); collecte et traitement des eaux usées dans le bassin du Brenta et du Bacchiglione — <b>Région Vénétie</b> 10,0 milliards ITL	6,5					•
Ouvrages de protection contre les inondations, collecte des eaux de pluie et prévention des glissements de terrains dans la province d'Ancona — <b>Région Marches</b> 4,0 milliards ITL	2,6	•	•			
Irrigation de 6 800 ha dans la plaine côtière de Tarquinia — <b>Consorzio di Bonifica della Maremma Etrusca</b> par l'intermédiaire de la <b>Région Latium</b> 7,5 milliards ITL	4,9	•				
Reboisement et routes d'exploitation forestière — <b>Région Val d'Aoste</b> 6,0 milliards ITL	3,9	•				
Routes d'exploitation forestière dans les Préalpes Juliennes et la vallée de Natisone — <b>Région Frioul-Vénétie-Julienne</b> 4,0 milliards ITL	2,6	•	•			
Reboisement, aménagements divers et routes d'exploitation forestière dans la province de Cuneo — <b>Région Piémont</b> 3,0 milliards ITL	1,9					•
Reboisement, aménagements divers et routes d'exploitation forestière dans la province de Cagliari — <b>Région Sardaigne</b> 2,0 milliards ITL	1,3	•	•			
Aménagement et équipement d'aires industrielles à San Mango, Calabritto, Buccino et Calaggio (Campanie), communes sinistrées lors des séismes de novembre 1980 — <b>État italien</b> 16,0 milliards ITL	10,5	•				
Remise en état des infrastructures endommagées par les tremblements de terre d'avril et mai 1984 dans les Abruzzes, la Molise et en Ombrie: réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, routes, bâtiments publics et stabilisation de terrains — <b>État italien (Ministère de la Protection Civile)</b> 20,0 milliards ITL	13,0	•				
Modernisation d'une cimenterie à Vibo Valentia (Calabre) et réduction des émissions de poussières — <b>Cementerie Italiane del Sud S.p.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>IMI</b> 5,2 milliards ITL	3,4	•	•	•		
Transfert d'une fabrique de bouteilles en verre à la périphérie d'Asti, modernisation des installations afin de réduire la consommation d'énergie et les émissions de polluants (Piémont) — <b>Aziende Vetrarie Italiane Ricciardi</b> par l'intermédiaire de l' <b>IMI</b> 15,0 milliards ITL	9,7		•	•		

		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Modernisation des installations de production dans une usine de verre flotté à San Salvo (Abruzzes) — <b>Flovetto S.p.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>IMI</b> 8,0 milliards ITL	5,2	•	•	•		
Introduction de technologies avancées de production de détergents et d'adhésifs chimiques dans trois usines à Ferentino (Latium), Lomazzo et Casarile (Lombardie) — <b>Henkel S.p.A.</b> 10,0 milliards ITL	6,5	•		•		
Travaux et équipements pour moderniser un complexe chimique à Rosignano, permettre des économies d'énergie, et une protection accrue de l'environnement (Toscane) — <b>SOLVAY et Cie S.A.</b> par l'intermédiaire de <b>INTERBANCA</b> 10,0 milliards ITL	6,5	•	•			•
Centre de recherche virologique à Pomezia (Latium) — <b>Istituto Ricerche di Biologia Molecolare S.p.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>IMI</b> 6,0 milliards ITL	3,9	•			•	
Restructuration et modernisation d'usines de fibres synthétiques à Ottana et Porto Torres (Sardaigne) et pour la production de polymères à usage technique à Pisticci (Basilicate) — <b>ENICHEM FIBRE</b> — par l'intermédiaire de <b>CIS</b> 30,0 milliards ITL	19,7	•				
— par l'intermédiaire de l' <b>ENI</b> 30,0 milliards ITL	19,5	•				
Conversion de trois raffineries à la production d'essence sans plomb et amélioration de la protection de l'environnement (Sannazzaro de' Burgondi—Lombardie; Porto Marghera—Vénétie; Livourne—Toscane) — <b>AGIP Petroli</b> par l'intermédiaire de l' <b>IMI</b> 75,0 milliards ITL	48,7					•
Production d'essence à faible teneur en plomb, ou sans plomb, dans une raffinerie de pétrole à Augusta (Sicile) — <b>Esso Italiana S.p.A.</b> par l'intermédiaire d' <b>IRFIS</b> 36,0 milliards ITL	23,3	•				•
Unités de recherche, développement et production d'ordinateurs de petite et moyenne dimensions et de périphériques à Caluso (Piémont) — <b>Honeywell Bull Italia</b> par l'intermédiaire de l' <b>IMI</b> 70,0 milliards ITL	46,0				•	
Usine de composants de systèmes de freinage pour l'automobile à Modugno (Pouilles) — <b>Bendix Altecna S.p.A.</b> par l'intermédiaire de <b>MEDIOBANCA</b> 30,0 milliards ITL	19,4	•				
Mise au point et fabrication de l'avion court-courrier franco-italien ATR-72 dans les usines de Pomigliano d'Arco et de Capodichino (Campanie) — <b>AERITALIA S.p.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>IRI</b> 30,0 milliards ITL	19,4	•			•	
Fabrique de disques compacts audio et pour l'informatique (CD-ROM) à l'Aquila (Abruzzes) — <b>Optical Media Storage S.p.A.</b> par l'intermédiaire d' <b>ISVEIMER</b> 35,0 milliards ITL	22,7	•			•	
Introduction de systèmes automatisés dans trois fabriques de résistances électriques thermiques; nouveau centre de recherche et de fabrication de systèmes informatiques de gestion de la production dans la province de Trévise (Vénétie) — <b>UNIFIN — Unione Finanziaria S.p.A.</b> et ses filiales <b>IRSA, SIPA</b> et <b>RICA S.p.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>IMI</b> 8,0 milliards ITL	5,2				•	
Extension d'une fabrique de charcuterie à Pomezia (Latium) — <b>Salumificio Cesare Fiorucci S.p.A.</b> par l'intermédiaire d' <b>ISVEIMER</b> 7,5 milliards ITL	4,9	•				



		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
Modernisation du processus de fabrication et équipements anti-pollution dans six sucreries en Emilie-Romagne, Vénétie et Marches — <b>Industria Saccarifera Italiana Agroindustriale</b> par l'intermédiaire de l' <b>Istituto Bancario S. Paolo di Torino</b> 40,0 milliards ITL	26,0	●	●			
Usine de pâtes alimentaires à Sansepolcro (Toscane) et gestion informatisée des services centraux de Pérouse (Ombrie) — <b>Buitoni S.p.A.</b> par l'intermédiaire de <b>BNL</b> 25,0 milliards ITL	16,2	●	●			
Modernisation et accroissement de la productivité dans trois brasseries — à Pedavena (Vénétie) — <b>Birra Dreher S.p.A.</b> — par l'intermédiaire d' <b>ISVEIMER</b> 6,5 milliards ITL	4,2	●				
— par l'intermédiaire de <b>Banco di Napoli</b> 6,5 milliards ITL	4,2	●				
— à Popoli (Abruzzes) et Massafra (Pouilles) — <b>Birra Dreher S.p.A.</b> par l'intermédiaire d' <b>ISVEIMER</b> 17,0 milliards ITL	11,0	●				
Implantation d'un parc naturel forestier à Nardó — <b>Région Pouilles</b> 3,0 milliards ITL	1,9	●	●			
Restauration du Palais Ducal de Gênes — <b>Commune de Gênes</b> par l'intermédiaire de la <b>Région Ligurie</b> 5,0 milliards ITL	3,2	●				
Extension d'un centre de recherche et développement pour les télécommunications et l'électronique à Turin (Piémont) — <b>Centro Studi e Laboratori Telecomunicazioni S.p.A.</b> par l'intermédiaire de l' <b>IRI</b> 15,0 milliards ITL	9,9		●			
Laboratoires de recherche appliquée dans les domaines de la physique nucléaire, de la supra-conductivité et de la cryogénie à Catane (Sicile) — <b>Istituto Nazionale di Fisica Nucleare</b> par l'intermédiaire de l' <b>État italien</b> 7,4 milliards ITL	4,8	●	●			
<i>Prêts globaux</i>	(996,4)					
Financement, notamment par crédit-bail, d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services ● dans le Centre-Nord — <b>BNL</b> 75,0 milliards ITL	48,9					
— <b>CENTROBANCA</b> 7,5 milliards ITL	4,9					
— <b>IMI</b> 130,0 milliards ITL	84,8					
— <b>INTERBANCA</b> 45,0 milliards ITL	29,2					
— <b>Istituto Bancario San Paolo di Torino</b> (entreprises agro-industrielles) 15,0 milliards ITL	9,7					
— <b>Istituto Federale di Credito Agrario per il Piemonte, la Liguria e la Valle d'Aosta</b> 15,0 milliards ITL	9,7					
— <b>Mediocredito Centrale</b> pour les <b>Mediocrediti régionaux</b> 123,5 milliards ITL	80,3					
— <b>VENEFONDIARIO</b> 10,0 milliards ITL	6,5					
● dans le Mezzogiorno — <b>Banco di Napoli</b> 40,0 milliards ITL	26,3					
— <b>Banco di Sicilia</b> 20,0 milliards ITL	12,9					
— <b>BNL</b> 35,0 milliards ITL	22,8					
— <b>BNL SACAT</b> (entreprises hôtelières et touristiques) 15,0 milliards ITL	9,9					
— <b>CIS</b> (en Sardaigne exclusivement) 60,0 milliards ITL	39,2					

		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
— <b>Consorzio Nazionale per il Credito Agrario di Miglioramento</b> (entreprises agro-industrielles, exploitations agricoles, petites infrastructures, notamment d'irrigation, et reboisement)	17,5 milliards ITL	11,5				
— <b>CREDIOP</b>	10,0 milliards ITL	6,5				
— <b>EFIBANCA</b>	10,0 milliards ITL	6,5				
— <b>IMI</b>	100,0 milliards ITL	65,2				
— <b>IRFIS</b> (en Sicile exclusivement)	30,0 milliards ITL	19,6				
— <b>ISVEIMER</b>	131,0 milliards ITL	85,1				
— <b>Mediocredito Centrale</b> pour les <b>Mediocrediti regionali</b>	60,3 milliards ITL	39,2				
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension contribuant à des économies d'énergie et/ou à la protection de l'environnement et/ou au développement de petites et moyennes entreprises industrielles						
● dans le Centre-Nord						
— <b>BNL</b>	45,0 milliards ITL	29,4				
— <b>Cassa di Risparmio delle Province Lombarde</b>	3,2 milliards ITL	2,0				
— <b>EFIBANCA</b> (y compris relevant des technologies avancées)	10,0 milliards ITL	6,5				
— <b>IMI</b>	90,0 milliards ITL	59,1				
— <b>INTERBANCA</b>	15,0 milliards ITL	9,7				
— <b>Istituto Bancario San Paolo di Torino</b>	40,0 milliards ITL	26,1				
— <b>Mediocredito Centrale</b> pour les <b>Mediocrediti regionali</b>	140,4 milliards ITL	91,2				
— <b>Mediocredito Lombardo</b>	15,0 milliards ITL	9,7				
● dans le Mezzogiorno						
— <b>BNL</b>	30,7 milliards ITL	20,1				
— <b>INTERBANCA</b>	10,0 milliards ITL	6,5				
— <b>Istituto Bancario San Paolo di Torino</b>	10,0 milliards ITL	6,5				
Financement d'investissements industriels de petite ou moyenne dimension relevant des technologies avancées						
— <b>BNL</b>	78,5 milliards ITL	51,3				
— <b>IMI</b>	92,4 milliards ITL	59,9				
<b>PAYS-BAS</b> (607,0 millions de florins hollandais — NLG)		<b>259,7</b>				
<i>Prêts individuels</i>		(216,7)				
Achat d'un Boeing 747-200 et de deux Boeing 767-300 destinés aux liaisons intracommunautaires et internationales — <b>Martinair Holland N.V.</b>	50,0 millions NLG	21,4				●
Installation de calcination à lit fluidisé pour la production de chaux carbonisée à Echt (Limbourg) — <b>Kaldin v.o.f.</b>	7,0 millions NLG	3,0	●		●	
Installations de production de circuits intégrés avec une précision submicronique à Nijmegen (Gelgerland) — <b>N.V. Philips Gloeilampenfabrieken</b> par l'intermédiaire de <b>Electric Finance N.V.</b>	450,0 millions NLG	192,3	●		●	

		Infrastructures communautaires	Environnement-Patrimoine	Modernisation des entreprises	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'écus					
<i>Prêts globaux</i>	(43,0)					
Financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services						
— <b>Amro Bank N.V.</b>						
50,0 millions NLG	21,5					
— <b>Nederlandsche Middenstandsbank N.V.</b>						
50,0 millions NLG	21,5					
<b>PORTUGAL</b> (95 219,5 millions d'escudos — PTE)	<b>560,4</b>					
<i>Prêts individuels</i>	(403,8)					
Centrale électrique au charbon à Sines (Lisbonne) — <b>Electricidade de Portugal, EP</b>						
16 999,0 millions PTE	100,0	•	•			
Centrale hydroélectrique d'Alto Lindoso (Nord) — <b>Electricidade de Portugal, EP</b>						
16 999,0 millions PTE	100,0	•	•			
Centrale hydroélectrique du Caldeirão près de Guarda (Centre) — <b>Electricidade de Portugal, EP</b>						
3 500,0 millions PTE	20,5	•	•			
Amélioration des installations du nœud ferroviaire de Porto (Nord) pour accroître les performances et améliorer le service voyageurs et marchandises — <b>République portugaise (Gabinete do Nó Ferroviário do Porto)</b>						
5 993,0 millions PTE	35,3	•				
Nouveaux tronçons routiers (99 km) sur les itinéraires prioritaires reliant le port d'Aveiro et Coimbra (Centre) à Vilar Formoso (frontière espagnole) — <b>République portugaise (Junta Autónoma de Estradas)</b>						
1 870,0 millions PTE	11,0	•				
Améliorations du réseau de routes nationales — <b>République portugaise (Junta Autónoma de Estradas)</b>						
11 800,0 millions PTE	69,7	•				
Construction d'un pont routier entre l'Espagne et le Portugal sur le fleuve Guadiana; amélioration de la route internationale Faro—Seville (Algarve) — <b>République portugaise (Junta Autónoma de Estradas)</b>						
1 120,0 millions PTE	6,6	•				•
Infrastructures routières; prolongement de la piste de l'aéroport international de São Miguel; construction d'un port dans l'île de Terceira — <b>Région Autonome des Açores</b>						
5 000,0 millions PTE	29,5	•				
Réseaux de collecte, station de traitement des eaux usées et émissaire marin visant à réduire la pollution des eaux côtières entre Lisbonne et Estoril (Lisbonne) — <b>République portugaise (Gabinete do Saneamento Básico da Costa do Estoril)</b>						
3 060,0 millions PTE	18,1	•				•
Usine de panneaux de fibres de bois à Nelas (Centre) — <b>Madiberia Lda</b>						
650,0 millions PTE	3,8	•				
Usine de composants électroniques à Setúbal — <b>Tronitech-Componentes Electrónicos, S.A.</b>						
900,0 millions PTE	5,3	•				
Hôtel dans le centre de Lisbonne — <b>Sociedade Portuguesa de Hotéis, S.A.</b>						
680,0 millions PTE	4,0	•				



millions d'écus

Prêts globaux

(156,6)

Financement d'investissements de petites et moyennes entreprises

● de l'industrie et des services (notamment par crédit-bail)

— **Caixa Geral de Depósitos**

2 550,0 millions PTE

15,0

— **Banco Pinto e Sotto Mayor**

2 550,0 millions PTE

15,1

— **Banco Português de Investimento**

4 250,0 millions PTE

25,1

— **Euroleasing-Sociedade Portuguesa de Locação Financeira, S.A.**

1 000,0 millions PTE

5,9

— **Sociedade Financeira de Locação, S.A.**

1 000,0 millions PTE

5,9

— **Banco de Fomento Nacional**

5 116,5 millions PTE

30,0

— **République portugaise**

6 772,0 millions PTE

39,7

● de l'agriculture, de l'agro-industrie et de la pêche

— **Caixa Geral de Depósitos**

1 705,0 millions PTE

10,0

— **Banco Pinto e Sotto Mayor**

1 705,0 millions PTE

10,0

**ROYAUME-UNI** (725,1 millions de livres — GBP)

**1 079,5**

Prêts individuels

(1 049,0)

Usine de retraitement de combustibles nucléaires à Sellafield (Nord) — **British Nuclear Fuels plc**

190,0 millions GBP

288,3

Installation municipale de recyclage de déchets produisant des granulés de combustible à Hastings (Sud-Est) — **East Sussex Enterprises Ltd**

1,0 million GBP

1,4

Tunnel sous la Manche — **Eurotunnel Finance Ltd**

70,0 millions GBP

106,5

Amélioration d'installations portuaires à Plymouth, Southampton, Hull, Immingham, Grimsby, Barry et Ayr — **Associated British Ports**

16,0 millions GBP

24,4

Amélioration de la sécurité d'approche et d'atterrissage de plusieurs aéroports et de la circulation dans l'espace aérien du pays — **Civil Aviation Authority**

18,0 millions GBP

25,8

Deuxième terminal pour passagers à l'aéroport international de Londres-Stansted (Sud-Est) — **Stansted Airport Ltd**

100,0 millions GBP

150,4

Renforcement des télécommunications en Ecosse — **British Telecom Finance B.V.** pour **British Telecommunications plc**

200,0 millions GBP

287,0

Aménagements routiers, réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans les Grampians (Ecosse) — **Grampian Regional Council**

10,0 millions GBP

14,4

Modernisation de la fabrication de cylindres de laminoirs dans une usine à Gateshead (Nord-Est) — **Davy Roll Company Ltd**

3,3 millions GBP

4,9

		<div>Infrastructures communautaires</div> <div>Environnement-Patrimoine</div> <div>Modernisation des entreprises</div> <div>Objectifs énergétiques</div> <div>Développement régional</div>			
		millions d'écus			
Extension d'ateliers de révision de moteurs d'avions à Nantgarw, près de Cardiff (Pays-de-Galles) — <b>British Airways Engine Overhaul Ltd</b>					
7,3 millions GBP		10,9	●		
Conception et construction des ailes de l'Airbus A320 dans diverses usines d'Angleterre — <b>British Aerospace plc</b> par l'intermédiaire de <b>Cadavon Ltd</b>					
50,0 millions GBP		76,3		●	
Ateliers de révision de moteurs et de composants de gros avions à réaction à Prestwick (Ecosse) — <b>Caledonian Airmotive Ltd</b>					
11,0 millions GBP		16,8	●		
Nouvel atelier de tissage de la laine à Bradford et modernisation d'un atelier de teinture et de finissage à Huddersfield (Yorkshire) — <b>Parkland Textile plc</b>					
2,0 millions GBP		3,0	●		
Installation d'une ligne de polymérisation dans une usine produisant du polystyrène à Carrington — Manchester (Nord-Ouest) — <b>Huntsman Chemical Company Ltd</b>					
3,0 millions GBP		4,6	●		
Hôtel à Birmingham (Ouest Midlands) — <b>National Exhibition Centre Ltd</b>					
17,0 millions GBP		24,4	●		
Construction d'une centaine de «lodges» (petits motels) et d'installations de stationnement et de restauration le long du réseau autoroutier et routier du pays — <b>Trusthouse Forte plc</b>					
5,0 millions GBP		7,6	●		
Nouveau centre informatique (cours, séminaires, informations et assistance à Manchester (Nord-Ouest)) — <b>National Computing Centre Ltd</b>					
1,5 million GBP		2,3	●	●	
<u>Prêts globaux</u>		(30,5)			
Financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services					
— <b>Barclays Bank plc</b>					
10,0 millions GBP		15,3			
— <b>Investors in Industry Group plc</b>					
10,0 millions GBP		15,3			
<b>AUTRES (1)</b>		<b>285,0</b>			
<u>Prêt individuel</u>					
Acquisition, lancement et exploitation d'une nouvelle génération de satellites de télécommunications assurant des transmissions numériques à haut débit entre les pays européens — <b>EUTELSAT — Organisation Européenne de Télécommunications par Satellites</b>					
		100,0		●	●
<u>Garantie</u>					
Acquisition, lancement et exploitation de quatre satellites de télécommunications assurant les transmissions vers les navires, les avions et les véhicules terrestres sur la quasi-totalité du globe terrestre — <b>INMARSAT — International Maritime Satellite Organisation</b>					
		185,0		●	●

(1) Opérations assimilées à des financements pour des projets dans la Communauté (cf. note 11 page 9).

## B. Prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire (NIC) signés en 1988

Le montant total des prêts sur les ressources du NIC, signés conjointement par la Commission des Communautés européennes et la Banque pour des investissements dans la Communauté s'élève à 356,5 millions. Ces opérations sont effectuées par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté économique européenne et sont comptabilisées hors bilan dans la section spéciale.

Ces prêts visent à financer les investissements des PME. Une opération est éligible au titre des infrastructures communautaires.

millions d'écus			
<i>Prêts globaux</i>		<b>ROYAUME-UNI</b> (65,0 millions de livres — GBP)	<b>99,3</b>
<b>DANEMARK</b>		— <b>Barclays Bank plc</b>	
(250,0 millions de couronnes danoises — DKK)	<b>31,4</b>	30,0 millions GBP	45,8
— <b>Finansieringsinstituttet for Industri og Håndværk A/S</b>		— <b>Investors in Industry Group plc</b>	
250,0 millions DKK	31,4	35,0 millions GBP	53,5
<b>ESPAGNE</b> (3 000,0 millions de pesetas — ESP)		<b>ITALIE</b> (150,0 milliards de liras italiennes — ITL)	<b>97,3</b>
— <b>Banco Español de Crédito S.A. et Banco de Desarrollo Económico Español S.A.</b>		— <b>CENTROBANCA</b>	
1 500,0 millions ESP	10,9	30,0 milliards ITL	19,4
— <b>Banco de Vizcaya S.A.</b>		— <b>CREDIOP</b>	
1 500,0 millions ESP	10,9	10,0 milliards ITL	6,5
<b>FRANCE</b>		— <b>EFIBANCA</b>	
(750,0 millions de francs français — FRF)	<b>106,6</b>	20,0 milliards ITL	13,0
— <b>Crédit Industriel et Commercial</b>		— <b>IMI</b>	
400,0 millions FRF	56,6	20,0 milliards ITL	12,9
— <b>Crédit National</b>		— <b>Istituto Regionale di Credito Agrario (agro-industrie)</b>	
350,0 millions FRF	50,0	5,0 milliards ITL	3,3
		— <b>Mediocredito Centrale</b> pour les <b>Mediocrediti régionaux</b>	
		41,5 milliards ITL	27,1
		— <b>Mediocredito Lombardo</b>	
		15,0 milliards ITL	9,7
		<i>Prêt individuel</i>	
		Centre d'échange intermodal rail/route à Vérone (Vénétie) — <b>Consorzio Zona Agricolo-Industriale di Verona</b> par l'intermédiaire du <b>VENEFONDIARIO</b>	
		8,5 milliards ITL	5,5

### Abréviations utilisées dans les listes qui précèdent

France CLF-CAECL: Crédit Local de France — Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales  
 Italie AGIP: Azienda Generale Industria Petroli  
 AUTOSTRADE: Autostrade-Concessioni e Costruzioni Autostrade S.p.A.  
 BNL: Banca Nazionale del Lavoro  
 BNL/SACAT: Sezione Autonoma per l'Esercizio del Credito Alberghiero e Turistico della BNL  
 BNL/SAFOP: Sezione Autonoma per il Finanziamento di Opere Pubbliche e di Impianti di Pubblica Utilità della BNL  
 CENTROBANCA: Banca Centrale di Credito Popolare  
 CIS: Credito Industriale Sardo  
 CREDIOP: Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche  
 EFIBANCA: Ente Finanziario Interbancario  
 ENEL: Ente Nazionale per l'Energia elettrica

IMI: Istituto Mobiliare Italiano  
 INTERBANCA: Banca per Finanziamenti a Medio e Lungo Termine  
 IRFIS: Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia  
 IRI: Istituto per la Ricostruzione Industriale  
 ISVEIMER: Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale  
 ITALGAS: Società Italiana per il Gas p.A.  
 MEDIOCREDITO CENTRALE: Istituto Centrale per il Credito a Medio Termine  
 SIP: Società Italiana per l'Esercizio delle Telecomunicazioni p.A.  
 SNAM: Società Nazionale Metanodotti p.A.  
 VENEFONDIARIO: Istituto di Credito Fondiario delle Venezie



# Financements à l'extérieur de la Communauté

Les financements à l'extérieur de la Communauté s'élèvent à 520,1 millions de prêts sur ressources propres et à 180,1 millions d'opérations sur capitaux à risques sur des ressources budgétaires de la Communauté ou des États membres, soit au total 700,2 millions contre 392,1 millions en 1987.

Cette augmentation résulte des entrées en vigueur de nouveaux protocoles financiers conclus entre la Communauté et les pays du bassin méditerranéen qui ont permis la signature de 398 millions de financements, dont 7 millions sur ressources budgétaires, contre 42,8 millions en 1987.

Dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, les concours ont été consentis dans le cadre de la troisième Convention de Lomé et dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer au titre de la décision correspondante du Conseil des Communautés. Ils s'élèvent à 129,1 millions de prêts bonifiés sur ressources propres et à 173,1 millions de capitaux à risques sur ressources budgétaires, soit au total 302,2 millions (349,4 millions en 1987).

## Pays du bassin méditerranéen

Les protocoles financiers avec les différents pays du bassin méditerranéen conclus en 1987 ont été mis en œuvre au long de l'année 1988. L'activité de la Banque a pu reprendre très vite dans plusieurs pays après le ralentissement intervenu en 1987 par suite de l'épuisement des montants prévus au titre des protocoles antérieurs.

infrastructures de transport présentant un intérêt pour ce pays et pour la Communauté, en particulier l'autoroute trans-yougoslave et ses voies d'accès. La position géographique de ce pays en fait un point de passage essentiel. Près des quatre cinquièmes du trafic entre la Grèce et le reste de la Communauté utilise le réseau ferré et surtout routier yougoslave.

### Yougoslavie

Le deuxième protocole financier conclu avec la **Yougoslavie** met l'accent sur le financement des

Dans le cadre de ce protocole, la Banque a prêté 210 millions pour divers tronçons de l'autoroute trans-yougoslave et du tunnel routier traversant le massif alpin de Karawanken en direction de

Tableau 10: **Financements à l'extérieur de la Communauté**

	Total	Ressources propres	Ressources budgétaires	Énergie	Infra-structures	(millions d'écus)	
						Secteur	
						Industrie, agriculture, services	
						Prêts individuels	Prêts globaux
Maroc	50,0	50,0	—	—	—	—	50,0
Tunisie	60,0	57,0	3,0	—	17,0	—	43,0
Égypte	28,0	25,0	3,0	—	—	—	28,0
Jordanie	34,0	33,0	1,0	15,0	—	—	19,0
Malte	16,0	16,0	—	—	16,0	—	—
Yougoslavie	210,0	210,0	—	—	210,0	—	—
<b>Méditerranée</b>	<b>398,0</b>	<b>391,0</b>	<b>7,0</b>	<b>15,0</b>	<b>243,0</b>	<b>—</b>	<b>140,0</b>
Afrique	260,1	104,0	156,1	53,5	87,9	101,0	17,7
Caraïbes	10,9	6,0	4,9	7,0	—	0,5	3,4
Pacifique	19,7	12,0	7,7	2,6	—	16,3	0,8
PTOM	11,6	7,1	4,5	6,0	3,1	1,5	1,0
<b>ACP—PTOM</b>	<b>302,2</b>	<b>129,1</b>	<b>173,1</b>	<b>69,1</b>	<b>91,0</b>	<b>119,3</b>	<b>22,9</b>
<b>Total</b>	<b>700,2</b>	<b>520,1</b>	<b>180,1</b>	<b>84,1</b>	<b>334,0</b>	<b>119,3</b>	<b>162,9</b>

## Capitaux à risques et Protocoles méditerranéens

La Banque met en œuvre depuis plus de 15 ans des capitaux à risques, dans le cadre de la coopération financière en dehors de la Communauté. Ces opérations ont été largement pratiquées dans les pays ACP, mais peu de possibilités se sont présentées au titre des deux premières générations de protocoles financiers avec les pays méditerranéens (deux opérations seulement de 5 millions au Maroc et de 3 millions en Égypte).

Cette forme de financement a pris un nouvel essor dans le cadre des troisièmes protocoles financiers conclus avec les pays du Maghreb et du Machrek (cf. tableau 11). La Communauté a décidé d'y inclure expressément des capitaux à risques destinés essentiellement au secteur industriel provenant du budget de la Communauté et dont la gestion est confiée à la Banque. Cette initiative est certes modeste quant au montant prévu, mais son intérêt n'est pas passé inaperçu chez nos partenaires, toujours désireux de renforcer leur coopération industrielle avec la Communauté. Le fait que cet essor survienne maintenant n'est pas sans importance. Au cours des dernières années, un rôle croissant a été accordé au secteur privé afin de remédier à la pénurie de fonds propres et chacun s'est accordé sur la nécessité d'une coopération accrue entre les promoteurs de la Communauté et les partenaires des pays du sud de la Méditerranée.

D'entrée, il a été évident que si l'expérience du passé était très utile, des aménagements substantiels seraient néanmoins nécessaires pour mieux adapter ce type d'opérations dans les pays du bassin méditerranéen. Ces pays, dont les économies sont généralement assez déve-

loppées, possèdent souvent des débouchés dans la Communauté et ont avec celle-ci des relations commerciales suivies. On peut ainsi s'attendre à ce qu'ils constituent un terrain propice pour la réalisation d'opérations conjointes. L'accent a donc été mis particulièrement sur l'aide aux investisseurs locaux dans le cadre d'opérations conjointes entre entreprises locales et communautaires, sans toutefois exclure d'autres formes d'interventions. En outre, une évaluation détaillée de l'aide aux PME dans les pays en développement a mis en évidence certaines difficultés spécifiques au financement des fonds propres et, en particulier, celles liées aux risques de change; ceci a amené la BEI à introduire des solutions appropriées.

Les protocoles financiers pour la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie sont entrés progressivement en vigueur entre le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> août 1988; depuis lors, des prêts représentant plus de 50 % du montant prévu pour les capitaux à risques, soit ont été signés, soit sont en voie de conclusion. D'autres opérations en cours d'instruction en Algérie et au Maroc devraient être conclues en 1989.

La mise à disposition de capitaux à risques manifeste clairement la volonté de la Communauté d'approfondir et de développer la coopération industrielle avec les pays méditerranéens, selon des formules souples et comportant le partage des risques. D'ores et déjà, les pays bénéficiaires ont marqué leur désir d'exploiter les possibilités ainsi offertes. Dans la gestion de ces fonds, la BEI recherche l'efficacité tant sur le plan économique que sur celui de la gestion bancaire, ce qui est la raison d'être du mandat qui lui a été confié par la Communauté.

l'Autriche. Ces prêts prolongent l'action déjà menée en faveur de cet axe essentiel (151,6 millions de prêts de 1978 à 1984).

### Maghreb

Au total, 110 millions ont été consentis pour des projets en Tunisie et au Maroc dans le cadre des deuxième et troisième protocoles.

En **Tunisie** (60 millions dont 3 millions de capitaux à risques), les concours portent d'une part sur le renouvellement d'une partie du réseau ferré et d'autre part sur le financement, au moyen de prêts

globaux, d'investissements de petite ou moyenne dimension dans l'industrie, l'agriculture et l'agro-industrie ainsi que dans le tourisme. Durant l'exercice, quelque 300 sous-projets (22 millions) ont été financés sur des prêts globaux en cours.

Au **Maroc**, un prêt global de 50 millions, conclu en fin d'année, permettra le financement d'investissements dans l'agriculture et l'agro-industrie, dont certains de très petite dimension.

### Machrek

Le montant des concours s'élève à 62 millions pour les pays de cette région.



En **Jordanie** (34 millions dont 1 million de capitaux à risques), la Banque a financé le renforcement du réseau de distribution d'électricité alimentant Amman et a conclu des prêts globaux pour aider au développement d'investissements dans l'industrie et l'agriculture.

En **Égypte**, le soutien d'investissements de petite ou moyenne dimension dans l'industrie et le tourisme a fait l'objet de deux prêts globaux totalisant 28 millions, dont 3 millions de capitaux à risques.

## Malte

A **Malte**, un prêt de 16 millions pour un nouveau terminal contribuera au renforcement des capacités d'accueil de l'aéroport. Ce prêt épuise le montant disponible au titre du deuxième protocole financier.

## ACP et PTOM

La persistance d'une situation économique très difficile et la dégradation de la capacité d'endettement de la plupart des ACP ont pesé sur l'activité de la Banque.

Celle-ci est néanmoins intervenue pour soutenir des investissements dans 30 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et dans quatre PTOM.

Dans six d'entre eux, elle a accordé des prêts sur ses ressources propres (92,1 millions, soit un tiers de l'activité totale), dans 24 autres, des concours sur capitaux à risques (137,2 millions, soit 48 % du total) et dans quatre, des financements sur ces deux ressources (38,2 millions). La Banque est, en outre, intervenue en faveur de projets résultant de coopération entre plusieurs pays: 15 millions à l'ASECNA, l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar, pour améliorer la navigation aérienne dans onze pays d'Afrique et 19,7 millions pour soutenir les investissements réalisés par l'intermédiaire de banques régionales de développement en Afrique et aux Caraïbes.

Plus de 60 % du montant total des capitaux à risques ont concerné les États ACP les moins développés (Art. 257 de la troisième Convention de Lomé); les deux tiers des prêts sur ressources propres ont porté sur des projets situés dans les autres pays.

Conformément aux orientations de la troisième Convention de Lomé, priorité a été donnée au financement de projets des secteurs de l'industrie et de l'agro-industrie. Malgré les répercussions des difficultés économiques, particulièrement sensibles dans ces secteurs, les concours atteignent 142 millions, soit près de la moitié des interventions, dont 118 millions pour le secteur manufacturier et 24 millions pour les entreprises de petite ou moyenne dimension au travers des prêts à des banques de développement. Le montant autorisé, en 1988, sur les prêts globaux atteint 25,3 millions pour 98 petites et moyennes entreprises. Les concours ont notamment porté sur des investissements dans les secteurs des produits alimentaires, des textiles et du cuir, de la première transformation des métaux, des matériaux de construction ainsi que du tourisme.

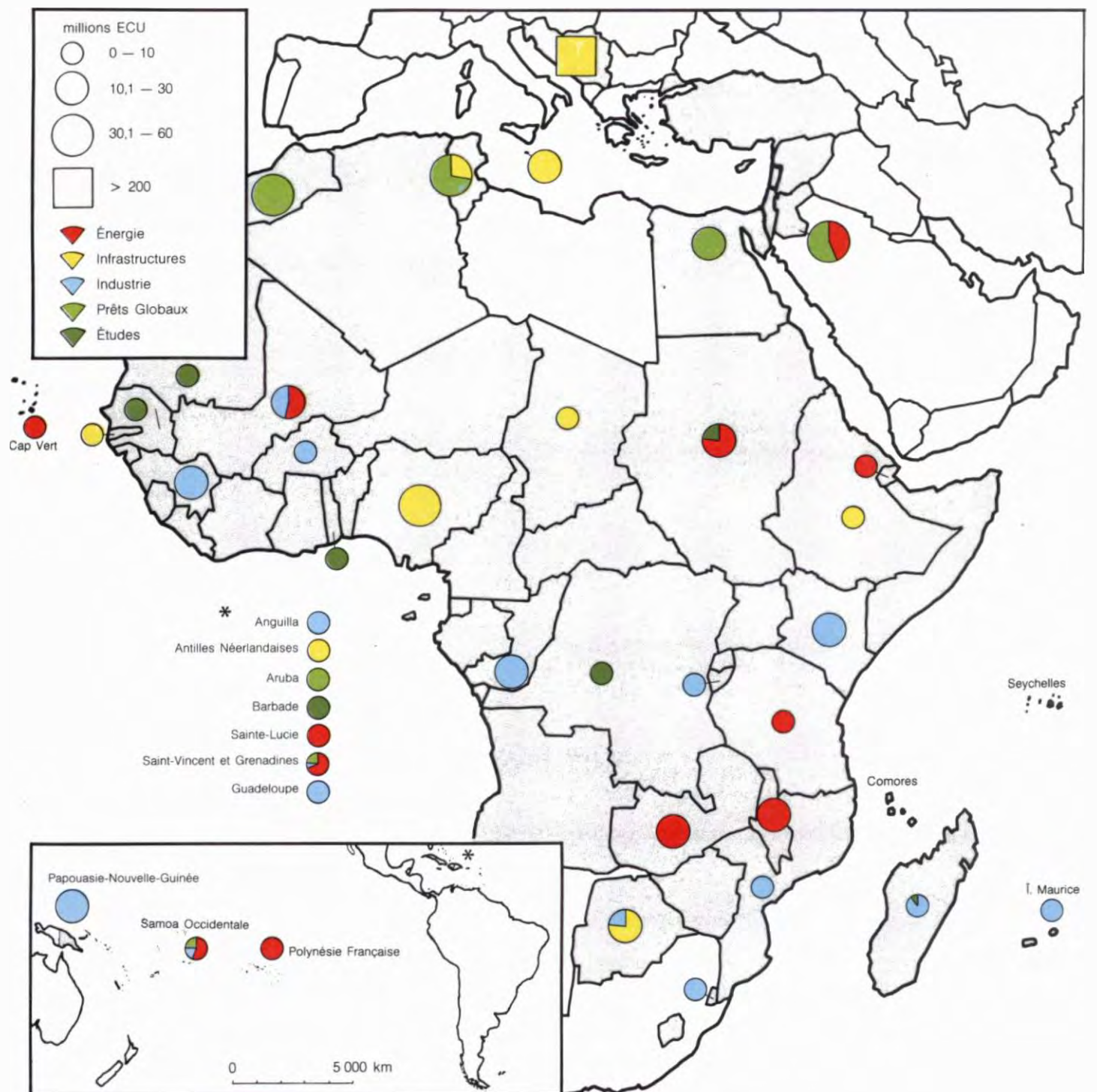
Les autres prêts portent sur les équipements énergétiques (69,1 millions), le renforcement de l'approvisionnement en eau potable et la collecte des eaux usées (63 millions) et l'amélioration des communications (28 millions). Les financements d'opérations ayant pour objet la réhabilitation d'entreprises et la remise en état d'infrastructures représentent près de la moitié du total.

En 1988, la Banque a consenti des financements dans 25 pays d'**Afrique** pour un montant de 260,1 millions (104 millions sur ressources propres et 156,1 millions de capitaux à risques), dont 32,7 millions pour des projets intéressant plusieurs pays (ASECNA et des banques de développement).

En **Afrique occidentale**, les concours s'élèvent à 109,5 millions dont 12 millions pour la Banque Ouest Africaine de Développement. Au **Nigéria**, un prêt de 45 millions aidera à la remise en état et au renforcement de la distribution et du traitement de l'eau de la capitale, Lagos. Au **Mali**, les concours concernent le transport d'électricité sous haute tension entre Bamako et Segou et des usines d'égrenage de coton (20,5 millions). Ils portent, en **Guinée**, sur le renforcement d'une usine d'alumine et sur l'exploitation d'une carrière de granit près de Conakry (16,6 millions) et, en **Gambie**, sur le renforcement de l'approvisionnement en eau potable de Banjul (5,7 millions).

Deux usines ont été cofinancées au **Burkina Faso** produisant, l'une à Bobo Dioulasso, des emballages en carton et l'autre, à Ouagadougou, des toiles et sacs en plastiques (4,5 millions). L'augmentation de la puissance de la centrale électrique de Praia, au **Cap Vert**, a fait l'objet d'un concours (3 millions), de même que des études préalables à l'exploitation





\* y compris un crédit de 40 000 ECU à la Guadeloupe, cf. tableau 21

de gisements de fer en **Mauritanie** (1,5 million), de gaz au **Sénégal** (0,6 million) et à la mise en place d'une liaison hertzienne au **Togo** (0,1 million).

En **Afrique australe**, la Banque a accordé 55,3 millions: au **Botswana**, pour le renforcement de l'approvisionnement en eau et la construction d'un hôtel à Gaborone et, en **Zambie**, pour la remise en état de l'oléoduc vers la Tanzanie (13 millions dans chacun de ces deux pays); au **Malawi**, pour le transport d'électricité depuis les centrales hydro-électriques du sud vers la capitale et le nord du pays (11 millions); à **Madagascar**, pour la construction d'une conserverie de thon à Antsiranana et pour une étude de faisabilité de l'exploitation d'une mine de graphite (6,3 millions); au **Mozambique**, pour la remise en état de fonctionnement d'une cimenterie près de Maputo (6 millions); pour une minoterie à **Maurice** et une usine textile à Manzini au **Swaziland** (3 millions chaque).

En **Afrique Orientale**, la Banque a accordé des financements d'un montant de 53,5 millions. Au **Kenya**, un prêt de 25 millions permettra de soutenir les capacités de production d'entreprises industrielles déjà financées antérieurement. Au **Soudan**, les concours portent sur la remise en état de la centrale électrique de Roseires et sur la prospection de gisements de minerai d'or dans la région d'Ariab (13 millions).

La Banque est intervenue en **Éthiopie** pour le renforcement du port d'Assab (10 millions), en **Tanzanie** pour l'extension du réseau électrique vers la région de Tukuyu (3,5 millions) et à **Djibouti** pour l'extension de la centrale de Tadjourah et du réseau électrique vers Obock (2 millions).

En **Afrique centrale et équatoriale**, les concours se sont élevés à 26,8 millions dont 5,7 millions pour la Banque de développement des États d'Afrique

Tableau 11: **Montants de l'aide financière de la Communauté prévue dans les conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociés au 1<sup>er</sup> mai 1989**

(millions d'écus)

		Période d'application	Prêts sur ressources propres de la BEI (1)	Interventions sur ressources budgétaires			Total
Type d'accord				Opérations sur capitaux à risques (2)	Aides non rem- boursables (3)	Prêts à conditions spéciales	
<b>Bassin méditerranéen</b>							
Yougoslavie	2ème protocole financier	1988—1991	550				550
Turquie	4ème protocole financier	non encore signé	225		50	325 (2)	600
Algérie	3èmes protocoles financiers	1988—1991	183	4	52		239
Maroc			151	11	162		324
Tunisie			131	6	87		224
Égypte	3èmes protocoles financiers	1988—1991	249	11	189		449
Jordanie			63	2	35		100
Liban			53	1	19		73
Israël	3ème protocole financier	1988—1991	63				63
Malte	3ème protocole financier	1988—1993	44	5	13		62
Chypre	3ème protocole financier	non encore signé	23	2,5	12,5		38
Liban	aide exceptionnelle		50				50
<b>États ACP—PTOM</b>							
ACP	Convention de Lomé III	1986—1990	1 100	600	4 860	600	7 160
PTOM	Décision du Conseil	1986—1990	20	15	55	25	115
<b>Total ACP—PTOM (5)</b>			<b>1 120</b>	<b>615</b>	<b>4 915</b>	<b>625 (4)</b>	<b>7 275</b>

(1) Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets dans les États ACP et les PTOM et sur celles du budget général des Communautés pour les projets dans certains pays du bassin méditerranéen. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

(2) Financements octroyés et gérés par la Banque.

(3) Aides octroyées et gérées par la Commission des Communautés européennes.

(4) Prêts octroyés gérés par la Commission des Communautés européennes.

(5) Non compris le Fonds de stabilisation des recettes d'exportation des ACP (925 millions) et des PTOM (5 millions) et la facilité spéciale pour les produits miniers des ACP (415 millions); financements octroyés par la Commission.



centrale. Les autres concours ont porté sur la réhabilitation d'un projet agro-industriel au **Congo** comportant la remise en état et la construction d'huileries, d'une raffinerie et de plantations (16 millions), sur l'amélioration du stockage du café à Gitega dans le centre du **Burundi** (2,5 millions), sur la remise en état de l'approvisionnement en eau de N'Djamena au **Tchad** (2,2 millions) et sur l'étude d'une nouvelle ligne électrique dans la région du Kivu au **Zaïre** (0,4 million).

Dans le **Pacifique**, 19,7 millions ont été consentis pour des plantations et des équipements de stockage et de traitement d'huile de palme et de cacao en Nouvelle Irlande, une des îles de **Papouasie-Nouvelle-Guinée** (15,5 millions) et à **Samoa**, pour un barrage et une centrale hydroélectrique sur l'île d'Upolu ainsi que pour une banque de développement (4,2 millions).

Dans les **Caraïbes**, les concours ont atteint 10,9 millions dont un prêt global de 2 millions à une

banque régionale, la Caribbean Financial Services Corporation. Ils ont également concerné des installations de production et de transports d'électricité dans les îles de **Sainte-Lucie** (3 millions) et **Saint-Vincent** (5,8 millions dont un prêt global), ainsi qu'une étude préalable à la réalisation d'un abattoir à la **Barbade** (0,1 million).

Enfin, quatre PTOM ont bénéficié de concours: la **Polynésie française** pour le renforcement du réseau électrique de Tahiti (6 millions), les **Antilles néerlandaises** pour l'amélioration des télécommunications (3,1 millions), l'île d'**Anguilla** pour un hôtel (1,5 million) et l'île d'**Aruba** pour un prêt global à une banque de développement (1 million).

La quasi-totalité des projets d'investissement dans les États ACP a fait l'objet de co-financements, notamment avec les institutions financières bilatérales des pays membres, la Commission des Communautés européennes, la Banque mondiale et d'autres institutions d'aide au développement.

## L'activité de la BEI en faveur du secteur privé dans les pays ACP

Un renforcement du rôle quantitatif et qualitatif du secteur privé paraît actuellement une des voies pour remédier aux difficultés économiques de l'Afrique. La BEI possède une longue expérience du financement de ce secteur dans les pays ACP; ses interventions y ont, pour la plupart, été effectuées au travers de prêts globaux — lignes de crédit consenties à des instituts intermédiaires. Il s'agit généralement de sociétés ou de banques de financement du développement, créées pour octroyer des concours à long terme en faveur d'entreprises locales de petite et moyenne dimension. Dans de nombreux pays, elles sont les seules sources de financement à long terme du secteur privé. En intervenant par leur intermédiaire, la BEI met à profit leur connaissance des marchés considérés, des entreprises et des projets.

Depuis la première Convention de Lomé et jusqu'à fin 1988, la Banque a accordé 123 lignes de crédit de ce type dans 42 pays ACP, pour un montant total de 439 millions d'écus, ce qui représente 20 % de l'ensemble des opérations effectuées dans les pays ACP pendant cette période. Ces lignes de crédit ont donné lieu à quelque 660 opérations de financement en faveur de petites et moyennes entreprises, dont près des neuf

dixièmes relèvent du secteur privé. La quasi-totalité de ces entreprises sont de petites firmes industrielles.

En 1987 et 1988, la Banque a réexaminé ses activités dans ce domaine. Les sociétés et banques de développement n'ont pas été épargnées par les difficultés économiques du continent africain. En effet, les marchés locaux de produits industriels n'ont pas progressé aussi rapidement que prévu et, lorsqu'elles ont contracté des emprunts en devises, les entreprises ont souvent été affectées défavorablement par d'importantes dévaluations des monnaies. Il existe également une pénurie de fonds propres ou de quasi-fonds propres pour les petites entreprises — pénurie que les capitaux à risques gérés par la BEI peuvent aider à combler. Néanmoins, malgré les difficultés de la conjoncture, environ la moitié des entreprises financées de cette manière se sont révélées rentables et une sur six seulement a fait faillite ou a été mise en liquidation.

Dans ce domaine, les décisions nécessitent une appréciation précise du niveau de risque afin d'éviter les investissements qui n'ont aucune chance de succès. Au cours des prochaines années, la BEI, en utilisant les capitaux à risques sur ressources budgétaires espère renforcer encore son expérience.



# Liste des financements à l'extérieur de la Communauté

## A. Prêts sur ressources propres de la Banque signés en 1988

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources propres de la Banque pour des investissements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 520,1 millions, dont 391,0 millions dans les pays du bassin méditerranéen et 129,1 millions dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer. Ces opérations sont comptabilisées dans le bilan.

Les prêts, à l'exception de ceux en Yougoslavie, à Malte et au Maroc, ont fait l'objet d'une bonification d'intérêt sur les ressources budgétaires de la Communauté.

		millions d'écus		
<b>YUGOSLAVIE</b>			Prêt global à la <b>Banque Nationale de Développement Agricole</b> pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'agriculture et l'agro-industrie	
Trois tronçons (83 km) de l'autoroute trans-yougoslave			18,1 millions de dinars tunisiens	18,0
<b>Communautés autogérées d'intérêt routier des Républiques Socialistes</b>			<b>ÉGYPTE</b>	
— <b>Croatie</b>			Prêt global à l' <b>Export Development Bank of Egypt</b> pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'industrie et du tourisme	
164,3 millions de dinars yougoslaves	60,0		63,3 millions de livres égyptiennes	25,0
— <b>Macédonie</b>			<b>JORDANIE</b>	
41,1 millions de dinars yougoslaves	15,0		Renforcement et extension du réseau de distribution électrique dans l'agglomération d'Amman	
— <b>Serbie</b>			<b>Jordanian Electric Power Company Ltd</b> par l'intermédiaire du <b>Royaume hachémite de Jordanie</b>	
68,4 millions de dinars yougoslaves	25,0		6,2 millions de dinars jordaniens	15,0
Deux tronçons (42 km) de l'autoroute trans-yougoslave			Prêt global à l' <b>Agricultural Credit Corporation</b> par l'intermédiaire du <b>Royaume Hachémite de Jordanie</b> pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'agriculture	
<b>Communautés autogérées d'intérêt routier de la République socialiste de Slovénie et de la Province autonome de Vojvodine</b>			3,4 millions de dinars jordaniens	8,0
241,9 millions de dinars yougoslaves	65,0		Prêt global à l' <b>Industrial Development Bank</b> pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'industrie et du tourisme	
Tunnel routier de Karawanken à la frontière austro-yougoslave			4,2 millions de dinars jordaniens	10,0
<b>Communauté autogérée d'intérêt routier de la République Socialiste de Slovénie</b>			<b>MALTE</b>	
123,2 millions de dinars yougoslaves	45,0		Nouveau terminal à l'aéroport de Luqa permettant de répondre à l'accroissement du trafic touristique de l'île	
<b>MAROC</b>			<b>République de Malte</b>	
Prêt global à la <b>Caisse Nationale de Crédit Agricole</b> pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'agriculture et de l'agro-industrie			6,4 millions de livres maltaises	16,0
471,1 millions de dirhams marocains	50,0		<b>ÉTATS ACP — Afrique</b>	
<b>TUNISIE</b>			millions d'écus	
Nouvelles voies (178 km), rectification du tracé (45 km) et réparations sur l'ensemble du réseau ferroviaire			<b>RÉGIONAL — AFRIQUE DE L'OUEST</b>	
<b>République Tunisienne</b>			Prêt global à la <b>Banque Ouest Africaine de Développement</b> pour le financement de petites et moyennes entreprises des secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, de l'agriculture, du tourisme, des mines et des télécommunications	
17,1 millions de dinars tunisiens	17,0			10,0
Prêt global à la <b>Banque de Développement Économique de Tunisie</b> pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'industrie et du tourisme				
12,1 millions de dinars tunisiens	12,0			
Prêt global à la <b>Banque Nationale de Développement du Tourisme</b> pour le financement de projets liés au secteur hôtelier				
10,1 millions de dinars tunisiens	10,0			

## RÉGIONAL — AFRIQUE CENTRALE

Prêt global à la **Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale** pour le financement de petites et moyennes entreprises des secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, des mines, du tourisme et de petites infrastructures

5,0

### NIGÉRIA

Remise en état et renforcement des installations de captage, de traitement et de distribution de l'eau de Lagos

#### République Fédérale du Nigéria

267,0 millions de nairas 45,0

### KENYA

Remise en état, modernisation et expansion d'entreprises industrielles financées antérieurement par la Banque

#### République du Kenya

502,0 millions de shillings du Kenya 25,0

### BOTSWANA

Amélioration de l'approvisionnement en eau de Gaborone par la construction d'un barrage sur la Metsemothlaba et le transport de l'eau de cette rivière

#### Water Utilities Corporation

22,0 millions de pulas 10,0

Hôtel de 200 chambres à Gaborone, avec installations sportives et salles de conférence

**Gaborone International Hotel Company** par l'intermédiaire de la **Botswana Development Corporation**

6,6 millions de pulas 3,0

### MALAWI

Extension du réseau de transport et de distribution d'électricité

#### Electricity Supply Commission of Malawi

8,8 millions de kwachas du Malawi 3,0

### MAURICE

Construction d'une minoterie à Port-Louis

**Les Moulins de la Concorde** par l'intermédiaire de la **Development Bank of Mauritius**

47,4 millions de roupies de Maurice 3,0

## ÉTATS ACP — Caraïbes

millions d'écus

### SAINT-VINCENT ET GRENADINES

Accroissement de la production d'électricité par le remplacement de trois groupes diesel vétustes dans les îles de Saint-Vincent et Bequia

**Gouvernement de Saint-Vincent et Grenadines** pour **VINLEC**

8,9 millions de dollars Est-Caraïbes 3,0

### SAINTE-LUCIE

Installation de deux générateurs diesel et mise en place de lignes de transport d'électricité

#### Saint Lucia Electricity Services Ltd

8,9 millions de dollars Est-Caraïbes 3,0

## ÉTATS ACP — Pacifique

millions d'écus

### PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Extension, sur la côte est de l'île de la Nouvelle-Irlande, de plantations de palmiers à huile et de cacao; ligne de production d'huile, aménagements de stockage et de manutention; remise en état des installations de traitement du cacao

#### Poliamba Pty Ltd

9,8 millions de kinas 12,0

### PTOM

millions d'écus

### POLYNÉSIE FRANÇAISE

Renforcement du réseau de transport d'électricité sous haute et moyenne tension de Tahiti

**Société de transport d'énergie électrique en Polynésie** par l'intermédiaire de la **Caisse Centrale de Coopération Economique**

509,0 millions de francs CFP 4,0

### ANTILLES NÉERLANDAISES

Renforcement des télécommunications internationales et entre les îles

**Gouvernement Central des Antilles néerlandaises-Ministère des Transports et des Communications**

6,1 millions de florins antillais 3,1

## B. Financements sur ressources budgétaires signés en 1988

Le montant total des opérations conclues en 1988 s'élève à 180,1 millions sur ressources budgétaires de la Communauté ou des États Membres, dont 7 millions dans les pays du bassin méditerranéen et 173,1 millions dans les États ACP et les PTOM. Ces financements sont accordés par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté économique européenne et sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale.

millions d'écus	
<b>TUNISIE</b>	
Prêt global pour le financement de prises de participation directes ou indirectes dans le capital d'entreprises de l'industrie et du tourisme	
Prêt conditionnel à la <b>Banque de Développement Économique de Tunisie</b>	
3,0 millions de dinars tunisiens	3,0
<b>ÉGYPTE</b>	
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie et du tourisme, ainsi que d'études et/ou de prises de participation	
Prêt conditionnel à l' <b>Export Development Bank of Egypt</b>	
7,6 millions de livres égyptiennes	3,0
<b>JORDANIE</b>	
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie et du tourisme ainsi que d'études et/ou de prises de participation	
Prêt conditionnel à l' <b>Industrial Development Bank</b>	
0,4 million de dinars jordaniens	1,0
<b>ÉTATS ACP — Afrique</b>	
millions d'écus	
<b>AFRIQUE</b>	
Renouvellement ou installation dans onze pays d'équipements de radiotélécommunication, de météorologie et d'aide à la navigation visant à maintenir ou améliorer la sécurité de la navigation aérienne dans la zone de desserte de l'ASECNA	
Prêt conditionnel à l' <b>Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar</b>	15,0
<b>RÉGIONAL — AFRIQUE DE L'OUEST</b>	
Prêt global pour le financement d'études et de prises de participation	
Prêt conditionnel à la <b>Banque Ouest Africaine de Développement</b>	2,0
<b>RÉGIONAL — AFRIQUE CENTRALE</b>	
Prêt global pour le financement d'études de faisabilité de projets industriels, agro-industriels, miniers et touristiques et de prises de participation	
Prêt conditionnel à la <b>Banque de Développement des États d'Afrique Centrale</b>	0,7
<b>MALI</b>	
Ligne de transport d'électricité sous haute tension entre Bamako et Ségou (220 km)	
Prêt conditionnel à la <b>République du Mali pour Énergie du Mali</b>	
3 869,5 millions de francs CFA	11,0
Usine d'égrenage de coton à Koumantou et modernisation de neuf unités existantes	
Prêt conditionnel à la <b>Compagnie Malienne de Développement du Textile</b> par l'intermédiaire de la <b>République du Mali</b>	
3 355,8 millions de francs CFA	9,5
<b>GUINÉE</b>	
Amélioration de la capacité de production et de la productivité de l'usine d'alumine de Fria	
Prêt conditionnel à la <b>République de Guinée pour FRIGUIA</b>	
4 234,7 millions de francs guinéens	13,0
Exploitation d'une carrière de granit ornemental dans le massif de Maferingah, dans la région de Conakry	
Prêts conditionnels:	
— à la <b>République de Guinée</b> pour la participation au capital de la <b>Société des Granits de Guinée</b>	
205,3 millions de francs guinéens	0,6
— à la <b>Société des Granits de Guinée</b> par l'intermédiaire de la <b>République de Guinée</b>	
1 119,7 millions de francs guinéens	3,0
<b>CONGO</b>	
Réhabilitation du projet agro-industriel de Sanghapalm et mise en place d'une filière nationale corps gras comportant l'achèvement des plantations de palmier à huile de Kandeko et Mokeko, la construction d'une huilerie de palme à Kandeko et d'une raffinerie d'huile végétale à Brazzaville	
Prêt conditionnel à <b>Sanghapalm</b> et <b>Société des Huiles du Congo</b> par l'intermédiaire de la <b>République Populaire du Congo</b>	
5 651,8 millions de francs CFA	16,0
<b>SOUDAN</b>	
Remise en état et renforcement de trois des six groupes de la centrale hydroélectrique de Roseires, sur le Nil Bleu	
Prêt conditionnel à la <b>National Electricity Corporation</b> par l'intermédiaire de la <b>République du Soudan</b>	
51,3 millions de livres soudanaises	10,0



Prospection de gisements de minerai d'or dans la région d'Ariab

Prêt conditionnel à **Sudanese Mining Corporation** par l'intermédiaire du **Gouvernement du Soudan**  
15,4 millions de livres soudanaises 3,0

## ZAMBIE

Remise en état de sections de l'oléoduc de Tazama (1 700 km), reliant le port de Dar-es-Salam (Tanzanie) à la raffinerie de pétrole de Ndola (Zambie), et du dépôt d'hydrocarbures de Dar-es-Salam

Prêt conditionnel à la **Tazama Pipelines Ltd**  
114,8 millions de kwachas de Zambie 13,0

## ÉTHIOPIE

Extension du port commercial d'Assab par la construction d'un terminal polyvalent

Prêt conditionnel au **Port d'Assab (Marine Transport Authority)** par l'intermédiaire du **Gouvernement éthiopien**  
22,9 millions de birr d'Éthiopie 10,0

## MALAWI

Extension du réseau de transport et de distribution d'électricité

Prêt conditionnel à la **République du Malawi** pour la **Compagnie Nationale d'Électricité**  
23,5 millions de kwachas du Malawi 8,0

## MADAGASCAR

Construction d'une conserverie intégrée de thon à Antsiranana

Prêts conditionnels à la société «**Pêche et Froid Océan Indien**» et à la **Bankin' ny Tantsaha Mpamokatra**  
9 035,9 millions de francs malgaches 5,7

Étude de faisabilité technique et financière d'un projet d'exploitation de graphite, au Sud de Tamatave

Prêt conditionnel à la **République Démocratique de Madagascar**  
1 040,0 millions de francs malgaches 0,6

## MOZAMBIQUE

Remise en état des installations de production de la cimenterie de Matola, près de Maputo

Prêt conditionnel à la **République Populaire du Mozambique**  
3 881,1 millions de meticals 6,0

## GAMBIE

Extension et remise en état des réseaux d'adduction d'eau potable de l'agglomération de Banjul

Prêt conditionnel à la **République de Gambie** pour la **Gambia Utilities Corporation**  
45,7 millions de gambian dalasi 5,7

## BURKINA FASO

Construction d'une usine d'emballages en carton à Bobo Dioulasso

Prêt conditionnel à la **Société Nationale de Cartons et d'Emballages** par l'intermédiaire de l'**État du Burkina Faso**  
879,4 millions de francs CFA 2,5

Modernisation et extension d'une usine de toiles et de sacs en plastique à Ouagadougou

Prêt conditionnel à la **Société des Plastiques** par l'intermédiaire de l'**État du Burkina Faso**  
706,5 millions de francs CFA 2,0

## TANZANIE

Extension du réseau de transport d'électricité sous moyenne tension vers la région de Tukuyu, zone agro-industrielle du sud-ouest du pays

Prêt conditionnel à la **République Unie de Tanzanie** pour la **Tanzania Electric Supply Company**  
401,9 millions de shillings tanzaniens 3,5

## CAP VERT

Renforcement des équipements de production et de distribution d'électricité à Praia

Prêt conditionnel à la **République du Cap Vert** pour l'**Empresa Publica de Electricidade e Agua**  
256,2 millions d'escudos du Cap Vert 3,0

## SWAZILAND

Usine intégrée de filature, tissage et finissage de coton à Manzini, dans le centre du pays

Prêt conditionnel à **NATEX Ltd** par l'intermédiaire de la **Swaziland International Development Company Ltd**  
8,0 millions d'emalangen 3,0

## BURUNDI

Amélioration des conditions de stockage et de tri de café dans l'usine de Gitega (au centre du pays)

Prêt conditionnel au **Gouvernement du Burundi** pour l'**Office des Cafés du Burundi**  
408,7 millions de francs du Burundi 2,5

## TCHAD

Remise en état des installations d'alimentation en eau de N'Djamena

Prêt conditionnel à la **Société Tchadienne d'Eau et d'Électricité** par l'intermédiaire de la **République du Tchad**  
773,9 millions de francs CFA 2,2

## DJIBOUTI

Renforcement de la centrale de Tadjourah par l'adjonction d'un groupe diesel et ligne de transport vers Obock

Prêt conditionnel à l'**Électricité de Djibouti**  
392,5 millions de francs de Djibouti 2,0

## MAURITANIE

Étude de faisabilité technique et financière de la mise en valeur des gisements de minéral de fer de M'Haoudat

Prêt conditionnel à la **Société Nationale Industrielle et Minière**  
130,7 millions de ouguiyas 1,5

## SÉNÉGAL

Étude de faisabilité technique d'un projet d'exploration et de redémarrage de la production du champ de gaz de Diam Niadio-Kabor

Prêt conditionnel à **PETROSEN** par l'intermédiaire de la **République du Sénégal**  
210,0 millions de francs CFA 0,6

## ZAÏRE

Étude de faisabilité d'une nouvelle ligne électrique dans la partie nord de la région du Kivu

Prêt conditionnel à la **Société Nationale d'Électricité du Zaïre**  
72,3 millions de zaïres 0,4

## TOGO

Étude préalable à la réalisation d'un projet de liaison de transmission numérique entre le sud (Lomé) et le nord (Kara)

Prêt conditionnel à l'**Office des Postes et Télécommunications**  
35,3 millions de francs CFA 0,1

## ÉTATS ACP — Caraïbes

millions d'écus

### RÉGIONAL — CARAÏBES

Prêt global pour le financement de prises de participation dans des entreprises de petite et moyenne dimension des secteurs de l'industrie et du tourisme

Prêt conditionnel à la **Caribbean Financial Services Corporation Ltd**  
6,0 millions de dollars Est-Caraïbes 2,0

### SAINT-VINCENT ET GRENADINES

Augmentation du capital de la Development Corporation

Prêt conditionnel au **Gouvernement de Saint-Vincent et Grenadines**  
1,2 million de dollars Est-Caraïbes 0,4

Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme et de prises de participation

Prêt conditionnel à la **Development Corporation**  
4,3 millions de dollars Est-Caraïbes 1,4

Accroissement de la production d'électricité par le remplacement de trois groupes diesel vétustes dans les îles de Saint-Vincent et Bequia

Prêt conditionnel au **Gouvernement de Saint-Vincent et Grenadines**  
3,0 millions de dollars Est-Caraïbes 1,0

## BARBADE

Étude préalable à la réalisation d'un nouvel abattoir

Prêt conditionnel au **Gouvernement de la Barbade**  
0,2 million de dollars des Barbades 0,1

## ÉTATS ACP — Pacifique

millions d'écus

### SAMOA OCCIDENTALES

Barrage réservoir, centrale; installations de transport et de distribution d'électricité sur l'île d'Upolu

Prêt conditionnel au **Gouvernement des Samoa occidentales** pour la **Société de Production d'Électricité**  
6,8 millions de talas 2,6

Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'agro-industrie, de l'industrie, du tourisme et des transports

Prêts conditionnel à la **Development Bank of Western Samoa**  
1,9 million de talas 0,8

Prêt conditionnel à l'**État des Samoa occidentales** pour lui permettre d'augmenter sa participation au capital de la **Development Bank of Western Samoa**  
1,9 million de talas 0,8

### PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Extension, sur la côte est de l'île de la Nouvelle-Irlande, de plantations de palmiers à huile et de cacao; ligne de production d'huile de palme, aménagements de stockage et de manutention; remise en état des installations de traitement du cacao

Prêt conditionnel à la **New Ireland Development Corporation** par l'intermédiaire de l'**État de Papouasie-Nouvelle-Guinée**  
3,6 millions de kinas 3,5



millions d'écus

**POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Renforcement du réseau de transport d'électricité sous haute et moyenne tension de Tahiti

Prêt conditionnel au **Gouvernement du Territoire de la Polynésie française** pour la **Société de transport d'énergie électrique en Polynésie**  
254,5 millions de francs CFP

2,0

**ANGUILLA**

Hôtel-bungalow sur la côte sud-ouest

Prêt conditionnel à l'**Anguilla Tourism Development Company** par l'intermédiaire de **Anguilla Development Board**  
4,5 millions de dollars Est-Caraïbes

1,5

**ARUBA**

Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme, de prises de participation et d'études de préinvestissement

Prêt conditionnel à l'**Aruban Investment Bank**  
2,0 millions de florins antillais

1,0

Dans les États ACP, conformément aux orientations de la troisième Convention de Lomé, priorité a été donnée aux financements dans l'industrie et l'agro-industrie; en 1988, les concours dans ces secteurs ont atteints 142 millions d'écus — soit près de la moitié du montant total prêté — notamment pour de nombreuses petites entreprises.





# Ressources

Le montant total des ressources collectées par la Banque en 1988 s'établit à 7 659,5 millions contre 5 592,7 millions en 1987. Ces fonds ont été recueillis en quasi-totalité sur les marchés des capitaux, soit 7 406,9 millions. La Banque s'est en outre adressée au marché monétaire pour un montant de 252,5 millions sous forme de "notes" en écus destinés à sa trésorerie.

## Évolution des marchés des capitaux

En début d'année, les investisseurs inquiets des répercussions possibles de la crise boursière d'octobre 1987, ont marqué certaines hésitations à engager des ressources importantes sur le marché des titres, en dépit des liquidités injectées par les autorités monétaires des pays industrialisés.

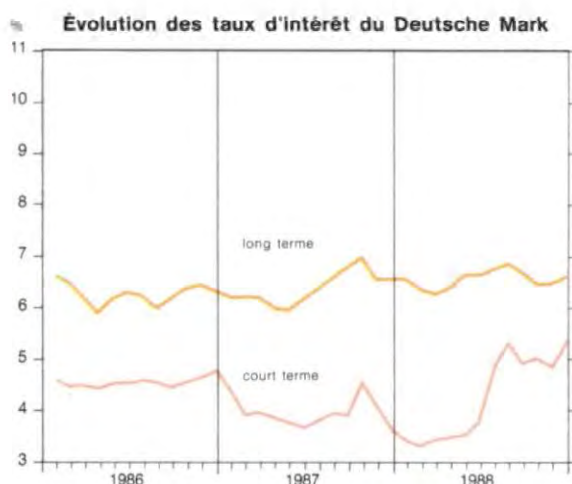
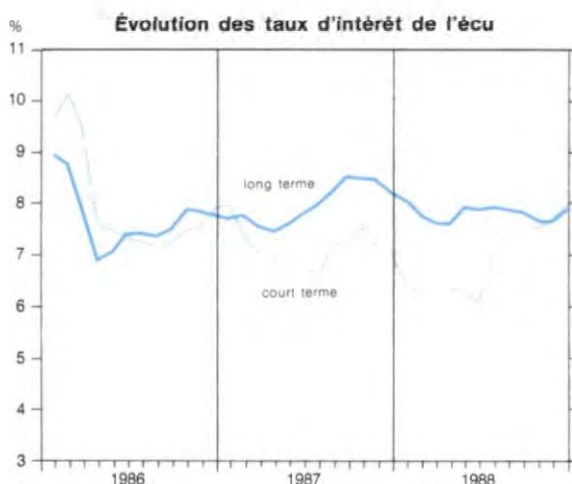
Durant le premier trimestre, la baisse des taux d'intérêt à long terme, permise par ces mesures, s'est accentuée et certains pays comme la France, la Belgique et les Pays-Bas ont pu réduire leurs taux directeurs à court terme. Les investisseurs se sont alors tournés vers le marché obligataire dans la perspective d'une poursuite de la baisse des taux d'intérêt et, surtout, par méfiance à l'égard des placements en actions. L'activité d'émission obligataire a donc fortement augmenté dans presque tous les compartiments monétaires à l'exception du dollar et de l'écu.

Pendant le deuxième trimestre, la confirmation d'une croissance économique rapide a progressivement

poussé à la hausse les taux d'intérêt à long terme sur la plupart des marchés.

A la mi-août, la Réserve Fédérale, préoccupée par l'apparition de tensions inflationnistes, a relevé son taux d'escompte. Cette mesure a accéléré le mouvement à la hausse du dollar en dépit des interventions des autorités monétaires aux États-Unis puis en Europe. Ces mesures ont ralenti, puis inversé, l'appréciation du dollar à la fin du mois d'août. Il en est résulté une période de haut niveau d'activité d'émission sur la plupart des marchés obligataires. L'activité d'émission en euro-dollars a, en particulier, fortement progressé au cours du troisième trimestre sous l'effet d'un rétrécissement de l'écart entre les rendements obligataires à New York et sur le marché de l'euro-dollar.

En novembre, après les élections présidentielles américaines, les taux d'intérêt se sont orientés à la hausse. L'attrait des monnaies à haut rendement pour les investisseurs a entraîné un volume élevé



d'émissions obligataires pendant le dernier trimestre. Une forte demande d'obligations en Deutsche Mark et en yen a été sensible. Le total des émissions obligataires internationales a ainsi atteint 163 milliards d'écus en 1988, soit une augmentation de quelque 16 % par rapport à 1987.

\*  
\* \*

Contrairement aux précédentes, l'année 1988 n'a pas été marquée par des innovations appréciables dans les techniques financières. Elle a été, plutôt, une période de consolidation et d'expansion de l'utilisation d'instruments précédemment introduits, et en particulier les opérations de swap (ou opérations d'échange).

Parmi les nouvelles formes de titres apparues sur le marché, il convient de mentionner les notes à taux révisable «Variable rate notes» (VRN). Dans cette variante des notes à taux variable (floating rate notes (FRN)), à chaque date de nouvelle fixation du rendement, la marge au-dessus du taux de référence peut être modifiée dans des limites préétablies, si l'opinion du marché sur la solvabilité de l'émetteur se modifie. Le marché des FRN est resté, quant à lui, peu actif, avec toutefois une reprise du cours des FRN à échéances fixes sur le marché secondaire.

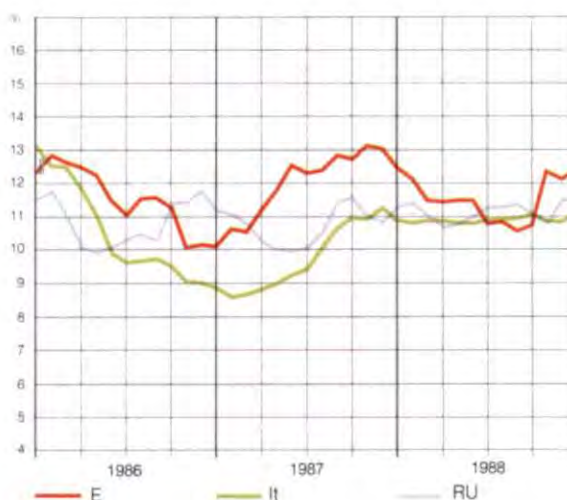
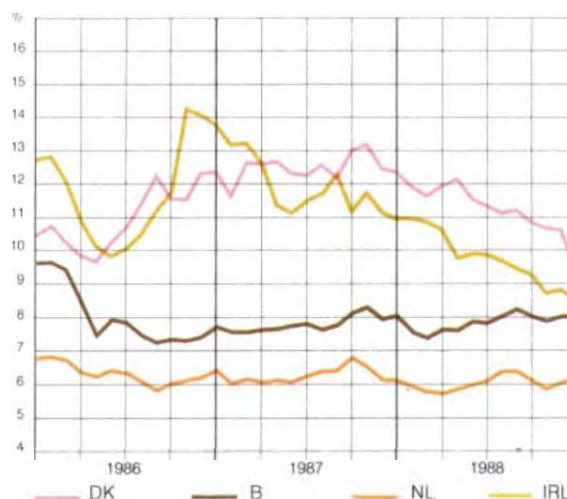
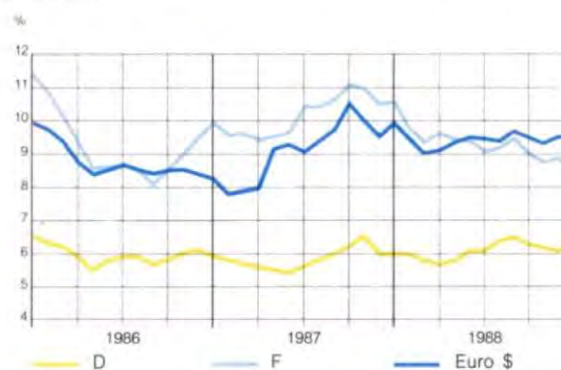
Parmi les mesures de déréglementation des marchés des capitaux en Europe, on peut noter, pour 1988, l'autorisation, aux Pays-Bas, d'obligations à coupon zéro et à prix d'émission très inférieur au pair et la libéralisation du régime des changes en Italie, au Danemark et en Irlande.

En Allemagne, les particuliers non-résidents ont été autorisés, à partir du mois d'octobre, à acheter à l'émission des obligations à moyen terme émises par le gouvernement fédéral (Bundesobligationen). En outre, tous les non-résidents ont été autorisés à acheter ces titres sur les marchés secondaires. Le marché des titres de dette de l'État a ainsi été élargi.

Une retenue à la source de 10 % sur les revenus d'intérêt a été introduite à compter de 1989. Elle s'applique entre autres aux obligations émises par des résidents sur le marché intérieur. En outre, la Bundesbank a élargi sa gamme de pratiques de prise en pension. Enfin, le marché londonien des opérations à terme LIFFE a introduit des contrats à terme sur les obligations de la République Fédérale à 10 ans.

### Taux de rendement brut des obligations

cotées en bourse sur les différents marchés financiers de la Communauté et dont les émissions présentent des caractéristiques comparables à celles des emprunts de la Banque. Aux fins de comparaison pour le Royaume-Uni et l'Irlande, les rendements capitalisés sur une base semestrielle ont été ramenés à une base annuelle.





## Activité de la Banque sur les marchés des capitaux

En raison d'une demande de décaissements sur prêts plus importante que l'année précédente, en particulier pendant le dernier trimestre, le montant total des appels de la Banque aux différents compartiments des marchés financiers a atteint 7 406,9 millions d'écus, soit une augmentation de plus de 34,8 % par rapport à l'année précédente. Sur ce montant, 6 095,9 millions d'écus ont été destinés au financement des prêts de la Banque et 1 311,5 millions d'écus au remboursement d'emprunts par anticipation. La Banque a, par ailleurs, émis pour ses opérations de trésorerie des titres à court terme libellés en écus pour un montant de 252,5 millions, portant ainsi leur encours à 352,5 millions.

Répondant aux souhaits de sa clientèle, la collecte de ressources de la Banque a porté, plus encore que les années précédentes, sur les marchés des devises communautaires. Au total, 84 % de sa collecte a concerné ces monnaies et, en particulier, le Deutsche Mark, l'écu, le franc français, puis la livre sterling.

Les émissions publiques et les placements privés à taux fixe ont correspondu à un montant de 6 889,2 millions d'écus (contre 4 564,5 millions en 1987) dont 497,8 millions d'écus ont fait l'objet d'échanges (swaps) à taux variable. Le montant des opérations collectées directement à taux variable a

atteint 151,2 millions d'écus contre 200 millions en 1987.

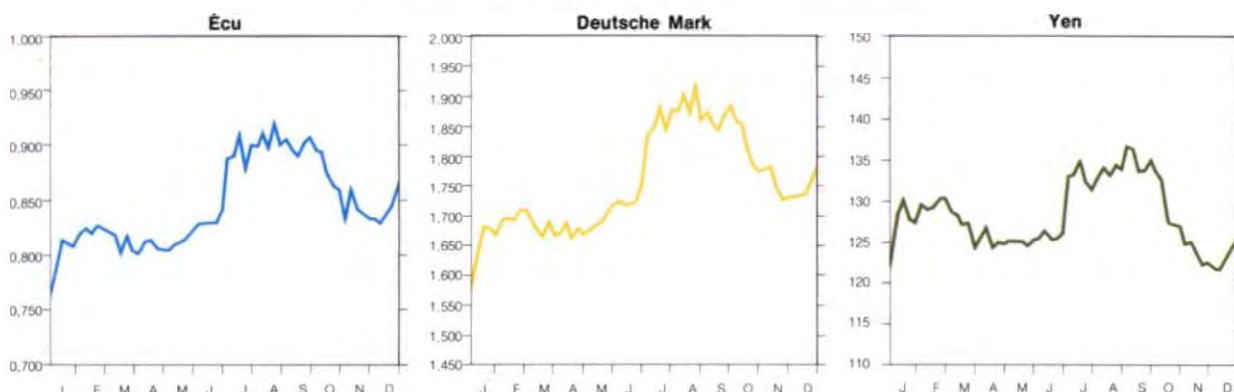
Destiné au refinancement des emprunts remboursés par anticipation, le montant des opérations interbancaires s'est élevé à 311,2 millions, en diminution par rapport à l'année précédente; celui des émissions de 'notes' sur le marché américain, a atteint 55,5 millions d'écus, contre 352,1 millions l'année précédente, la Banque ayant pu recourir à un financement moins cher par voie d'émissions publiques sur le marché international.

Ainsi globalement, compte tenu des ajustements liés aux opérations de swaps (6,7 millions, cf. tableau 11), les ressources disponibles se sont élevées à 7 666,1 millions.

\* \*

Comme indiqué précédemment, l'année 1988 a été marquée par un recours important aux **devises communautaires**, avec une première intervention sur les marchés de la peseta et de l'escudo. La Banque a ainsi eu recours à la plupart des marchés des capitaux sauf les marchés grec et danois. Ces appels aux différents marchés ont été relativement diversifiés: émissions publiques, emprunts privés, crédits bancaires à taux fixe ou variable, 'swaps' ou

Évolution en 1988 par rapport au dollar des États-Unis, des taux de change de l'écu, du Deutsche Mark et du yen





Ressources

'échanges' d'intérêts et/ou de devises, opérations interbancaires tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés internationaux.

Le **Deutsche Mark** a été la monnaie la plus empruntée avec 1 545,1 millions d'écus, soit plus de

20 % des ressources collectées (1 153 millions en 1987). Au début de l'année, les variations du cours du dollar des Etats-Unis n'ont pas eu d'influence négative sur le marché des capitaux libellés en Deutsche Mark. Durant l'été, des tensions sont apparues, liées à l'accroissement important du

Tableau 12: Ressources collectées en 1988 par monnaies

	Avant swaps		Swaps	Après swaps		Total
	Millions d'écus	%		Millions d'écus	%	
1. OPÉRATIONS À LONG ET MOYEN TERME						
<b>Emprunts à taux fixe</b>	<b>6 889,14</b>	<b>89,94</b>	<b>— 497,79</b>	<b>6 391,35</b>	<b>86,21</b>	<b>83,37</b>
<b>Communauté</b>	<b>5 656,70</b>	<b>73,85</b>	<b>— 310,80</b>	<b>5 345,90</b>	<b>72,11</b>	<b>69,73</b>
DEM	1 303,47	17,02	—	1 303,47	17,58	17,00
ECU	959,00	12,52	34,00	993,00	13,39	12,95
FRF	853,76	11,15	—	853,76	11,52	11,14
GBP	751,93	9,82	— 247,77	504,16	6,80	6,58
ITL	500,60	6,54	— 97,03	403,57	5,44	5,26
NLG	500,07	6,53	—	500,07	6,75	6,52
BEF	403,77	5,27	—	403,77	5,45	5,27
ESP	237,07	3,10	—	237,07	3,20	3,09
LUF	85,43	1,12	—	85,43	1,15	1,11
IEP	32,28	0,42	—	32,28	0,44	0,42
PTE	29,32	0,38	—	29,32	0,40	0,38
<b>Pays tiers</b>	<b>1 232,44</b>	<b>16,09</b>	<b>— 186,99</b>	<b>1 045,45</b>	<b>14,10</b>	<b>13,64</b>
CHF	555,93	7,26	—	555,93	7,50	7,25
JPY	347,88	4,54	— 33,65	314,23	4,24	4,10
USD	252,02	3,29	— 76,73	175,29	2,36	2,29
CAD	76,61	1,00	— 76,61	—	—	—
<b>Emprunts à taux variable</b>	<b>151,15</b>	<b>1,97</b>	<b>504,47 <sup>(1)</sup></b>	<b>655,62 <sup>(1)</sup></b>	<b>8,84</b>	<b>8,55</b>
ECU	—	—	82,94	82,94	1,12	1,08
GBP	—	—	247,77	247,77	3,34	3,23
ITL	151,15	1,97	97,03	248,18	3,35	3,24
USD	—	—	76,73	76,73	1,03	1,00
<b>Opérations interbancaires</b>	<b>311,15</b>	<b>4,06</b>	<b>—</b>	<b>311,15</b>	<b>4,20</b>	<b>4,06</b>
DEM	241,63	3,15	—	241,63	3,26	3,15
BEF	69,52	0,91	—	69,52	0,94	0,91
<b>Notes à moyen terme en USD</b>	<b>55,48</b>	<b>0,72</b>	<b>—</b>	<b>55,48</b>	<b>0,75</b>	<b>0,72</b>
<b>Total</b>	<b>7 406,92</b>	<b>96,70</b>	<b>—</b>	<b>7 413,60 <sup>(1)</sup></b>	<b>100,0</b>	<b>96,71</b>
2. OPÉRATIONS À COURT TERME						
"Notes" en écus	252,50	3,30	—	252,50	—	3,29
<b>Total (1 + 2)</b>	<b>7 659,42</b>	<b>100,00</b>	<b>—</b>	<b>7 666,10 <sup>(1)</sup></b>	<b>—</b>	<b>100,00</b>

(1) Y compris les ajustements de swap de 6,68 millions.

volume des émissions et à la diminution du différentiel d'intérêts entre le Deutsche Mark et le dollar. Par la suite, l'affaiblissement de la monnaie américaine a permis une amélioration des rendements des émissions en Deutsche Mark. Les bons résultats économiques ont limité les recours à l'emprunt de l'Etat fédéral. Dans ce contexte, la Banque a pu intervenir aussi fréquemment que nécessaire et augmenter la taille de ses émissions. Ce fut le cas, notamment au troisième trimestre, avec une émission de 800 millions de Deutsche Mark divisée en deux tranches, l'une à 5 ans, l'autre à 8 ans, suivie quelques mois après d'une opération d'un montant de 700 millions de Deutsche Mark pour une durée de 10 ans; ces opérations, bien acceptées par le marché, ont permis d'améliorer la liquidité du marché des titres BEI. En outre, la Banque a réalisé durant l'année, des émissions publiques de moindres montants. Le montant des opérations interbancaires a atteint 241,6 millions contre 409,4 millions en 1987, une partie importante du financement des remboursements par anticipation s'étant effectuée par voie de nouvelles émissions publiques.

Le total des ressources collectées à long et moyen terme en **écus** a atteint 1 075,9 millions, contre 807,4 millions en 1987, dont 82,9 millions à taux variable obtenus par échange à partir d'une émission publique sur le marché international en dollar des Etats-Unis. L'activité sur le marché de l'écu a été concentrée sur le début de l'année et le quatrième trimestre. Au total, la Banque a augmenté sa part sur le marché international, où elle demeure le principal émetteur.

En 1988, la Banque a principalement sollicité les marchés européens, mais également le marché japonais. Des émissions ciblées sur le marché suisse ont constitué l'essentiel des émissions sur le marché européen avec trois émissions dirigées par des banques helvétiques pour un total de 400 millions. Au Japon, la Banque s'est adressée directement aux souscripteurs nippons et a pu obtenir des fonds d'une durée supérieure à celle disponible sur les marchés européens. Le marché japonais a également fourni des écus à taux fixe, sous forme soit de placements privés dans cette monnaie soit en yen échangés contre des écus pour un montant total de 118 millions. En France, une émission de 50 millions a été principalement placée auprès des particuliers par l'intermédiaire des organismes de crédit agricole associés à certains de leurs homologues européens, et des banques populaires. Enfin, une émission internationale de 100 millions en fin d'année, fongible avec un

emprunt précédemment lancé par la Banque, a complété le programme de ses emprunts en écus.

Le **franc français** a constitué la troisième monnaie empruntée par la Banque avec 853,8 millions contre 464,0 millions l'année précédente. Les conditions du marché, relativement favorables en début d'année, se sont quelque peu dégradées par la suite; toutefois, une liquidité importante et des taux relativement élevés intéressant les investisseurs ont permis à la Banque d'effectuer des émissions de taille importante: deux sur le marché international destinées à servir de référence et deux sur le marché domestique. Sur un marché très volatile et soumis aux influences des marchés extérieurs, en particulier celui du dollar des Etats-Unis, la Banque a continué d'assortir généralement ses émissions de contrats de fixation de taux différés (*deferred rate setting*) qui lui permettent de se prémunir contre les risques des fluctuations de taux d'intérêt.

Les ressources en **livres sterling** ont fortement crû, plaçant cette monnaie au quatrième rang des devises empruntées (751,9 millions en 1988 contre 142 millions en 1987). Bénéficiant de marchés relativement actifs pendant les deux premiers trimestres et les derniers mois de l'année, la Banque a pu

### Versements et encours

Les versements effectués en 1988 au titre des prêts sur ressources propres atteignent 7 843,7 millions dont 7 660,7 millions dans la Communauté et 183 millions hors Communauté. L'encours des prêts sur ressources propres et des garanties est passé de 40 506,2 millions au 31 décembre 1987 à 47 627 millions au 31 décembre 1988 (+ 17,6 %). Les garanties principales dont sont assortis les prêts en cours figurent à l'annexe B (note 2) des états financiers.

Le total du bilan fin 1988 atteint 49 120 millions contre 42 875 millions fin 1987.

Les versements effectués en 1988 au titre des financements sur les ressources de la Communauté ou des Etats membres s'élèvent à 382 millions, dont 283,9 millions pour les prêts au titre du NIC et 98,1 millions pour les opérations dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans certains pays du bassin méditerranéen. L'encours des opérations de la section spéciale est passé de 8 880,6 millions à 8 764,6 millions fin 1988.

Tableau 13: Ressources collectées

## I. Opérations à long et moyen terme à taux fixe et à taux variable (avant swaps)

## EMPRUNTS PUBLICS

Émis au cours du mois de	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (en millions)	Montant en écu (en millions)	Durée de l'emprunt (années et mois)	Taux nominal (%)
Janvier	Luxembourg	LUF	1 000,0	23,2	8	7,00
	Luxembourg	ECU	150,0	150,0	8	8,00
	Allemagne	DEM	300,0	145,6	10	6,125
	Suisse	CHF	150,0	90,1	10	4,50
Février	Royaume-Uni	GBP	100,0	143,5	6,9	9,50
	Luxembourg	ECU	50,0	50,0	9,9	8,375
	Luxembourg	CAD	130,0	76,6	10	10,125
	France	FRF	1 500,0	214,8	15	9,00
Mars	Luxembourg	USD	100,0	76,7	10	9,00
	Italie	ITL	150 000,0	98,6	5	11,50
	Luxembourg	ECU	150,0	150,0	8	7,50
	Allemagne	DEM	400,0	194,1	10	5,75
	Luxembourg	ITL	150 000,0	98,6	8	variable
	Luxembourg	JPY	30 000,0	189,5	4	4,75
Avril	Royaume-Uni	GBP	30,0	45,1	6,9	9,50
	Pays-Bas	NLG	200,0	85,9	6	5,75
	France	ECU	75,0	75,0	7	7,375
Mai	Pays-Bas	NLG	300,0	128,8	5	5,50
Juin	Suisse	CHF	150,0	87,8	10	4,625
	Allemagne	DEM	200,0	96,4	10	5,875
	Italie	ITL	200 000,0	130,0	5	11,50
	Royaume-Uni	GBP	70,0	105,2	6,9	9,50
Juillet	Belgique	BEF	6 000,0	138,0	8	7,75
	Luxembourg	FRF	1 500,0	214,3	7	8,75
	Luxembourg	USD	200,0	175,3	4	8,75
	Luxembourg	ITL	150 000,0	97,4	8	10,75
	Allemagne	DEM	500,0	241,0	5	5,50
	Allemagne	DEM	300,0	144,6	8	6,25
Septembre	Pays-Bas	NLG	150,0	64,1	10	6,50
Octobre	Luxembourg	ECU	100,0	100,0	10	8,00
	Espagne	ESP	2 000,0	145,9	10	10,35
	Allemagne	DEM	300,0	144,5	10	6,00
	Luxembourg	ITL	150 000,0	97,0	7	11,25
	Suisse	CHF	200,0	113,9	10	4,75
	France	FRF	2 000,0	283,1	10	8,70
	Luxembourg	ECU	250,0	250,0	7	7,75
	Royaume-Uni	GBP	100,0	152,7	8,3	10,00
Novembre	Allemagne	DEM	700,0	337,3	10	5,875
	Pays-Bas	NLG	150,0	64,1	10	6,25
	Irlande	IEP	25,0	32,3	8	8,75
	Luxembourg	FRF	1 000,0	141,5	4	8,625
	Portugal	PTE	5 000,0	29,3	9	13,50
	Royaume-Uni	GBP	100,0	152,7	21	9,50
Décembre	Luxembourg	ECU	100,0	100,0	6,1	7,75
	Espagne	ESP	12 500,0	91,2	7	11,40
<b>(45)</b>				<b>5 765,7</b>		

## EMPRUNTS PRIVÉS

Nombre d'opérations	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (en millions)	Montant en écu (en millions)	Durée de l'emprunt (années)	Taux nominal (%)
4	NLG	364,7	157,2	4—15	5,40—6,88
7	BEF	11 500,0	265,8	3—8	7,70—8,22
9	LUF	2 700,0	62,3	3—7	7,00—7,625
4	CHF	450,0	264,2	4—6	4,00—4,375
2	JPY	2 365,0	158,4	5—10	5,10—5,70
2	ECU	84,0	84,0	10	6,875—8,00
2	ITL	200 000,0	130,2	8	12,50—variable
1	GBP	100,0	152,7	20	8,99
<b>31</b>			<b>1 274,6</b>		

## NOTES À MOYEN TERME

<b>4</b>	USD	69,5	<b>55,5</b>	1—3	7,75—8,70
----------	-----	------	-------------	-----	-----------

## OPÉRATIONS INTERBANCAIRES

	DEM		241,6		
	BEF		69,5		
			<b>311,2</b>		

## II. "Notes" en écus

			<b>252,5</b>		
--	--	--	--------------	--	--

## Total

			<b>7 659,5</b>		
--	--	--	----------------	--	--



accroître ses appels au marché tout en les diversifiant: émission internationale en euro-sterling, crédit bancaire, émission sur le marché intérieur (marché du 'bull-dog'). Une bonne partie de ces émissions a été assortie de contrats de fixation de taux différés et d'échanges d'intérêt pour obtenir des ressources à taux variable à hauteur de 247,8 millions. Sur le marché de l'euro-sterling, la Banque a lancé une émission internationale dont le montant a été porté progressivement de 100 à 300 millions. La réouverture du marché du 'bull-dog', liée à la raréfaction des titres à long terme suite à des rachats importants de titres d'Etat par la Banque d'Angleterre, a permis à la Banque de revenir sur ce marché avec un système nouveau d'appel d'offres et pour un montant de 100 millions de livres sterling. La Banque a par ailleurs conclu un crédit bancaire de 100 millions de livres sterling.

La collecte en **lire italienne** est restée stable (651,8 millions contre 639,2 millions en 1987) sur un marché où, à l'exception du dernier trimestre, les investisseurs se sont montrés peu enclins à s'engager à long terme du fait de la politique suivie de hausse des taux. La Banque a adapté sa politique d'émission en utilisant, lorsque les conditions le permettaient, les différents segments du marché et en proposant le paiement d'un taux fixe ou variable. Pour les émissions publiques, l'action de la Banque s'est partagée entre l'euro-marché, trois emprunts pour un montant total de 450 milliards de lires, et le marché intérieur, 350 milliards de lires en deux opérations. Le secteur des placements privés a été plus utilisé que les années précédentes et a permis de collecter 200 milliards de lires. Afin de pouvoir se procurer des ressources à taux variable, la Banque a, pour la première fois, lancé sur le

marché de l'euro-lire une émission à taux fixe échangée contre du taux variable.

Aux **Pays-Bas**, le marché a été influencé par l'évolution du marché allemand, avec pendant un temps des taux en florins inférieurs à ceux du marché intérieur en Deutsche Mark, suite au projet d'introduction d'une retenue à la source en Allemagne. Sur le plan intérieur, il a été influencé par la relative diminution de l'inflation et du déficit budgétaire. Dans ces circonstances, le total des emprunts et des placements privés de la Banque a pu augmenter, passant de 337,9 millions d'écus en 1987 à 500,1 millions. La Banque a été présente sur le marché intérieur avec trois émissions publiques et quatre emprunts privés. Sur le marché international, elle a, pour la première fois, procédé à une émission en florins destinée principalement à des investisseurs suisses et dirigée par une banque helvétique, ce qui a permis d'en abaisser substantiellement le coût.

En **Belgique**, les fluctuations des marchés de change et les développements intervenus sur les marchés financiers extérieurs ont joué un rôle prépondérant dans les mouvements des taux d'intérêt. Une émission publique, des emprunts privés et une opération interbancaire ont permis de récolter 473,3 millions d'écus, contre 302,2 millions l'année précédente, montant correspondant à des décaissements sur prêts et à des remboursements d'emprunts par anticipation.

Au **Luxembourg**, la Banque a levé, par voie d'une émission publique et d'emprunts privés, un montant de 85,4 millions d'écus, contre 78,9 millions l'année précédente.

Tableau 14: **Évolution des ressources collectées**

(millions d'écus)										
	Ressources collectées	Nombre	Emprunts à long et moyen terme <sup>(1)</sup>					Opérations à court terme		Participation de tiers au financement des prêts
			Emprunts publics	Emprunts privés	Opérations interbancaires	Notes à moyen terme	Total	Papier commercial	"Notes" en écus	
1984	4 360,9	104	3 227,5	822,2	—	—	4 049,7	189,1	100,0	22,1
1985	5 709,1	75	4 229,0	1 095,5	—	—	5 324,5	374,0	—	10,6
1986	6 785,5	72	5 434,8	1 009,7	321,0	—	6 765,5	—	—	20,0
1987	5 592,7	116	3 768,4	996,1	455,9	352,1	5 572,5	—	—	20,2
1988	7 666,1	85	5 772,3	1 274,6	311,2	55,5	7 413,6	—	252,5	—
1961/1988	52 298,7	1 067	35 672,4	13 440,0	1 150,2	407,6	50 670,2	563,1	352,5	712,9

(1) Après swaps.

En 1988, la Banque est intervenue pour la première fois sur les marchés de l'Espagne et du Portugal. En **Espagne**, le marché des capitaux a été influencé principalement par les pressions inflationnistes au quatrième trimestre et la forte croissance de la masse monétaire, ce qui a conduit les autorités monétaires à durcir leur politique. La Banque est intervenue en octobre sur le marché des émetteurs non résidents en peseta (le marché 'matador') avec une émission dont le montant fut le plus important (20 milliards de pesetas) et le taux le plus bas des opérations réalisées jusqu'alors. La désignation du chef de file s'est faite par appel d'offres, pratique suivie par la Banque sur les autres marchés. Pour satisfaire ses décaissements importants en peseta, la Banque est revenue sur ce marché en fin d'année. Compte tenu de la demande, cette émission a été portée de 10 à 12,5 milliards. Sur le marché du **Portugal**, dont la modernisation et la libéralisation se sont poursuivies, les taux d'intérêt ont été orientés à la baisse pendant la première partie de l'année avant que des tensions n'apparaissent par suite des pressions inflationnistes et de la détérioration de la balance des paiements. La Banque a ouvert le marché des obligations étrangères libellées en escudo en lançant une opération pour un montant de 5 milliards d'escudos.

Enfin, en **Irlande**, la baisse des taux d'intérêt due à la diminution des pressions inflationnistes, à la nouvelle amélioration du déficit de la balance des paiements et à la réduction des appels de l'État, a permis à la Banque de lancer une émission de 25 millions de livres irlandaises en utilisant la technique de l'appel d'offres pour la désignation du chef de file.

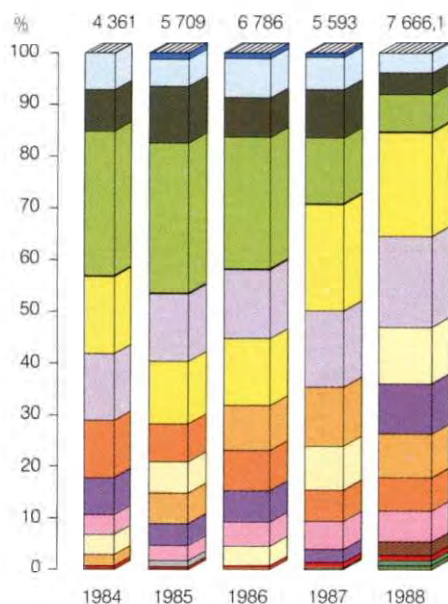
\*  
\* \*

Le déclin de la part des **monnaies non-communautaires** dans la collecte des ressources, signalé en 1987, s'est accentué en 1988. Pour l'essentiel, les montants collectés ont été destinés au remboursement par anticipation d'émissions publiques ou de placements privés précédemment lancés par la Banque.

Le **franc suisse** a été la monnaie la plus empruntée avec 555,9 millions contre 370,4 millions l'année précédente. Bien que l'activité d'émissions sur le marché helvétique se soit progressivement réduite suite à la hausse des taux, la Banque a maintenu

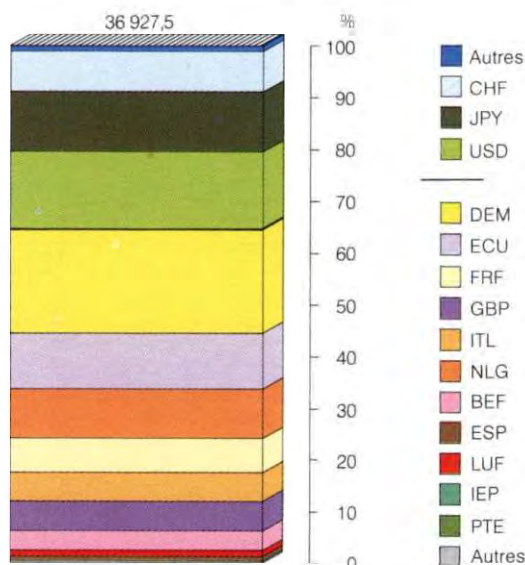
Ressources collectées de 1984 à 1988

(millions ECU)



Encours des emprunts à long et moyen terme au 31 décembre 1988

(millions ECU)



durant l'année son activité en faisant appel aussi bien au marché public (291,7 millions) que privé (264,2 millions).

La collecte en **yen** atteint 314,2 millions d'écus, contre 517,2 millions l'année précédente. L'activité d'émission sur les marchés des obligations libellées en yen, est restée limitée en raison de l'incertitude sur l'évolution des taux et de la faiblesse du yen par rapport au dollar. Au cours du premier trimestre, la Banque a lancé un emprunt sur le marché de l'euro-yen d'un montant de 30 milliards de yen, puis elle a conclu des placements privés et des crédits bancaires (158,4 millions d'écus) qui lui ont permis de se procurer des écus par voie d'échanges. A la suite de la nouvelle procédure instituée sur le marché japonais et analogue à celle de l'enregistrement permanent sur le marché américain (shelf

registration), la Banque a été la première institution internationale et le deuxième emprunteur, à déposer un dossier. Elle sera ainsi à même d'intervenir plus rapidement que par le passé sur ce marché pour des émissions libellées en yen ou en d'autres devises.

La part du **dollar des États-Unis** dans la collecte de la Banque a encore diminué en 1988 (307,5 millions d'écus contre 721,9 millions). La Banque a lancé deux émissions sur le marché international pour un montant total de 300 millions de dollars, l'une au premier trimestre, l'autre au début du troisième. De plus, la Banque s'est procurée des dollars des États-Unis à taux variable à partir d'une émission en dollar canadien et a poursuivi ses émissions de 'notes' dans le cadre du programme de 1987 (55,5 millions de dollars).



## Résultats de gestion

---

Les résultats de gestion de la Banque, en 1988, demeurent influencés par l'utilisation de ses fonds propres. L'écart entre les intérêts sur prêts et les charges sur emprunts, qui correspond à une fraction importante de l'excédent de gestion, provient essentiellement, comme par le passé, de l'accroissement des revenus sur fonds propres.

Le montant des intérêts et commissions sur prêts, perçus en 1988, a atteint 3 712 millions contre 3 374,5 millions en 1987, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 3 087,9 millions, contre 2 826,8 millions en 1987. Les commissions de gestion ont été stables, 18,4 millions en 1988 contre 18,2 millions l'année précédente.

Les revenus au titre des intérêts et commissions sur placements passent de 201 millions, en 1987, à 240,4 millions en raison de l'augmentation du volume des capitaux engagés et de la croissance des taux, principalement pendant le dernier trimestre de l'année.

Le solde entre les produits et les frais financiers s'établit à 12,5 millions contre 25,3 millions en 1987.

Compte tenu des différences de change et après imputation de l'annuité d'amortissement sur frais d'émission et primes de remboursement pour

92,8 millions, des dépenses et charges administratives ainsi que des amortissements sur immeubles et matériel, l'excédent de gestion de la Banque s'élève à 727,5 millions. Après l'imputation d'une plus-value résultant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts, de 27 millions, et d'une charge exceptionnelle de 49,8 millions réglée à la Commission des Communautés européennes au titre de l'impôt sur les traitements et pensions du personnel de la Banque jusqu'au 31 décembre 1987, le solde du compte de profits et pertes atteint 704,7 millions contre 649,1 millions l'année précédente.

Le Conseil d'administration a décidé de recommander au Conseil des gouverneurs d'augmenter la provision pour variation du taux de conversion de l'écu d'un montant de 27 millions, représentant la plus-value nette ressortant au 31 décembre 1988 de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts, et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1988 de 727,5 millions diminué du montant correspondant de la charge exceptionnelle de 49,8 millions, soit au total 677,7 millions, à la réserve supplémentaire.

Le total du bilan a atteint 49 120,3 millions au 31 décembre 1988 contre 42 875,3 millions au 31 décembre 1987, soit une augmentation d'un peu plus de 14 %.

# Administration

## Comité de direction

A sa séance annuelle du 13 juin 1988, le Conseil des gouverneurs a nommé six des sept membres du Comité de direction de la Banque pour une période de six ans. M. Ernst-Günther BRÖDER, Président, et MM. C. Richard ROSS, Lucio IZZO, Alain PRATE et Miguel Angel ARNEDO ORBAÑANOS, Vice-Présidents, ont été reconduits dans leurs fonctions. M. Erling JØRGENSEN, Directeur général du Ministère danois des finances et membre du Conseil d'administration de la BEI, a été nommé Vice-Président. Le 29 juin 1988, M. Ludovicus MEULEMANS, Directeur général du Trésor belge et membre du Conseil d'administration de la BEI, a été nommé Vice-Président. En reconnaissance des services qu'ils ont rendus à la Banque, le Conseil des gouverneurs a conféré à MM. Arie PAIS et Noel WHELAN, dont les mandats s'achevaient le 13 juin, le titre de Vice-Président honoraire.

## Conseil d'administration

A sa séance annuelle du 13 juin 1988, le Conseil des gouverneurs a nommé, pour une période de cinq ans, le Conseil d'administration, lequel est composé de 22 administrateurs (21 désignés par les Etats membres et 1 par la Commission des Communautés européennes) et de 12 suppléants (11 désignés par les Etats membres et 1 par la Commission des Communautés européennes).

En remplacement de MM. Erling JØRGENSEN et David McCUTCHEON, MM. Lars TYBJERG et Michael J. SOMERS ont été nommés administrateurs. MM. Andrew J.C. EDWARDS et Flemming FARUP-MADSEN, Mme Ariane BOLENSKY et MM. Savino SPINOSI et Jan H.G. VANORMELINGEN, suppléants, ont été remplacés par MM. R.I.G. ALLEN, Maurice O'CONNELL, Christian NOYER, Mme L. Fernanda FORCIGNANÒ et M. J.L. JONKHART. Les mandats des autres administrateurs et suppléants ont été renouvelés.

Par la suite, MM. Pedro MARTÍNEZ MÉNDEZ et Ludovicus MEULEMANS, administrateurs, ont été remplacés par MM. Manuel CONTHE GUTIÉRREZ et Jan H.G. VANORMELINGEN et MM. Kaj BARLEBO-LARSEN et T. Alastair CLARK, suppléants, par MM. Giovanni RAVASIO et Oliver PAGE.

Le Conseil d'administration remercie les collègues qui ont quitté leur fonction, de leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

## Comité de vérification

A sa séance annuelle du 13 juin 1988, le Conseil des gouverneurs a, comme chaque année, procédé au renouvellement d'un des membres du Comité de vérification. Pour remplacer M. Jørgen BREDSDORFF, Président sortant, le Conseil des gouverneurs a nommé M. Constantin THANOPOULOS, directeur à la Banque de Grèce, membre du Comité de vérification pour les exercices 1988, 1989 et 1990. La présidence du Comité est passée à M. Albert HANSEN jusqu'à l'approbation, à la séance annuelle de 1989, du bilan de la Banque et de son compte de pertes et profits de l'exercice.

Le Conseil des gouverneurs a remercié M. Jørgen BREDSDORFF pour sa longue et précieuse contribution aux travaux du Comité de vérification.

\* \* \*

## Contrôle et suivi des opérations de la Banque

La Banque n'a cessé de développer ses procédures de contrôle pour tenir compte de la complexité croissante de ses opérations. Elle a institué un système à plusieurs niveaux qui comprend outre le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration et le Comité de direction, exerçant un contrôle d'ensemble, deux organismes indépendants, le Comité de vérification et l'auditeur externe, ainsi que l'Audit interne et des services de contrôle et de suivi des projets <sup>(1)</sup>.

Le Comité de vérification a poursuivi ses audits des comptes annuels de la Banque et de ses procédures et a effectué des visites sur place de projets.

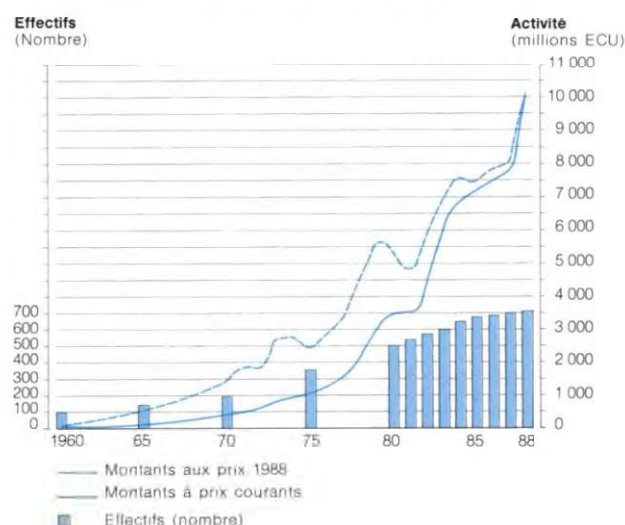
Sur la base de programmes annuels établis conjointement avec l'auditeur externe et le Comité de vérification, l'Audit interne a intensifié ses contrôles systématiques de la mise en œuvre et de l'efficacité des procédures portant sur les dépenses administratives, sur les opérations financières et de trésorerie et sur la sécurité informatique.

Afin de vérifier l'efficacité de ses opérations et de ses procédures de prêt à l'extérieur de la Communauté, la Banque procède à des évaluations a posteriori, sur la base de rapports établis par ses services et des consultants.

\* \* \*

<sup>(1)</sup> Cf. aussi le rapport annuel 1986, page 89.

### Évolution des effectifs et de l'activité totale de la Banque (1960—1988)



### Politique du personnel

Le nouveau système de rémunération, davantage axé sur le mérite, a commencé à fonctionner en 1988. Ce système a été élaboré en étroite collaboration avec les représentants du personnel, avec lesquels sont discutées les questions intéressant les agents de la Banque. La totalité du personnel a opté pour ce système.

Le nouveau système accorde une importance particulière à l'évaluation professionnelle annuelle en tant qu'instrument de gestion du personnel. Une plus grande attention est accordée aux carrières et au développement du travail grâce à la formation et à la mobilité interne.

Une des principales raisons d'être de ce système est de permettre à la Banque de répondre aux exigences accrues et aux changements auxquels elle est confrontée. Elle doit, en effet, travailler avec souplesse et maintenir une haute productivité pour poursuivre ses missions et faire face, sans augmentation sensible des effectifs, à l'accroissement rapide de ses activités.

A cette fin, la Banque a aussi poursuivi, sur base de plans pluriannuels, son équipement informatique. La quasi-totalité du personnel a désormais accès à ces équipements.

La BEI a axé son programme de formation sur l'adaptation du personnel à la technicité croissante des tâches qui lui incombent. La formation dispensée a porté sur les techniques, les langues, la gestion; au total, en 1988, les activités de formation ont représenté 4 055 journées.

### Personnel

Depuis la publication du dernier rapport annuel, M. Desmond McCLELAND, parti à la retraite, a été remplacé par M. Alfred STEINHERR à la tête du Département des études financières de la Direction des études.

Au 31 décembre 1988, les services comptaient 710 personnes dont 357 cadres. Pendant l'année écoulée, 31 agents ont été recrutés et 20 ont quitté la Banque.

Au cours des cinq dernières années, alors que l'effectif de la Banque a augmenté de façon très modérée (11 % au total), le nombre des cadres s'est accru de 34 % et ceux-ci représentent plus de la moitié du personnel.

Années	Effectif total	Cadres	Secrétaires, employés, techniciens
1984	638	266	372
1985	673	293	380
1986	678	297	381
1987	699	344	355
1988	710	357	353

\*  
\* \*

Le Conseil d'administration exprime ses remerciements et sa satisfaction à l'ensemble du personnel pour la haute qualité de son travail et sa capacité d'adaptation à un environnement en mutation rapide.

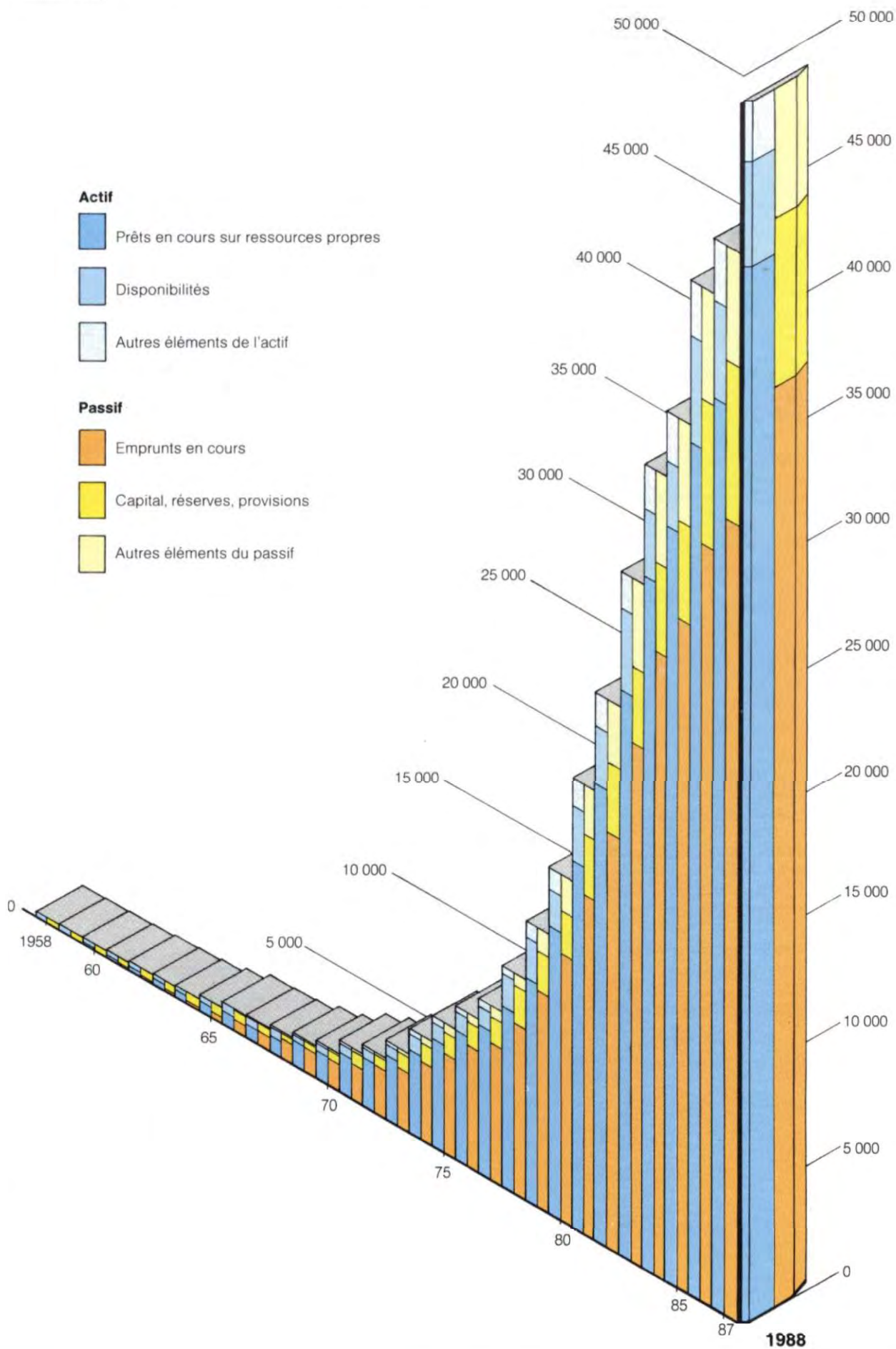
Luxembourg, le 26 avril 1989

Le Président du Conseil d'administration  
Ernst-Günther BRÖDER



# Bilan de la Banque au 31 décembre de chaque année

(millions ECU)



# Bilan au 31 décembre 1988

En écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Actif	31. 12. 1988	31. 12. 1987
<b>À verser par les États membres en compte capital</b> (Annexe A)	<b>822 187 500</b>	1 007 300 905
<b>À recevoir en compte de réserves et de provisions</b> . . . . .	—	51 374 547
<b>Caisse et Banques</b> (À vue ou à un an au plus) . . . . .	<b>2 150 858 339</b>	1 928 852 426
<b>Portefeuille</b> (Note B)		
À un an au plus . . . . .	<b>184 055 479</b>	166 533 468
À plus d'un an . . . . .	<b>793 080 691</b>	<u>717 762 530</u>
	<b>977 136 170</b>	884 295 998
<b>Produits d'emprunts à recevoir</b> . . . . .	<b>228 788 578</b>	22 883 216
<b>Créances sur États membres pour ajustement du capital</b> (Annexe D) . . . . .	<b>3 709 671</b>	10 500 964
<b>Prêts</b> (Annexe B)		
Total en cours . . . . .	<b>47 245 604 575</b>	39 922 369 796
moins: partie non décaissée des prêts accordés . . . . .	<b>4 965 761 812</b>	<u>3 466 707 777</u>
	<b>42 279 842 763</b>	36 455 662 019
<b>Garanties</b>		
Créances au titre de prêts sur mandat . . . . .	<b>1 614 681</b>	2 436 491
Créances au titre de prêts accordés par des tiers: 1988: 239 116 372; 1987: 413 091 029		
Créances au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1988: 140 631 740; 1987: 168 334 687		
<b>Terrains et immeubles</b> (Note C) . . . . .	<b>37 734 339</b>	39 425 263
<b>Intérêts et commissions à recevoir</b> . . . . .	<b>1 151 897 584</b>	1 023 138 821
<b>À recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME</b> (Note H) . . . . .	<b>196 031 477</b>	239 199 199
<b>Frais d'émission à amortir</b> . . . . .	<b>371 308 724</b>	357 552 017
<b>Primes de remboursement à amortir</b> . . . . .	<b>5 248 112</b>	<u>5 225 356</u>
	<b>376 556 836</b>	362 777 373
<b>Dépôts spéciaux pour service d'emprunts</b> (Note D) . . . . .	<b>681 264 179</b>	732 705 594
<b>Divers</b> (Note G) . . . . .	<b>212 649 268</b>	114 793 778
	<b>49 120 271 385</b>	<u>42 875 346 594</u>

## Passif

	31. 12. 1988	31. 12. 1987
<b>Capital</b> (Annexe A)		
Souscrit . . . . .	28 800 000 000	28 800 000 000
Non appelé . . . . .	26 204 061 724	26 204 061 724
	<b>2 595 938 276</b>	2 595 938 276
<b>Fonds de réserve</b> (Note L) . . . . .	<b>2 880 000 000</b>	2 880 000 000
<b>Réserve supplémentaire</b> (Note L) . . . . .	<b>1 543 701 492</b>	910 971 935
<b>Provision pour variation du taux de conversion de l'écu</b> (Note L)	<b>29 814 104</b>	13 411 039
<b>Fonds de pension du personnel</b> (Note E) . . . . .	<b>101 225 882</b>	89 484 538
<b>Dettes envers États membres pour ajustement du capital</b> (Annexe D) . . . . .	<b>11 738 998</b>	5 965 839
<b>Emprunts à court terme</b> (Annexe C) . . . . .	<b>773 554 040</b>	480 344 136
<b>Emprunts à moyen et long terme</b> (Annexe C)		
Obligations et bons de caisse . . . . .	30 143 678 990	25 546 010 638
Autres . . . . .	6 775 656 929	6 403 336 860
	36 919 335 919	31 949 347 498
Primes de remboursement sur obligations . . . . .	8 125 970	7 310 661
	<b>36 927 461 889</b>	31 956 658 159
<b>Créditeurs divers</b> (Note F) . . . . .	<b>779 492 370</b>	487 669 831
<b>Garanties</b>		
Sur prêts sur mandat . . . . .	<b>1 614 681</b>	2 436 491
Sur prêts accordés par des tiers: 1988: 239 116 372; 1987: 413 091 029		
Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1988: 140 631 740; 1987: 168 334 687		
<b>Bonifications d'intérêt reçues d'avance</b> (Note H) . . . . .	<b>626 641 398</b>	719 006 392
<b>Bonifications d'intérêt reçues d'avance pour compte de tiers</b> (Note H) . . . . .	<b>71 263 184</b>	89 746 886
	<b>697 904 582</b>	808 753 278
<b>Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance</b> . . . . .	<b>1 299 873 442</b>	1 234 185 511
<b>Coupons et obligations échus — non encore payés</b> (Note D) . . . . .	<b>681 264 179</b>	732 705 594
<b>Divers</b> (Note G) . . . . .	<b>91 943 789</b>	27 689 345
<b>Solde du compte de profits et pertes</b> (Note L) . . . . .	<b>704 743 661</b>	649 132 622
	<b>49 120 271 385</b>	42 875 346 594

## Comptes d'ordre

### Section spéciale

<b>Fonds en gestion fiduciaire</b>		
— pour le compte des États membres . . . . .	<b>247 252 319</b>	264 645 726
— pour le compte des Communautés européennes . . . . .	<b>7 664 607 966</b>	7 913 066 388
<b>Titres reçus en garantie de prêts sur mandat</b> . . . . .	<b>1 614 681</b>	2 436 491
<b>Titres reçus en dépôt</b> . . . . .	<b>42 641 014</b>	38 362 681



# Situation de la section spéciale <sup>(1)</sup> au 31 décembre 1988

En écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Actif	31. 12. 1988	31. 12. 1987
<b>Pays de la Communauté</b>		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique</i>		
Prêts en cours		
— versés <sup>(2)</sup>	2 145 319 115	2 372 993 713
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne (nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)</i>		
Prêts en cours		
— à verser	411 850 131	338 407 063
— versés	4 775 607 700	4 869 885 520
Total <sup>(3)</sup>	5 187 457 831	5 208 292 583
<b>Turquie</b>		
<i>Sur ressources des États membres</i>		
Prêts en cours		
— à verser	31 546 131	29 772 949
— versés	247 252 319	264 645 726
Total <sup>(4)</sup>	278 798 450	294 418 675
<b>Pays du bassin méditerranéen</b>		
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne</i>		
Prêts en cours		
— à verser	16 415 204	30 786 757
— versés	290 538 796	276 513 243
	306 954 000	307 300 000
Opérations sur capitaux à risques		
— montants à verser	9 188 783	3 000 000
— montants versés	5 811 217	5 000 000
	15 000 000	8 000 000
Total <sup>(5)</sup>	321 954 000	315 300 000
<b>Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer</b>		
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne</i>		
<b>Conventions de Yaoundé I et II</b>		
Prêts versés	87 855 627	94 333 879
Contribution à la formation de capitaux à risques		
Montants versés	1 197 483	1 217 179
Total <sup>(6)</sup>	89 053 110	95 551 058
<b>Conventions de Lomé I, II et III</b>		
Opérations sur capitaux à risques		
— montants à verser	383 764 214	300 898 580
— montants versés	358 278 028	293 122 854
Total <sup>(7)</sup>	742 042 242	594 021 434
<b>Total général</b>	<b>8 764 624 748</b>	<b>8 880 577 463</b>

## Pour mémoire:

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CEE:

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III au 31. 12. 1988: 843 500 481; au 31. 12. 1987: 752 334 647.

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen au 31. 12. 1988: 102 473 948, au 31. 12. 1987: 99 568 768.

<sup>(1)</sup> La section spéciale a été créée par le conseil des gouverneurs le 27 mai 1963; son but a été redéfini par décision du 4 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

<sup>(2)</sup> Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977, (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 et (85/537/EURATOM) du 5 décembre 1985 à concu-

rence d'un montant total de trois milliards pour le financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique:

	2 773 167 139
À ajouter: ajustements de change	+ 134 139 776
À déduire: remboursements	— 761 987 800
	<u>2 145 319 115</u>

## Passif

	31. 12. 1988	31. 12. 1987
<b>Fonds en gestion fiduciaire</b>		
<i>Sur mandat des Communautés européennes</i>		
Communauté européenne de l'énergie atomique	2 145 319 115	2 372 993 713
Communauté économique européenne:		
— Nouvel instrument communautaire	4 775 607 700	4 869 885 520
— Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen	296 350 013	281 513 243
— Conventions de Yaoundé I et II	89 053 110	95 551 058
— Conventions de Lomé I, II et III	358 278 028	293 122 854
	<b>7 664 607 966</b>	7 913 066 388
<i>Sur mandat des États membres</i>	<b>247 252 319</b>	264 645 726
Total	<b>7 911 860 285</b>	8 177 712 114
<b>Fonds à verser</b>		
Sur prêts nouvel instrument communautaire	411 850 131	338 407 063
Sur prêts à la Turquie, deuxième protocole complémentaire	31 546 131	29 772 949
Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen	25 603 987	33 786 757
Sur opérations sur capitaux à risques Conventions de Lomé I, II et III	383 764 214	300 898 580
Total	<b>852 764 463</b>	702 865 349
<b>Total général</b>	<b>8 764 624 748</b>	8 880 577 463

(3) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982, (83/200/CEE) du 19 avril 1983 et (87/182/CEE) du 9 mars 1987 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

À ajouter: ajustements de change	+	101 450 167
À déduire: annulations		88 569 620
remboursements	1 086 335 023	-1 174 904 643
		<u>5 187 457 831</u>

(4) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des États membres:

À ajouter: ajustements de change	+	1 859 635
À déduire: annulations		215 000
remboursements	140 061 185	-140 276 185
		<u>278 798 450</u>

(5) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Machrek, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 000 accordés avant son adhésion à la CEE le 1<sup>er</sup> janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

À déduire: annulations		409 000
remboursements	346 000	-755 000
		<u>321 954 000</u>

(6) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les États africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts à conditions spéciales	139 483 056	
— contributions à la formation de capitaux à risques	2 502 615	141 985 671
À ajouter:		
— intérêts capitalisés	1 178 272	
— ajustements de change	6 315 244	+ 7 493 516
À déduire:		
— annulations	1 573 609	
— remboursements	58 852 468	- 60 426 077
		<u>89 053 110</u>

(7) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts conditionnels et subordonnés	789 365 000	
— prises de participation	13 174 452	802 539 452
À ajouter:		
— intérêts capitalisés		+ 785 237
À déduire:		
— annulations	31 328 672	
— remboursements	24 238 665	
— ajustements de change	5 715 110	- 61 282 447
		<u>742 042 242</u>



# Compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 1988

En écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Revenus	1988	1987
Intérêts et commissions sur prêts . . . . .	3 711 968 471	3 374 543 192
Intérêts et commissions sur placements . . . . .	240 398 162	201 054 486
Commissions de gestion (Note I) . . . . .	18 375 728	18 173 992
Produits financiers et autres recettes (Note K) . . . . .	<u>26 578 830</u>	<u>28 562 592</u>
	<b>3 997 321 191</b>	<b>3 622 334 262</b>
Dépenses		
Dépenses et charges administratives (Note J) . . . . .	71 338 790	67 505 164
Intérêts et charges sur emprunts . . . . .	3 087 856 329	2 826 757 441
Amortissements sur frais d'émission et sur primes de remboursement . . . . .	92 757 832	87 236 380
Frais financiers (Note K) . . . . .	14 077 480	3 254 507
Amortissements		
— sur achats nets installations et matériel . . . . .	1 894 803	2 784 706
— sur immeubles . . . . .	<u>1 681 000</u>	<u>1 681 000</u>
Différences de change . . . . .	<u>219 122</u>	<u>385 507</u>
	<b>3 269 825 356</b>	<b>2 989 604 705</b>
Excédent de gestion . . . . .	<b>727 495 835</b>	<b>632 729 557</b>
Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts (Note A § 1) . . . . .	<b>+ 27 047 826</b>	<b>+ 16 403 065</b>
Charge exceptionnelle (Note M) . . . . .	<b>— 49 800 000</b>	<b>—</b>
Solde (Note L) . . . . .	<b><u>704 743 661</u></b>	<b><u>649 132 622</u></b>



# Tableau de l'évolution de la situation financière au 31 décembre 1988

En écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

	1988	1987
<b>Origine des fonds</b>		
Solde du compte de profits et pertes	704 743 661	649 132 622
Postes n'entraînant pas de mouvements de fonds:		
Amortissements sur immeubles, sur achats nets installations et matériel	3 575 803	4 465 706
Amortissements sur frais d'émission et primes de remboursement	92 757 832	87 236 380
Augmentation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	65 687 931	71 113 715
Augmentation des intérêts et commissions à recevoir	— 128 758 763	— 105 983 105
	738 006 464	705 965 318
Autres ressources:		
Produits d'emprunts	7 494 226 063	5 926 081 116
Remboursements de prêts	2 789 837 860	2 698 069 388
Capital, réserves et provisions versés par les États membres	236 487 952	299 210 281
Ajustements de change sur emprunts	790 448 346	— 799 107 198
Diminution nette au titre d'ajustement du capital des États membres	12 564 452	5 587 277
Augmentation (Diminution) du total des postes: Créiteurs divers, Divers au passif, Fonds de pension du personnel et bonifications d'intérêt nettes	300 137 353	— 227 415 726
<b>Total</b>	<b>12 361 708 490</b>	<b>8 608 390 456</b>
<b>Emploi des fonds</b>		
Les liquidités ont été employées pour:		
Versements nets de prêts	7 813 248 837	5 946 473 017
Remboursements d'emprunts	3 226 566 137	3 087 745 544
Frais d'émission et primes de remboursement sur emprunts	106 537 295	71 731 706
Terrains, immeubles et installations	1 884 879	2 784 706
Ajustements de change sur prêts	800 769 767	— 896 879 268
Augmentation du poste Divers à l'actif	97 855 490	34 947 087
Augmentation des postes Caisse et Banques et Portefeuille	314 846 085	361 587 664
<b>Total</b>	<b>12 361 708 490</b>	<b>8 608 390 456</b>

## Annexe A — État des souscriptions au capital

Au 31 décembre 1988

En écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays membres	Capital souscrit (1)	Capital non appelé (2)	versé au 31. 12. 1988	À verser (1)	Capital libéré Total
Allemagne	5 508 725 000	5 011 195 625	350 109 062	147 420 313	497 529 375
France	5 508 725 000	5 011 195 625	350 109 062	147 420 313	497 529 375
Italie	5 508 725 000	5 011 195 625	310 734 062	186 795 313	497 529 375
Royaume-Uni	5 508 725 000	5 011 195 625	350 109 062	147 420 313	497 529 375
Espagne	2 024 928 000	1 843 594 060	123 525 940	57 808 000	181 333 940
Belgique	1 526 980 000	1 390 237 750	93 149 750	43 592 500	136 742 250
Pays-Bas	1 526 980 000	1 390 237 750	93 149 750	43 592 500	136 742 250
Danemark	773 154 000	703 917 450	47 164 425	22 072 125	69 236 550
Grèce	414 190 000	377 098 250	25 267 375	11 824 375	37 091 750
Portugal	266 922 000	243 018 914	16 282 963	7 620 123	23 903 086
Irlande	193 288 000	175 978 900	11 791 100	5 518 000	17 309 100
Luxembourg	38 658 000	35 196 150	2 358 225	1 103 625	3 461 850
<b>Total</b>	<b>28 800 000 000</b>	<b>26 204 061 724</b>	<b>1 773 750 776</b>	<b>822 187 500</b>	<b>2 595 938 276</b>

(1) À dater du 1<sup>er</sup> janvier 1986, le capital souscrit de la Banque a été porté de 14 400 000 000 écus à 28 800 000 000 écus. Ce doublement résulte à la fois de l'augmentation de la contribution des dix anciens États membres, y compris l'alignement de la quote-part du capital souscrit par l'Italie sur celle de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni (décision du conseil des gouverneurs du 11 juin 1985), et de la contribution des deux nouveaux États membres — Espagne et Portugal — (article 2 du Protocole n° 1 de l'Acte d'adhésion signé le 12 juin 1985). Le montant à verser d'ECU 822 187 500 représente les dix tranches égales de 82 218 750 à verser par les États membres, les 30 avril et 31 octobre des années 1989 à 1993.

(2) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

# Annexe B — Décomposition des prêts en cours

Au 31 décembre 1988

En écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Localisation des projets	Nombre	Total en cours (1) (2) (3)	Montants non encore décaissés	Montants décaissés	% du total en cours
<b>1. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés:</b>					
Allemagne	81	1 743 849 840	143 328 793	1 600 521 047	3,69
France	293	5 995 195 959	834 553 923	5 160 642 036	12,69
Italie	1 343	18 873 639 988	847 644 830	18 025 995 158	39,95
Royaume-Uni	374	6 419 196 740	571 313 875	5 847 882 865	13,59
Espagne	92	2 415 143 983	808 710 740	1 606 433 243	5,11
Belgique	21	505 934 463	—	505 934 463	1,07
Pays-Bas	13	441 486 680	26 216 398	415 270 282	0,93
Danemark	122	1 917 111 174	—	1 917 111 174	4,06
Grèce	151	2 046 871 135	89 730 428	1 957 140 707	4,33
Portugal	83	1 570 136 574	491 079 999	1 079 056 575	3,32
Irlande	173	2 263 464 181	66 900 022	2 196 564 159	4,79
Luxembourg	3	33 436 347	—	33 436 347	0,07
Prêts assimilés (*)	10	406 899 894	—	406 899 894	0,86
<b>Total</b>	<b>2 759</b>	<b>44 632 366 958</b>	<b>3 879 479 008</b>	<b>40 752 887 950</b>	<b>94,46</b>
<b>2. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté:</b>					
<b>2.1 Pays du bassin méditerranéen</b>					
Yougoslavie	12	478 346 789	271 197 496	207 149 293	
Égypte	11	210 938 948	41 325 000	169 613 948	
Maroc	9	186 701 295	53 783 000	132 918 295	
Algérie	5	171 146 386	102 148 192	68 998 194	
Tunisie	19	146 532 401	66 383 993	80 148 408	
Syrie	5	95 433 818	26 942 000	68 491 818	
Jordanie	16	80 037 940	41 970 000	38 067 940	
Turquie	7	68 022 200	—	68 022 200	
Chypre	4	44 786 571	5 312 971	39 473 600	
Malte	3	29 363 048	23 895 000	5 468 048	
Liban	6	17 513 974	—	17 513 974	
<b>Sous-total</b>	<b>97</b>	<b>1 528 823 370</b>	<b>632 957 652</b>	<b>895 865 718</b>	<b>3,24</b>
<b>2.2 Pays ACP/PTOM</b>					
Nigéria	5	128 818 263	75 000 000	53 818 263	
Kenya	12	112 434 138	68 899 272	43 534 866	
Côte-d'Ivoire	21	108 227 501	31 697 963	76 529 538	
Cameroun	11	94 230 395	12 404 414	81 825 981	
Zimbabwe	5	55 186 324	25 293 951	29 892 373	
Botswana	9	53 144 130	32 272 000	20 872 130	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5	52 725 523	24 453 500	28 272 023	
Zaire	2	52 053 374	49 025 906	3 027 468	
Îles Fidji	6	45 844 677	3 500 000	42 344 677	
Île Maurice	9	37 738 489	18 443 123	19 295 366	
Trinité et Tobago	5	33 800 287	10 906 000	22 894 287	
Gabon	3	25 943 536	—	25 943 536	
Sénégal	4	25 035 539	—	25 035 539	
Ghana	3	24 770 098	15 479 786	9 290 312	
Zambie	4	23 880 795	—	23 880 795	
Jamaïque	3	18 204 464	10 054 373	8 150 091	
Malawi	8	17 969 370	11 029 778	6 939 592	
Mauritanie	1	17 705 039	—	17 705 039	
Bahamas	2	17 592 471	16 433 288	1 159 183	
Afrique de l'Ouest	2	12 468 278	10 000 000	2 468 278	
Togo	4	12 319 826	—	12 319 826	
Congo	3	11 546 718	516 603	11 030 115	
Polynésie française	3	10 948 181	7 000 000	3 948 181	
Antilles néerlandaises	2	10 307 396	4 287 195	6 020 201	
Niger	2	9 070 178	—	9 070 178	
Barbade	4	8 308 731	—	8 308 731	
Swaziland	3	8 073 094	—	8 073 094	
Guinée	2	8 048 459	—	8 048 459	
Nouvelle-Calédonie	1	6 230 397	—	6 230 397	
Afrique de l'Est	1	6 000 000	6 000 000	—	
Sainte-Lucie	2	6 000 000	6 000 000	—	
Burkina Faso	1	5 267 976	—	5 267 976	
Afrique Centrale	1	5 000 000	5 000 000	—	
Libéria	2	4 670 619	—	4 670 619	
Îles Vierges britanniques	1	4 400 000	4 400 000	—	
Belize	2	3 975 321	2 228 000	1 747 321	
Saint-Vincent	1	3 000 000	3 000 000	—	
Îles Caimans	1	2 050 116	—	2 050 116	
Montserrat	1	736 766	—	736 766	
Région Caraïbes	1	498 692	—	498 692	
Tanzanie	1	189 086	—	189 086	
<b>Sous-total</b>	<b>159</b>	<b>1 084 414 247</b>	<b>453 325 152</b>	<b>631 089 095</b>	<b>2,30</b>
<b>Total</b>	<b>256</b>	<b>2 613 237 617</b>	<b>1 086 282 804</b>	<b>1 526 954 813</b>	<b>5,54</b>
<b>Total général</b>	<b>3 015</b>	<b>47 245 604 575</b>	<b>4 965 761 812</b>	<b>42 279 842 763</b>	<b>100,00</b>

(\*) Prêts assimilés à des prêts dans la Communauté, opérations effectuées en vertu de l'article 18.1 al. 2. des statuts et concernant des investissements en Autriche et en Tunisie, ainsi que l'achat et l'exploitation de satellites en orbite géostationnaire.



(1) Monnaies remboursables sur prêts en cours:

Monnaie:	Montant:
Monnaies des États membres	29 169 439 354
Autres monnaies	13 110 403 409
Partie décaissée sur prêts en cours	42 279 842 763
À ajouter: partie non décaissée sur prêts en cours:	
Prêts à verser à un taux d'intérêt et un assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement	702 936 608
Prêts à verser à un taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser	1 111 312 179
Prêts à verser à taux ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et des assortiments de devises à verser	3 151 513 025
	<u>4 965 761 812</u>
	<u>47 245 604 575</u>

Echéancier des prêts en cours en milliers d'écus

Période	au	Période	au
	31. 12. 1988		31. 12. 1987
année 1989	3 117 116	année 1988	2 504 219
année 1990	3 757 268	année 1989	3 054 326
année 1991	4 323 971	année 1990	3 631 615
année 1992	4 840 699	année 1991	3 853 332
année 1993	5 506 790	année 1992	4 028 676
années		années	
1994 à 1998	18 527 448	1993 à 1997	16 129 852
années		années	
1999 à 2003	6 062 826	1998 à 2002	5 837 969
années		années	
2004 à 2008	1 016 670	2003 à 2007	777 187
années		années	
2009 à 2013	92 817	2008 à 2013	105 194
Total	<u>47 245 605</u>	Total	<u>39 922 370</u>

(2) Ventilation des prêts en cours suivant les garanties principales dont ils sont assortis au 31 décembre 1988 (a)

A. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (b)

Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie	29 731 951 290 (c-d)
Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci	8 113 907 650 (c)
Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances)	3 225 378 396 (c)
Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'États membres ou d'institutions publiques dans la Communauté	691 822 645 (c)
Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles	235 466 220
Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé	1 632 390 557
Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés	<u>1 001 450 200</u>
Sous-total	<u>44 632 366 958</u>

B. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté

1. Prêts accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé

Prêts accordés aux États EAMMA signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	5 943 088 (e)
--	---------------

2. Prêts accordés en application de la première convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette convention ou bénéficiant de leur garantie	174 999 685
Prêts bénéficiant d'autres garanties	6 729 090
	<u>181 728 775 (f)</u>

3. Prêts accordés en application de la seconde convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette convention ou bénéficiant de leur garantie	425 044 818
Prêts bénéficiant d'autres garanties	13 942 459
Prêts accordés pour le développement du potentiel minier et énergétique (article 59)	17 056 406
	<u>456 043 683 (f)</u>

4. Prêts accordés en application de la troisième convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette convention ou bénéficiant de leur garantie	406 303 051
Prêts bénéficiant d'autres garanties	34 395 650
	<u>440 698 701 (f)</u>

5. Prêts accordés en application des accords financiers de la CEE avec des pays du bassin méditerranéen

Prêts accordés aux pays du bassin méditerranéen signataires de ces accords ou bénéficiant de leur garantie ou de leur contre-garantie	1 528 823 370 (c)
Sous-total	<u>2 613 237 617</u>
Total des prêts en cours	<u>47 245 604 575</u>

(a) Pour une partie des prêts, il y a concours de plusieurs types de garanties ou de sûretés.

(b) Prêts assimilés: opérations effectuées en vertu de l'article 18.1 al. 2, des statuts et concernant des investissements en Autriche et en Tunisie, ainsi que l'achat et l'exploitation de satellites en orbite géostationnaire.

(c) Le montant du cautionnement global donné par la CEE atteint ECU 2 315 667 510 au 31 décembre 1988 comparé à ECU 2 047 770 500 au 31 décembre 1987.

Ce cautionnement est donné pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers dans les pays du bassin méditerranéen ainsi que d'engagements financiers en Grèce, en Espagne et au Portugal relatifs aux prêts accordés avant leur entrée dans la CEE, dont le montant total s'élève à ECU 1 054 213 481 au 31 décembre 1988.

(d) Le montant des prêts bénéficiant de la garantie de la CEE s'élève à ECU 35 027 314 au 31 décembre 1988.

(e) Les prêts accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé bénéficient de la garantie des six États membres fondateurs de la BEI.

(f) Les montants du cautionnement donné par les États membres pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers au titre des conventions de Lomé s'élèvent respectivement à:  
— ECU 114 190 796 pour la première convention;  
— ECU 394 218 426 pour la seconde convention;  
— ECU 330 613 500 pour la troisième convention.

(3) Montant originel des prêts sur la base des parités appliquées au jour de la signature

	62 724 330 002
À ajouter:	
ajustements de change	+ 1 994 514 030
	<u>64 718 844 032</u>
À déduire:	
résiliations et annulations	647 165 803
remboursements du principal à la Banque	16 685 441 914
participations sur prêts attribuées à des tiers	140 631 740
	<u>17 473 239 457</u>
Prêts en cours	<u>47 245 604 575</u>

L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque qui, en vertu de l'article 18, alinéa 5 des statuts, ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, soit 72 000 000 000 au niveau du capital actuel, s'établissait au 31 décembre 1988 à:

prêts	47 245 604 575
garanties:	
au titre de prêts sur mandat	1 614 681
au titre de prêts accordés par des tiers	239 116 372
au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque	140 631 740
	<u>381 362 793</u>
Total des prêts et des garanties en cours	<u>47 626 967 368</u>



# Annexe C — État résumé des emprunts

Au 31 décembre 1988 en écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

## Emprunts à court terme

Payables en	Principal non amorti		Taux d'intérêt moyens pondérés
	au 31. 12. 1987	au 31. 12. 1988	
ECU	100 000 000	352 500 000	7,62
USD valeur nominale	383 623 739	426 371 761	8,51
moins:			
Montant des escomptes non amortis	— 3 279 603	— 5 317 721	
<b>Total:</b>	<b>480 344 136</b>	<b>773 554 040</b>	

## Emprunts à moyen et long terme

Payables en	Principal non amorti au 31. 12. 1987	Opérations de l'exercice			Principal non amorti au 31. 12. 1988		
		Emprunts	Remboursements	Ajustements de change	Montant (1)	Taux d'intérêt (moyens pondérés)	Echéances
ECU	3 019 945 000	959 000 000	29 905 000	—	3 949 040 000	8,80	1989/2001
DEM	6 791 594 106	1 545 096 715	861 235 345	60 341 005 —	7 415 114 471	6,90	1989/2016
FRF	1 804 295 086	853 761 081	141 510 995	36 150 016 —	2 480 395 156	10,79	1989/2003
GBP	1 293 973 367	751 926 664 (2)	58 123 117	112 947 239 +	2 100 724 153	10,59	1989/2009
ITL	1 580 481 894	651 753 766 (2)	79 844 149	8 607 203 —	2 143 784 308	11,28	1989/1996
BEF	1 134 126 927	473 286 321	200 648 871	12 648 350 —	1 394 116 027	8,77	1989/2000
NLG	3 395 180 668	500 074 745	240 512 194	43 406 895 —	3 611 336 324	8,11	1989/2004
DKK	69 229 675	—	—	735 074 —	68 494 601	11,45	1989/1995
IEP	19 282 981	32 280 724	—	179 544 —	51 384 161	9,78	1989/1996
LUF	333 791 963	85 433 680	82 447 726	3 262 909 —	333 515 008	8,41	1989/1996
ESP	—	237 072 267	—	7 514 832 +	244 587 099	10,75	1989/1998
PTE	—	29 316 400	—	196 519 —	29 119 881	13,50	1991/1997
USD	5 438 384 507	307 496 483 (2)	789 959 802	600 733 663 +	5 556 654 851	10,37	1989/2000
CHF	2 770 820 945	555 932 784	376 311 088	158 260 297 —	2 792 182 344	5,15	1989/2001
JPY	3 863 745 484	347 882 310 (2)	331 771 945	314 811 455 +	4 194 667 304	6,25	1989/2002
ATS	143 940 020	—	34 295 905	1 007 807 —	108 636 308	7,21	1989/1996
CAD	290 554 875	76 607 581 (2)	—	78 421 467 +	445 583 923	10,08	1991/1998
<b>Total</b>	<b>31 949 347 498</b>	<b>7 406 921 521</b>	<b>3 226 566 137</b>	<b>789 633 037 +</b>	<b>36 919 335 919</b>		
Primes de remboursement	7 310 661	—	—	815 309 +	8 125 970		
<b>Total général</b>	<b>31 956 658 159</b>	<b>7 406 921 521</b>	<b>3 226 566 137</b>	<b>790 448 346 +</b>	<b>36 927 461 889</b>		

(1) Le tableau suivant indique les montants en milliers d'Écus requis en capital pour le remboursement des emprunts à moyen et long terme:

Période	au	Période	au
	31. 12. 1988		31. 12. 1987
année 1989	2 516 378	année 1988	2 122 742
année 1990	3 020 163	année 1989	2 200 641
année 1991	3 003 847	année 1990	2 974 327
année 1992	3 765 210	année 1991	3 017 199
année 1993	4 364 637	année 1992	3 336 627
années 1994 à 1998	17 902 767	années 1993 à 1997	15 667 494
années 1999 à 2003	1 751 116	années 1998 à 2002	2 330 647
années 2004 à 2008	303 836	années 2003 à 2007	137 106
années 2009 et suivantes	299 508	années 2008 et suivantes	169 875
<b>Total</b>	<b>36 927 462</b>	<b>Total</b>	<b>31 956 658</b>

(2) Au cours de l'année 1988, certains emprunts émis à taux fixe en USD, en JPY et en CAD ont été échangés en USD à taux variable, en écus à taux fixe et taux variable des emprunts émis en GBP et en ITL à taux fixe ont été échangés dans la même devise à taux variable.

## Annexe D — Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

au 31 décembre 1988

En écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A de l'annexe E ci-après conduit à un ajustement des montants versés par les États membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

Créances sur:	la France	1 490 260
	la Belgique	486 128
	le Danemark	735 002
	la Grèce	682 432
	le Portugal	104 043
	l'Irlande	199 219
	le Luxembourg	12 587
	<b>Total</b>	<b>3 709 671</b>

Dettes envers:	l'Allemagne	1 598 490
	l'Italie	2 679 889
	le Royaume-Uni	3 301 179
	l'Espagne	3 732 343
	les Pays-Bas	427 097
	<b>Total</b>	<b>11 738 998</b>

Conformément à la décision du conseil des gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année dans la mesure où la différence, entre le taux de conversion comptable

et le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement, excédera 1,5 %. Lorsque la différence est inférieure à 1,5 % vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêt.

## Annexe E — Notes sur les états financiers

Au 31 décembre 1988 — en écus

### Note A — Résumé des principes comptables essentiels

#### 1. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie, comme unité de mesure des comptes de capital des États membres et pour la présentation de ses états financiers, l'écu utilisé par les Communautés européennes.

La valeur de l'écu est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales de certains États membres:

DEM	0,719	BEF	3,71
GBP	0,0878	LUF	0,14
FRF	1,31	DKK	0,219
ITL	140,0	IEP	0,00871
NLG	0,256	GRD	1,15

Les taux de conversion entre les monnaies des États membres et l'écu, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journalièrement dans le Journal officiel des Communautés européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses États membres et l'écu, que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies. La Banque convertit parfois le produit de ses emprunts dans d'autres monnaies mais en concluant simultanément des contrats de change à terme, afin de recouvrer les montants concernés, dans la monnaie d'origine.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1988 et au 31 décembre 1987:

1 écu =	31. 12. 1988	31. 12. 1987
Deutsche mark	2,07781	2,06034
Francs français	7,09821	6,98335
Livre Sterling	0,648551	0,696793
Lires italiennes	1 531,10	1 521,66
Pesetas espagnoles	132,877	140,566
Francs belges	43,5760	43,1539
Florins néerlandais	2,34586	2,31762
Couronnes danoises	8,02983	7,94457
Drachmes	172,909	164,483
Escudos portugais	171,704	169,467
Livre irlandaise	0,778450	0,777888
Francs luxembourgeois	43,5760	43,1539
Dollar des États-Unis	1,17258	1,30335
Francs suisses	1,76063	1,66503
Livres libanaises	621,467	587,755
Yen japonais	146,455	158,292
Schillings autrichiens	14,6162	14,505
Dollar Canadien	1,39830	1,69696
Francs CFA	354,911	349,168

Les actifs et passifs de la Banque sont convertis en écus. Les profits ou pertes résultant de la conversion sont crédités ou débités au compte de profits et pertes.

Sont exclus de la base d'évaluation de cette conversion, les avoirs correspondant à la quote-part de capital versé par les États membres dans leur monnaie nationale, qui fait l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des statuts (voir annexe D).

#### 2. Portefeuille

Les bons de trésor nationaux, les bons de caisse et les obligations sont couramment évalués à leur valeur d'achat, au nominal si cette valeur d'achat est supérieure à la valeur nominale du titre ou encore à la valeur boursière chaque fois que cette dernière valeur est inférieure à la valeur d'achat.

#### 3. Prêts

Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leurs montants décaissés nets.

#### 4. Immobilisations

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée des immeubles de Luxembourg-Kirchberg et de Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé respectivement sur une période de 30 et de 25 années. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

#### 5. Frais d'émission et primes de remboursement

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

#### 6. Bonifications d'intérêt reçues d'avance

Certains prêts sont assortis de bonifications d'intérêt qui ont été reçues d'avance à leur valeur actualisée. Ces bonifications sont imputées au compte de profits et pertes aux échéances des intérêts auxquels elles s'appliquent.

#### 7. Fonds de pension

La Banque a constitué un fonds de pension pour son personnel. Toutes les contributions versées par la Banque et par son personnel sont investies dans les actifs de la Banque. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les 3 ans.

#### 8. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

### Note B — Portefeuille

Le portefeuille comprend:	1988	1987
des bons de trésor nationaux,		
des bons de caisse et des obligations à leur valeur d'achat limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière		
(valeur boursière		
1988: 786 657 495		
1987: 766 721 910)	783 940 790	762 549 491



des obligations propres à leur valeur de rachat non encore susceptibles d'être annulées	13 218 856	15 728 395
des effets bancaires à leur valeur nominale	179 976 524	106 018 112
	<u>977 136 170</u>	<u>884 295 998</u>
La répartition, selon les échéances, est la suivante:		
à 3 mois au plus	181 143 491	119 669 324
à plus de 3 mois et à 6 mois au plus	2 911 988	21 544 563
à plus de 6 mois et à 12 mois au plus	—	25 319 581
à plus de 12 mois	793 080 691	717 762 530
	<u>977 136 170</u>	<u>884 295 998</u>

#### Note C — Terrains et immeubles

Le poste «Terrains et immeubles» repris à l'actif pour 37 734 339 se décompose comme suit:

Terrains	763 833
Valeur nette de l'immeuble de Luxembourg-Kirchberg	36 664 000
Valeur nette de l'immeuble de Lisbonne	306 506

#### Note D — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Cette rubrique, qui trouve sa contrepartie au passif dans le poste «Coupons et obligations échus — non encore payés», représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

#### Note E — Fonds de pension du personnel

Le solde qui figure dans le bilan au 31 décembre 1988 de 101 225 882 (31. 12. 1987: 89 484 538) reflète le résultat de l'évaluation actuarielle des droits acquis suivant le règlement du Fonds de pension augmenté des contributions salariales et patronales, des rémunérations et diminué des retraits intervenus depuis cette évaluation.

Les charges du régime de pension du personnel supportés par la Banque, y compris les intérêts pour l'exercice clos le 31 décembre 1988 s'élèvent à 12 777 885 contre 13 320 317 pour l'année 1987.

#### Note F — Créditeurs divers

Cette rubrique comprend:	1988	1987
les emprunts bancaires à court terme	91 668 485	37 329 374
les comptes de la Communauté économique européenne:		
pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser	614 414 890	425 790 174
les comptes de dépôts	39 571 740	16 287 693
les montants à régulariser ou à payer	33 837 255	8 262 590
	<u>779 492 370</u>	<u>487 669 831</u>

#### Note G — Comptes divers

Ces comptes comptabilisent:	1988	1987
à l'actif du bilan		
les prêts à la construction et avances accordés au personnel	34 075 797	30 712 419
montants nets opérations SWAPS	131 395 906	48 833 689
les comptes de débiteurs divers	47 177 565	35 247 670
	<u>212 649 268</u>	<u>114 793 778</u>
au passif du bilan		
les dépenses à régler, autres charges administratives prévues ou à règlement différé à la clôture de l'exercice et divers	91 943 789	27 689 345

#### Note H — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance» comprennent les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de la Communauté au titre des conventions signées avec les États ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen, ainsi que les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque dans la Communauté, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979.

b) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance pour compte de tiers» représentent les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CEE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

c) Une partie des montants reçus dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contrepartie à l'actif dans la rubrique «À recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME».

#### Note I — Commissions de gestion

Ce poste représente la rémunération pour la gestion des opérations sur mandat pour compte et risque des États membres ou des Communautés européennes, gérées dans le cadre de la section spéciale.

#### Note J — Dépenses et charges administratives

Frais du personnel	1988	1987
Traitements et émoluments	45 799 622	43 169 071
Dépenses sociales	9 865 905	10 433 129
Autres frais du personnel	4 459 203	4 369 243
	<u>60 124 730</u>	<u>57 971 443</u>
Frais généraux et charges administratives	11 214 060	9 533 721
	<u>71 338 790</u>	<u>67 505 164</u>

L'effectif du personnel employé par la Banque était de 710 au 31 décembre 1988 (699 au 31 décembre 1987).



**Note K — Produits financiers et autres recettes, frais financiers**

	1988	1987
Les produits financiers et autres recettes comprennent:		
profits comptables nets sur opérations du portefeuille	25 020 685	22 838 100
autres recettes et diminution de la moins-value non réalisée sur le portefeuille	1 558 145	5 724 492
	<u>26 578 830</u>	<u>28 562 592</u>
Les frais financiers comprennent:		
autres frais et augmentation de la moins-value non réalisée sur le portefeuille	14 077 480	3 254 507

**État des mouvements des comptes de réserves et de provision au 31 décembre 1988**

	Situation des comptes au 31. 12. 1987	Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1987	Situation des comptes au 31. 12. 1988
Fonds de réserve	2 880 000 000	—	2 880 000 000
Réserve supplémentaire	910 971 935	+ 632 729 557	1 543 701 492
Provision pour variation du taux de conversion de l'écu	13 411 039	+ 16 403 065	29 814 104
	<u>3 804 382 974</u>	<u>+ 649 132 622</u>	<u>4 453 515 596</u>

Le Comité de direction a décidé de proposer au Conseil d'administration de recommander au Conseil des gouverneurs d'augmenter la provision pour variation du taux de Conversion de l'écu d'un montant de 27 047 826 représentant la plus-value nette ressortant au 31 décembre 1988 de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1988 de 727 495 835 diminué du montant correspondant de la charge exceptionnelle de 49 800 000, soit au total 677 695 835, à la réserve supplémentaire.

**Note L — Réserves et provision et affectation de l'excédent de gestion**

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 13 juin 1988:

— d'augmenter la provision pour variation du taux de conversion de l'écu d'un montant de 16 403 065 représentant la plus-value nette ressortant au 31 décembre 1987 de l'évaluation des avoirs de la banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts;

— d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1987 de 632 729 557 à la réserve supplémentaire.

**Note M — Charge exceptionnelle**

Suivant l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes, rendu en date du 3 mars 1988, la banque a réglé à la Commission des Communautés européennes un montant global de 49,8 millions d'écus au titre de l'impôt retenu sur les traitements et pensions du personnel de la banque jusqu'au 31 décembre 1987.

A partir de l'exercice 1988, le règlement au titre de l'impôt qu'elle retient sur les traitements et pensions du personnel sera effectué mensuellement.

## Rapport de l'auditeur externe

Monsieur le Président  
Banque européenne d'investissement  
Luxembourg

Nous avons vérifié les états financiers ci-annexés de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1988 et 1987 selon les normes de révision généralement admises au niveau international.

À notre avis, ces états financiers, qui ont été établis selon les normes comptables internationales appliquées sur une base constante, donnent une image fidèle et régulière de la situation financière de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1988 et 1987, des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière des exercices 1988 et 1987. Les principes comptables essentiels utilisés dans la préparation de ces états financiers sont expliqués en Annexe E note A.

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants:  
Bilan

Situation de la section spéciale

Compte de profits et pertes

Tableau de l'évolution de la situation financière

État des souscriptions au capital

Annexe A

Décomposition des prêts en cours

Annexe B

État résumé des emprunts

Annexe C

Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

Annexe D

Notes sur les états financiers

Annexe E

Luxembourg, le 10 février 1989

PRICE WATERHOUSE





L'existence d'un réseau adapté d'infrastructures de transports est une condition importante pour la mise en place d'un marché intérieur unifié. En 1988, les financements pour les transports ont atteint plus de 1,6 milliard d'écus; l'Airbus (photo du haut) et le tunnel sous la Manche (photo du bas) ont notamment fait l'objet de prêts de montants élevés.



# Déclaration du Comité de vérification

---

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,
- ayant pris connaissance des rapports établis par Price Waterhouse, en date du 10 février 1989,

vu le rapport annuel 1988, le bilan de la Banque et la situation de la section spéciale au 31 décembre 1988 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 26 avril 1989,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente :

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1988 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan, le compte de profits et pertes et la situation de la section spéciale sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 18 mai 1989

Le comité de vérification

A. HANSEN

J. PINTO RIBEIRO

C. THANOPOULOS



# Annexe Statistique

Tableau 15: **Financements (contrats signés) de 1959 à 1988**

(millions d'écus)

Années	Total des financements	Dans la Communauté			À l'extérieur de la Communauté	
		Prêts sur ressources propres	Prêts sur mandat et garanties	Prêts sur ressources du NIC	Prêts sur ressources propres	Opérations sur ressources budgétaires
1959—1983	31 313,8	24 194,9	340,0	3 005,1	2 746,3	1 027,5
<i>moyenne annuelle</i>	<i>1 252,6</i>	<i>967,8</i>	<i>13,6</i>	<i>120,2</i>	<i>109,9</i>	<i>41,1</i>
1984	6 889,8	5 007,0	—	1 181,8	614,7	86,4
1985	7 181,5	5 640,7	—	883,7	581,3	75,9
1986	7 519,5	6 678,1	—	393,0	356,5	91,9
1987	7 828,0	6 989,0	—	446,9	188,9	203,3
1988	10 175,1	8 933,3	185,0	356,5	520,1	180,1
<b>Total</b>	<b>70 907,7</b>	<b>57 443,0</b>	<b>525,0</b>	<b>6 267,1</b>	<b>5 007,7</b>	<b>1 665,1</b>

Tableau 16: **Financements (contrats signés) de 1984 à 1988 et de 1959 à 1988**

Répartition détaillée selon l'origine des ressources et la localisation

(millions d'écus)

	1984—1988			1959—1988		
	Total	Ressources propres	Autres ressources	Total	Ressources propres	Autres ressources
<b>Pays membres</b>	<b>36 695,0</b>	<b>33 433,1</b>	<b>3 261,9</b>	<b>64 235,0</b>	<b>57 967,9</b>	<b>6 267,1</b>
Belgique	205,2	205,2	—	833,9	833,9	—
Danemark	1 718,7	1 392,4	326,3	2 806,6	2 273,1	533,5
Allemagne	1 547,0	1 547,0	—	2 621,0	2 621,0	—
Grèce	1 372,8	1 276,9	95,9	2 424,6	2 118,4	306,1
Espagne	2 135,2	1 930,3	204,8	2 135,2	1 930,3	204,8
France	5 413,6	4 427,7	985,9	9 334,3	8 084,3	1 250,0
Irlande	944,0	818,2	125,7	3 056,6	2 632,6	424,0
Italie	15 521,6	14 245,2	1 276,4	28 009,6	24 947,3	3 062,3
Luxembourg	36,2	36,2	—	45,2	45,2	—
Pays-Bas	445,1	445,1	—	550,2	550,2	—
Portugal	1 140,6	1 100,8	39,8	1 140,6	1 100,8	39,8
Royaume-Uni	5 746,6	5 539,5	207,1	10 584,9	10 138,5	446,4
Autres (Article 18)	468,7	468,7	—	692,2	692,2	—
<b>Méditerranée</b>	<b>1 642,7</b>	<b>1 573,5</b>	<b>69,2</b>	<b>4 132,6</b>	<b>3 411,1</b>	<b>721,5</b>
<b>ACP—PTOM</b>	<b>1 256,2</b>	<b>687,9</b>	<b>568,3</b>	<b>2 540,1</b>	<b>1 596,6</b>	<b>943,6</b>
<b>Total</b>	<b>39 593,9</b>	<b>35 694,4</b>	<b>3 899,5</b>	<b>70 907,7</b>	<b>62 975,6</b>	<b>7 932,2</b>

Les prêts en Espagne et au Portugal jusqu'à fin 1985 et ceux en Grèce jusqu'à fin 1980 sont comptabilisés à l'extérieur de la Communauté

Tableau 17: **Financements (prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours) accordés dans la Communauté en 1988 et de 1984 à 1988**

	1988			1984—1988		
	Total	Prêts individuels BEI + NIC	Crédits sur prêts globaux en cours BEI + NIC	Total	Prêts individuels BEI + NIC	Crédits sur prêts globaux en cours BEI + NIC
Belgique	4,7	—	4,7	198,3	193,6	4,7
Danemark	493,2	433,3	59,9	1 691,3	1 506,9	184,5
Allemagne	518,8	346,9	171,9	1 389,2	1 124,7	264,5
Grèce	213,8	150,4	63,4	1 369,2	1 054,6	314,6
Espagne	1 003,1	695,5	307,6	1 655,9	1 209,8	446,1
France	756,2	519,8	236,4	4 475,1	2 473,8	2 001,3
Irlande	157,1	154,8	2,3	940,6	914,3	26,4
Italie	3 396,7	2 283,7	1 113,1	15 646,1	11 063,6	4 582,5
Luxembourg	—	—	—	36,2	36,2	—
Pays-Bas	233,2	216,7	16,5	418,5	402,0	16,5
Portugal	488,2	403,8	84,4	954,4	839,3	115,1
Royaume-Uni	1 051,0	1 049,0	2,0	5 571,5	5 466,2	105,2
Autres (Article 18)	285,0	285,0	—	468,7	468,7	—
<b>Total</b>	<b>8 600,9</b>	<b>6 538,8</b>	<b>2 062,0</b>	<b>34 814,9</b>	<b>26 753,7</b>	<b>8 061,3</b>

Tableau 18: **Financements (prêts individuels et crédits sur prêts globaux) accordés dans la Communauté de 1984 à 1988**

Répartition par secteur

	(millions d'écus)				
	Total	Prêts individuels BEI + NIC	Total	BEI	NIC
<b>Énergie et infrastructures</b>	<b>24 034,2</b>	<b>22 746,4</b>	<b>1 287,8</b>	<b>1 224,5</b>	<b>63,3</b>
Énergie	10 218,4	9 661,5	556,9	539,9	17,0
<i>Production</i>	<i>5 478,3</i>	<i>5 346,3</i>	<i>132,0</i>	<i>122,2</i>	<i>9,8</i>
<i>Transport, stockage, retraitement</i>	<i>2 442,9</i>	<i>2 395,2</i>	<i>47,7</i>	<i>47,7</i>	—
<i>Distribution</i>	<i>2 297,1</i>	<i>1 920,0</i>	<i>377,2</i>	<i>370,0</i>	<i>7,1</i>
Transports	6 253,8	5 900,4	353,4	349,2	4,2
Télécommunications	3 464,0	3 464,0	—	—	—
Eau, assainissement, déchets solides	2 709,1	2 443,4	265,7	240,9	24,9
Infrastructures urbaines	216,8	187,9	29,0	11,8	17,2
Infrastructures diverses	1 172,1	1 089,3	82,8	82,7	0,2
<b>Industrie, services, agriculture</b>	<b>10 780,7</b>	<b>4 007,2</b>	<b>6 773,5</b>	<b>4 560,7</b>	<b>2 212,8</b>
Industrie	9 320,9	3 773,7	5 547,2	3 486,4	2 060,8
Services	1 264,4	225,5	1 038,9	897,5	141,4
Agriculture, pêche	195,4	8,1	187,3	176,8	10,5
<b>Total</b>	<b>34 814,9</b>	<b>26 753,6</b>	<b>8 061,3</b>	<b>5 785,2</b>	<b>2 276,1</b>

Tableau 19: **Financements (prêts individuels et crédits sur prêts globaux) accordés de 1984 à 1988 dans la Communauté**

Répartition par objectif

	(millions d'écus)		
	Total	Prêts individuels BEI + NIC	Crédits sur prêts globaux en cours BEI + NIC
Développement régional	18 874,6	14 826,0	4 048,6
Objectifs énergétiques	10 808,9	9 832,7	976,2
Infrastructures d'intérêt communautaire	3 849,3	3 849,3	—
Protection et amélioration de l'environnement	3 702,8	3 452,4	250,4
Compétitivité des entreprises et intégration européenne	5 861,5	3 075,5	2 786,1

Tableau 20: **Crédits accordés en 1988 sur des prêts globaux en cours**  
Présentation synthétique

	Total		Ressources propres		Ressources NIC	
	Nombre	Millions d'écus	Nombre	Millions d'écus	Nombre	Millions d'écus
Développement régional	3 220	1 081,8	3 220	1 081,8	—	—
Objectifs énergétiques	94	117,4	85	110,2	9	7,3
Technologies avancées	42	112,6	42	112,6	—	—
Investissements des PME	1 960	606,4	1 273	336,9	687	269,5
Environnement	90	143,8	90	143,8	—	—
<b>Total</b>	<b>5 406</b>	<b>2 062,0</b>	<b>4 710</b>	<b>1 785,2</b>	<b>696</b>	<b>276,8</b>
dont: industrie	5 235	1 818,2	4 546	1 547,5	689	270,7
infrastructures	171	243,9	164	237,8	7	6,1

Tableau 21: **Crédits accordés en 1988 sur des prêts globaux en cours**  
Répartition par région et par objectif

(millions d'écus)

	Total		Développement régional		PME BEI	PME NIC	Technologies avancées	Énergie	Environnement (1)
	Nombre	Montant	Infra-structures	Industrie					
<b>Belgique</b>	<b>11</b>	<b>4,7</b>	—	<b>1,2</b>	<b>3,5</b>	—	—	—	—
West Vlaanderen	1	1,7	—	—	1,7	—	—	—	—
Limburg	1	0,9	—	0,9	—	—	—	—	—
Brabant B.	2	0,7	—	—	0,7	—	—	—	—
Antwerpen	1	0,4	—	—	0,4	—	—	—	—
Oost Vlaanderen	3	0,3	—	—	0,3	—	—	—	—
Liège	1	0,3	—	0,3	—	—	—	—	—
Brabant W.	1	0,2	—	—	0,2	—	—	—	—
Brabant V.	1	0,1	—	—	0,1	—	—	—	—
<b>Danemark</b>	<b>97</b>	<b>59,9</b>	<b>5,5</b>	<b>3,5</b>	—	<b>31,4</b>	—	—	<b>19,5</b>
Vest for Storebælt	78	49,3	4,1	2,4	—	23,3	—	—	19,5
Hovedstadsregionen	14	9,1	1,5	—	—	7,7	—	—	—
Ost for Storebælt	5	1,5	—	1,0	—	0,5	—	—	—
<b>Allemagne</b>	<b>137</b>	<b>171,9</b>	—	<b>8,0</b>	<b>67,3</b>	—	<b>2,5</b>	—	<b>94,2</b>
Nordrhein-Westfalen	78	121,9	—	5,9	36,9	—	2,5	—	76,6
Baden-Württemberg	17	13,8	—	—	12,3	—	—	—	1,5
Niedersachsen	6	12,1	—	1,8	2,9	—	—	—	7,5
Bayern	14	8,4	—	—	6,4	—	—	—	2,0
Hessen	8	6,9	—	—	6,9	—	—	—	—
Rheinland-Pfalz	6	5,7	—	—	—	—	—	—	5,7
Hamburg	5	1,2	—	0,4	0,6	—	—	—	0,2
Schleswig-Holstein	2	1,2	—	—	1,2	—	—	—	—
Saarland	1	0,6	—	—	—	—	—	—	0,6
<b>Grèce</b>	<b>119</b>	<b>63,4</b>	<b>26,4</b>	<b>35,0</b>	—	<b>1,9</b>	—	—	—
Multirégionaux	2	22,9	—	22,9	—	—	—	—	—
Kriti	34	11,5	5,0	6,5	—	—	—	—	—
Makedonia (est)	6	6,8	6,6	0,2	—	—	—	—	—
Peloponissos-Stereia (ouest)	11	5,8	5,2	0,5	—	0,04	—	—	—
Stereia (est)	34	5,3	3,3	0,2	—	1,7	—	—	—
Thraki	4	5,1	4,0	1,1	—	—	—	—	—
Makedonia (centre et ouest)	15	4,4	2,0	2,3	—	0,1	—	—	—
Thessalia	5	0,9	0,2	0,6	—	—	—	—	—
Nissoi Egeou (est)	3	0,5	—	0,4	—	0,1	—	—	—
Ipiros	5	0,4	—	0,4	—	—	—	—	—
<b>Espagne</b>	<b>767</b>	<b>307,6</b>	<b>37,3</b>	<b>158,8</b>	<b>58,4</b>	<b>53,0</b>	—	—	—
Andalucía	169	65,6	7,7	57,6	—	0,3	—	—	—
Cataluna	100	39,2	—	2,9	18,4	17,9	—	—	—
Canarias	37	36,3	—	36,3	—	—	—	—	—
Madrid	76	33,3	—	2,5	12,4	18,4	—	—	—
Valencia	77	26,5	—	1,2	16,2	9,0	—	—	—
Galicia	31	21,1	9,7	11,4	—	—	—	—	—
Castilla Leon	63	16,8	2,7	14,1	—	—	—	—	—
Murcia	43	15,4	4,7	10,7	—	—	—	—	—
Castilla La Mancha	38	13,4	7,8	5,6	—	—	—	—	—
Pais Vasco	35	10,8	0,1	5,6	1,1	4,1	—	—	—
Aragón	31	7,7	—	0,9	4,5	2,4	—	—	—
Extremadura	20	6,9	4,6	2,3	—	—	—	—	—
Asturias	18	5,3	—	5,3	—	—	—	—	—
Navarra	12	5,3	—	—	4,6	0,7	—	—	—
Cantabria	8	2,7	—	2,5	0,1	0,1	—	—	—
La Rioja	9	1,4	—	—	1,2	0,2	—	—	—



Tableau 21: Répartition par région et par objectif (suite)

	Total		Développement régional		PME BEI	PME NIC	Technologies avancées	Énergie	Environnement (1)
	Nombre	Montant	Infra-structures	Industrie					
<b>France</b>	<b>1 644</b>	<b>236,4</b>	<b>4,9</b>	<b>144,5</b>	<b>72,1</b>	<b>9,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,0</b>	<b>3,0</b>
Île-de-France	316	34,3	—	—	33,1	0,8	0,4	—	—
Aquitaine	96	24,3	—	20,4	—	—	—	1,0	2,8
Provence-Côte d'Azur	88	23,8	—	23,2	—	—	0,6	—	—
Alsace	180	22,9	—	5,8	16,9	—	0,1	—	0,1
Bretagne	77	22,3	0,2	22,1	—	—	—	—	—
Nord	75	20,4	4,7	15,7	—	—	—	—	—
Rhône-Alpes	227	19,2	—	4,8	11,1	3,3	—	—	—
Midi-Pyrénées	61	11,0	—	11,0	0,02	—	—	—	—
Lorraine	90	9,9	—	8,6	—	1,3	—	—	—
Haute-Normandie	55	8,3	—	5,1	3,2	—	—	—	—
Pays de la Loire	66	7,4	—	6,9	0,4	—	0,2	—	—
Basse-Normandie	58	5,6	—	3,6	0,9	1,1	—	—	—
Picardie	45	4,5	—	1,9	2,3	0,2	—	—	—
Centre	47	4,1	—	0,1	2,2	1,8	—	—	—
Poitou-Charentes	21	3,8	—	3,8	—	—	0,1	—	—
Languedoc-Roussillon	23	3,3	—	3,3	—	—	—	—	—
Champagne-Ardenne	29	3,2	—	2,9	0,2	—	0,1	—	—
Auvergne	28	3,1	—	2,3	0,3	0,5	—	—	—
Bourgogne	29	2,1	—	1,1	0,9	—	0,1	—	—
Limousin	19	1,8	—	1,8	—	—	—	—	—
Franche-Comté	12	1,0	—	—	0,5	0,5	—	—	—
Corse	1	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—
Guadeloupe	1	0,04	—	0,04	—	—	—	—	—
<b>Irlande</b>	<b>32</b>	<b>2,3</b>	<b>—</b>	<b>2,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Italie</b>	<b>2 304</b>	<b>1 113,1</b>	<b>2,7</b>	<b>591,6</b>	<b>127,2</b>	<b>142,1</b>	<b>111,1</b>	<b>111,2</b>	<b>27,1</b>
Lombardia	192	161,2	—	—	26,1	45,4	62,0	18,4	9,4
Veneto	163	124,9	—	22,4	39,8	32,1	24,4	6,1	—
Trentino-Alto Adige	144	115,2	—	105,2	—	0,3	—	9,7	—
Campania	282	109,7	0,3	101,1	—	—	—	7,6	0,7
Emilia-Romagna	151	88,1	—	0,3	25,2	35,2	2,3	21,0	4,2
Toscana	197	78,6	—	31,8	16,1	11,5	3,2	9,4	6,5
Piémonte	89	64,4	—	—	16,7	12,9	12,4	17,4	5,0
Lazio	91	56,2	—	45,0	1,9	0,3	6,8	0,8	1,4
Sardegna	161	51,5	—	51,5	—	—	—	—	—
Marche	137	49,7	—	45,4	—	—	—	4,2	—
Sicilia	187	44,6	0,5	44,1	—	—	—	—	—
Puglia	193	37,2	—	35,7	—	—	—	1,5	—
Umbria	50	36,6	—	33,4	—	—	—	3,2	—
Abruzzi	82	31,1	2,0	23,3	—	—	—	5,9	—
Friuli-Venezia Giulia	41	19,0	—	14,3	—	—	—	4,6	—
Liguria	37	17,2	—	13,4	1,3	2,5	—	—	—
Basilicata	49	15,8	—	14,5	—	—	—	1,3	—
Calabria	44	7,7	—	7,7	—	—	—	—	—
Molise	13	2,5	—	2,5	—	—	—	—	—
Multirégionaux	1	1,9	—	—	—	1,9	—	—	—
<b>Pays-Bas</b>	<b>12</b>	<b>16,5</b>	<b>—</b>	<b>8,0</b>	<b>8,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Limburg	3	8,0	—	8,0	—	—	—	—	—
Noord-Brabant	2	2,8	—	—	2,8	—	—	—	—
Zuid-Holland	2	2,1	—	—	2,1	—	—	—	—
Gelderland	2	1,9	—	—	1,9	—	—	—	—
Noord-Holland	2	1,0	—	—	1,0	—	—	—	—
Overijssel	1	0,7	—	—	0,7	—	—	—	—
<b>Portugal</b>	<b>282</b>	<b>84,4</b>	<b>—</b>	<b>50,0</b>	<b>—</b>	<b>31,5</b>	<b>—</b>	<b>2,8</b>	<b>—</b>
Centro	135	36,5	—	18,0	—	16,9	—	1,6	—
Lisboa e Vale do Tejo	66	20,8	—	14,6	—	6,3	—	—	—
Norte	59	19,0	—	12,9	—	4,9	—	1,2	—
Multirégionaux	11	3,7	—	3,7	—	—	—	—	—
Algarve	1	2,4	—	—	—	2,4	—	—	—
Alentejo	9	1,3	—	0,9	—	0,4	—	—	—
Madeira	1	0,8	—	—	—	0,8	—	—	—
<b>Royaume-Uni</b>	<b>1</b>	<b>1,9</b>	<b>—</b>	<b>1,9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Wales	1	1,9	—	1,9	—	—	—	—	—
<b>Total général</b>	<b>5 406</b>	<b>2 062,0</b>	<b>76,9</b>	<b>1 004,9</b>	<b>336,9</b>	<b>269,5</b>	<b>112,6</b>	<b>117,4</b>	<b>143,8</b>

(1) Dont 10 millions d'euros également au titre des objectifs énergétiques.

Tableau 22: **Crédits accordés de 1984 à 1988 sur des prêts globaux en cours**  
Présentation synthétique

	Total		Ressources propres		Ressources NIC	
	Nombre	Millions d'écus	Nombre	Millions d'écus	Nombre	Millions d'écus
Développement régional	13 029	4 048,6	13 026	4 020,1	3	28,5
Objectifs énergétiques	940	976,2	897	941,8	43	34,4
Technologies avancées	77	226,2	77	226,2	—	—
Investissements des PME	9 700	2 559,9	1 329	346,7	8 371	2 213,2
Environnement	148	250,4	148	250,4	—	—
<b>Total</b>	<b>23 894</b>	<b>8 061,3</b>	<b>15 477</b>	<b>5 785,2</b>	<b>8 417</b>	<b>2 276,1</b>
dont: industrie	21 918	6 773,5	13 542	4 560,7	8 376	2 212,8
infrastructures	1 976	1 287,8	1 935	1 224,5	41	63,3

Tableau 23: **Crédits accordés de 1984 à 1988 sur des prêts globaux en cours**  
Repartition par région et par objectif

(millions d'écus)

	Total		Développement régional		PME BEI	PME NIC	Technologies avancées	Énergie	Environnement (1)
	Nombre	Montant	Infra-structures	Industrie					
<b>Belgique</b>	<b>11</b>	<b>4,7</b>	—	<b>1,2</b>	<b>3,5</b>	—	—	—	—
West Vlaanderen	1	1,7	—	—	1,7	—	—	—	—
Limburg	1	0,9	—	0,9	—	—	—	—	—
Brabant B.	2	0,7	—	—	0,7	—	—	—	—
Antwerpen	1	0,4	—	—	0,4	—	—	—	—
Oost Vlaanderen	3	0,3	—	—	0,3	—	—	—	—
Liège	1	0,3	—	0,3	—	—	—	—	—
Brabant W.	1	0,2	—	—	0,2	—	—	—	—
Brabant V.	1	0,1	—	—	0,1	—	—	—	—
<b>Danemark</b>	<b>538</b>	<b>184,5</b>	<b>5,5</b>	<b>25,0</b>	—	<b>134,5</b>	—	—	<b>19,5</b>
Vest for Storebælt	431	149,8	4,1	23,4	—	102,9	—	—	19,5
Hovedstadsregionen	83	29,3	1,5	—	—	27,9	—	—	—
Ost for Storebælt	24	5,3	—	1,6	—	3,8	—	—	—
<b>Allemagne</b>	<b>168</b>	<b>264,5</b>	—	<b>8,0</b>	<b>67,3</b>	—	—	<b>25,8</b>	<b>163,4</b>
Nordrhein-Westfalen	109	214,5	—	5,9	36,9	—	—	25,8	145,8
Baden-Württemberg	17	13,8	—	—	12,3	—	—	—	1,5
Niedersachsen	6	12,1	—	1,8	2,9	—	—	—	7,5
Bayern	14	8,4	—	—	6,4	—	—	—	2,0
Hessen	8	6,9	—	—	6,9	—	—	—	—
Rheinland-Pfalz	6	5,7	—	—	—	—	—	—	5,7
Hamburg	5	1,2	—	0,4	0,6	—	—	—	0,2
Schleswig-Holstein	2	1,2	—	—	1,2	—	—	—	—
Saarland	1	0,6	—	—	—	—	—	—	0,6
<b>Grèce</b>	<b>503</b>	<b>314,6</b>	<b>93,8</b>	<b>198,8</b>	—	<b>21,9</b>	—	—	—
Multirégionaux	12	85,5	11,9	73,6	—	—	—	—	—
Stereia (est)	121	84,0	54,8	20,4	—	8,8	—	—	—
Makedonia (centre et ouest)	83	35,7	2,0	31,4	—	2,4	—	—	—
Peloponissos-Stereia (ouest)	70	24,8	5,2	16,9	—	2,7	—	—	—
Kriti	39	21,1	5,0	14,8	—	1,2	—	—	—
Thessalia	66	21,0	4,3	13,1	—	3,6	—	—	—
Thraki	25	14,8	4,0	10,8	—	0,04	—	—	—
Makedonia (est)	28	13,9	6,6	6,7	—	0,6	—	—	—
Ipiros	37	9,8	—	7,4	—	2,4	—	—	—
Nissoi Egeou (est)	22	3,9	—	3,8	—	0,1	—	—	—
<b>Espagne</b>	<b>1 160</b>	<b>446,1</b>	<b>67,3</b>	<b>195,0</b>	<b>65,3</b>	<b>118,6</b>	—	—	—
Andalucía	234	93,2	18,5	71,1	—	3,6	—	—	—
Cataluna	148	56,7	—	2,9	20,5	33,3	—	—	—
Madrid	104	43,1	—	2,5	14,1	26,5	—	—	—
Valencia	119	42,9	—	1,4	17,5	24,1	—	—	—
Canarias	51	38,3	—	38,1	—	0,1	—	—	—
Galicia	57	32,2	14,6	17,1	—	0,4	—	—	—
Castilla León	112	26,1	5,6	17,8	—	2,7	—	—	—
Castilla La Mancha	65	23,6	12,9	9,3	—	1,4	—	—	—
Murcia	59	21,2	6,5	12,6	—	2,1	—	—	—
País Vasco	51	15,8	0,1	6,4	1,1	8,1	—	—	—
Aragón	52	12,9	0,1	1,2	6,1	5,5	—	—	—
Extremadura	26	11,7	8,9	2,5	—	0,3	—	—	—
Navarra	24	10,8	—	—	4,6	6,2	—	—	—
Asturias	27	9,6	—	9,5	—	0,1	—	—	—
La Rioja	19	4,6	—	—	1,3	3,3	—	—	—
Cantabria	12	3,4	—	2,5	0,1	0,8	—	—	—

Tableau 23: Répartition par région et par objectif (suite)

(millions d'euros)

	Total		Développement régional		PME BEI	PME NIC	Technologies avancées	Énergie	Environnement (1)
	Nombre	Montant	Infra-structures	Industrie					
<b>France</b>	<b>10 486</b>	<b>2 001,3</b>	<b>383,2</b>	<b>600,7</b>	<b>75,0</b>	<b>755,8</b>	<b>30,6</b>	<b>152,9</b>	<b>3,0</b>
Île-de-France	1 188	242,5	—	—	35,1	123,8	16,4	67,1	—
Rhône-Alpes	1 378	192,7	19,3	15,0	11,1	136,3	—	11,0	—
Bretagne	727	191,2	43,7	112,2	0,1	15,4	—	19,8	—
Nord	589	171,5	62,5	61,2	—	41,3	—	6,5	—
Aquitaine	630	146,9	63,8	53,2	—	21,1	—	5,9	2,8
Pays de la Loire	610	114,9	27,5	55,4	0,9	24,0	0,2	7,0	—
Midi-Pyrénées	593	101,4	39,7	40,0	0,2	16,6	—	5,0	—
Languedoc-Roussillon	405	85,7	32,5	39,4	—	10,8	—	2,9	—
Provence-Côte d'Azur	497	81,5	1,0	30,1	—	47,9	0,6	1,9	—
Auvergne	414	73,3	34,8	27,4	0,3	10,4	—	0,3	—
Lorraine	369	68,3	10,9	29,0	—	28,1	—	0,3	—
Alsace	357	65,8	—	8,3	17,1	31,2	6,6	2,5	0,1
Haute-Normandie	290	62,9	9,9	13,4	3,2	31,2	—	5,1	—
Centre	428	60,6	1,3	3,8	2,2	50,4	—	2,9	—
Basse-Normandie	281	57,9	6,3	22,9	0,9	20,8	6,6	0,4	—
Picardie	304	53,7	3,8	10,5	2,3	30,8	—	6,3	—
Bourgogne	287	49,1	—	7,1	0,9	38,3	0,1	2,6	—
Franche-Comté	298	46,9	0,7	1,9	0,5	43,0	—	0,7	—
Poitou-Charentes	259	44,9	3,1	36,4	—	4,7	0,1	0,8	—
Champagne-Ardenne	230	37,3	3,1	7,7	0,2	23,6	0,1	2,6	—
Limousin	241	36,2	11,3	18,1	—	6,0	—	0,7	—
Corse	110	16,1	8,0	7,5	—	—	—	0,6	—
Guadeloupe	1	0,04	—	0,04	—	—	—	—	—
<b>Irlande</b>	<b>243</b>	<b>26,4</b>	<b>0,7</b>	<b>25,7</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Italie</b>	<b>10 112</b>	<b>4 582,5</b>	<b>22,7</b>	<b>2 265,0</b>	<b>127,2</b>	<b>1 117,6</b>	<b>195,5</b>	<b>791,7</b>	<b>62,7</b>
Lombardia	871	552,8	—	—	26,1	262,9	92,5	154,6	16,6
Campania	1 149	489,2	0,3	456,7	—	—	—	24,5	7,6
Emilia-Romagna	772	449,7	—	0,3	25,2	301,8	17,8	95,0	9,7
Veneto	692	432,4	—	47,1	39,8	237,5	32,9	74,7	0,4
Toscana	1 049	375,8	4,0	125,2	16,1	159,2	9,1	54,1	8,1
Trentino-Alto Adige	513	345,5	0,1	307,5	—	2,4	—	35,4	—
Piémonte	382	290,3	—	—	16,7	113,0	29,4	122,5	8,8
Lazio	384	248,5	0,4	201,3	1,9	15,4	6,8	17,6	5,0
Puglia	769	216,8	0,02	173,7	—	—	—	43,1	—
Marche	637	210,7	—	177,5	—	—	—	33,1	0,1
Sicilia	740	196,7	4,5	166,0	—	—	—	25,6	0,5
Sardegna	659	182,8	0,6	175,6	—	—	—	6,1	0,6
Abruzzi	409	161,4	10,0	138,7	—	—	—	12,0	0,7
Umbria	248	108,8	—	90,5	—	—	4,4	13,2	0,7
Calabria	357	78,1	—	75,0	—	—	—	3,1	—
Friuli-Venezia Giulia	90	67,1	—	51,9	—	—	—	15,2	—
Liguria	105	58,7	—	18,5	1,3	18,1	2,7	18,1	—
Basilicata	206	58,2	2,7	36,3	—	—	—	18,5	0,7
Molise	62	27,4	—	23,1	—	—	—	4,2	—
Multirégionaux	12	25,6	—	—	—	3,8	—	18,6	3,2
Valle d'Aosta	6	6,1	—	—	—	3,5	—	2,5	—
<b>Pays-Bas</b>	<b>12</b>	<b>16,5</b>	<b>—</b>	<b>8,0</b>	<b>8,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Limburg	3	8,0	—	8,0	—	—	—	—	—
Noord-Brabant	2	2,8	—	—	2,8	—	—	—	—
Zuid-Holland	2	2,1	—	—	2,1	—	—	—	—
Gelderland	2	1,9	—	—	1,9	—	—	—	—
Noord-Holland	2	1,0	—	—	1,0	—	—	—	—
Overijssel	1	0,7	—	—	0,7	—	—	—	—
<b>Portugal</b>	<b>343</b>	<b>115,1</b>	<b>—</b>	<b>72,4</b>	<b>—</b>	<b>35,1</b>	<b>—</b>	<b>5,7</b>	<b>1,9</b>
Centro	162	46,9	—	25,2	—	18,3	—	3,5	—
Norte	86	36,7	—	25,7	—	6,9	—	2,2	1,9
Lisboa e Vale do Tejo	71	22,8	—	16,4	—	6,4	—	—	—
Multirégionaux	11	3,7	—	3,7	—	—	—	—	—
Algarve	1	2,4	—	—	—	2,4	—	—	—
Alentejo	10	1,5	—	1,1	—	0,4	—	—	—
Madeira	2	1,1	—	0,4	—	0,8	—	—	—
<b>Royaume-Uni</b>	<b>318</b>	<b>105,2</b>	<b>—</b>	<b>75,6</b>	<b>—</b>	<b>29,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
North	17	16,4	—	15,3	—	1,1	—	—	—
Northern Ireland	18	16,3	—	16,3	—	—	—	—	—
South West	40	12,8	—	8,7	—	4,1	—	—	—
South East	63	10,6	—	—	—	10,6	—	—	—
Yorkshire and Humberside	31	10,0	—	8,1	—	1,9	—	—	—
North West	46	9,9	—	7,1	—	2,8	—	—	—
Wales	13	7,7	—	7,2	—	0,5	—	—	—
East Midlands	26	7,1	—	4,3	—	2,7	—	—	—
Scotland	21	6,6	—	5,4	—	1,3	—	—	—
West Midlands	29	5,2	—	3,1	—	2,1	—	—	—
East Anglia	14	2,6	—	—	—	2,6	—	—	—
<b>Total général</b>	<b>23 894</b>	<b>8 061,3</b>	<b>573,3</b>	<b>3 475,3</b>	<b>346,7</b>	<b>2 213,2</b>	<b>226,2</b>	<b>976,2</b>	<b>250,4</b>

(1) Dont 16,6 millions d'euros également au titre des objectifs énergétiques.



Tableau 24: **Financements accordés dans la Communauté en 1988**  
Répartition par secteur

	Total		Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux en cours		
			BEI + NIC	Total	BEI	NIC
	millions d'écus	%	millions d'écus	millions d'écus	millions d'écus	millions d'écus
<b>Énergie et infrastructures</b>	<b>5 688,3</b>	<b>66,1</b>	<b>5 444,4</b>	<b>243,9</b>	<b>237,8</b>	<b>6,1</b>
<b>Énergie</b>	<b>1 777,1</b>	<b>20,7</b>	<b>1 687,4</b>	<b>89,7</b>	<b>83,6</b>	<b>6,1</b>
Production	941,7	10,9	913,5	28,2	24,3	3,9
Centrales thermiques classiques	377,6	4,4	377,6	—	—	—
Centrales hydroélectriques	230,7	2,7	214,5	16,2	12,3	3,9
Énergies géothermique, alternatives	86,5	1,0	83,6	2,9	2,9	—
Centrales de production de chaleur	82,3	1,0	77,5	4,8	4,8	—
Exploitation d'hydrocarbures	163,2	1,9	158,9	4,2	4,2	—
Combustibles solides	1,4	—	1,4	—	—	—
Transport, stockage, retraitement	487,0	5,7	473,3	13,7	13,7	—
Électricité	25,7	0,3	25,7	—	—	—
Gaz naturel, pétrole	173,0	2,0	159,4	13,7	13,7	—
Combustibles nucléaires	288,2	3,4	288,2	—	—	—
Distribution	348,5	4,1	300,6	47,9	45,7	2,2
Électricité	11,4	0,1	—	11,4	11,4	—
Gaz naturel	319,8	3,7	283,3	36,5	34,2	2,2
Chaleur	17,3	0,2	17,3	—	—	—
<b>Transports</b>	<b>1 621,1</b>	<b>18,8</b>	<b>1 607,0</b>	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>	<b>—</b>
Chemins de fer	303,4	3,5	302,0	1,5	1,5	—
Routes, autoroutes	820,7	9,5	817,1	3,6	3,6	—
Transports maritimes	81,9	1,0	73,0	8,9	8,9	—
Transports aériens	404,3	4,7	404,3	—	—	—
(dont achat d'avions)	292,6	3,4	292,6	—	—	—
Centres intermodaux	10,7	0,1	10,7	—	—	—
<b>Télécommunications</b>	<b>1 288,3</b>	<b>15,0</b>	<b>1 288,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Réseaux	983,7	11,4	983,7	—	—	—
Satellites, stations	304,6	3,5	304,6	—	—	—
<b>Eau, assainissement, déchets solides</b>	<b>681,3</b>	<b>7,9</b>	<b>581,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>—</b>
Approvisionnement	74,2	0,9	74,2	—	—	—
Traitement des eaux usées	440,4	5,1	345,9	94,5	94,5	—
Traitement des déchets solides	2,0	—	—	2,0	2,0	—
Aménagements à finalité multiple	164,6	1,9	161,1	3,5	3,5	—
<b>Infrastructures urbaines</b>	<b>68,4</b>	<b>0,8</b>	<b>65,6</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>—</b>
Transports	39,6	0,5	36,7	2,9	2,9	—
Bâtiments publics, administratifs	28,9	0,3	28,9	—	—	—
<b>Infrastructures diverses</b>	<b>252,1</b>	<b>2,9</b>	<b>214,8</b>	<b>37,3</b>	<b>37,3</b>	<b>—</b>
Infrastructures composites	207,5	2,4	171,7	35,8	35,8	—
Aménagements agricoles, forestiers	44,6	0,5	43,1	1,5	1,5	—
<b>Industrie, services, agriculture</b>	<b>2 912,7</b>	<b>33,9</b>	<b>1 094,5</b>	<b>1 818,2</b>	<b>1 547,4</b>	<b>270,7</b>
<b>Industrie</b>	<b>2 421,5</b>	<b>28,2</b>	<b>1 010,4</b>	<b>1 411,1</b>	<b>1 153,7</b>	<b>257,4</b>
Industries extractives	14,8	0,2	—	14,8	10,7	4,1
Production et 1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	22,3	0,3	—	22,3	14,9	7,4
Ouvrages en métaux, mécanique	266,6	3,1	52,7	214,0	171,0	42,9
(dont bureautique)	47,5	0,6	46,0	1,5	1,4	0,1
Construction de matériel de transport	424,0	4,9	379,6	44,3	35,9	8,5
(dont industrie aéronautique)	236,9	2,8	236,7	0,2	0,2	—
Construction électrique	81,4	0,9	33,5	47,9	40,1	7,8
Électronique	281,4	3,3	254,2	27,2	25,2	2,0
Industrie chimique	295,7	3,4	157,1	138,6	115,8	22,8
(dont pétrochimie)	96,1	1,1	84,2	11,9	11,9	—
(dont pharmacie)	34,1	0,4	3,9	30,2	22,8	7,4
Caoutchouc, matières plastiques	83,1	1,0	4,6	78,5	62,7	15,8
Verre et céramique	101,6	1,2	30,2	71,3	58,1	13,2
Matériaux de construction	82,4	1,0	6,4	76,0	71,2	4,9
Industrie du bois	75,8	0,9	3,8	71,9	56,0	16,0
Produits alimentaires	324,6	3,8	71,0	253,6	211,6	42,0
Textiles, cuirs	144,7	1,7	3,0	141,7	100,7	41,0
Pâte à papier, papier, imprimerie	139,1	1,6	14,3	124,8	107,5	17,2
Industries manufacturières diverses	25,3	0,3	—	25,3	20,3	5,1
Génie civil, bâtiments	58,9	0,7	—	58,9	52,1	6,8
<b>Services</b>	<b>429,1</b>	<b>5,0</b>	<b>84,1</b>	<b>345,0</b>	<b>336,1</b>	<b>8,8</b>
Tourisme, loisirs, santé	244,0	2,8	44,6	199,4	196,2	3,1
Centres de formation, d'enseignement	22,7	0,3	22,6	0,1	0,1	—
Recherche-développement	31,3	0,4	14,7	16,6	16,6	—
Services aux entreprises et collectivités	114,9	1,3	2,3	112,6	107,8	4,8
Récupération, recyclage de déchets	14,7	0,2	—	14,7	13,8	0,9
Services avancés d'information	1,6	—	—	1,6	1,6	—
<b>Agriculture, pêche</b>	<b>62,1</b>	<b>0,7</b>	<b>—</b>	<b>62,1</b>	<b>57,6</b>	<b>4,5</b>
<b>Total</b>	<b>8 600,8</b>	<b>100,0</b>	<b>6 538,8</b>	<b>2 062,0</b>	<b>1 785,2</b>	<b>276,8</b>

Tableau 25: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen de 1963 à 1988**  
Répartition par pays

	Total		Ressources propres	Ressources budgétaires
	millions d'écus	%	millions d'écus	millions d'écus
Turquie	734,2	29,3	115,0	619,2
Yougoslavie	520,0	20,7	520,0	—
Algérie	177,0	7,1	177,0	—
Maroc	215,0	8,6	196,0	19,0
Tunisie	195,5	7,8	158,0	37,5
Égypte	258,7	10,3	252,7	6,0
Jordanie	96,3	3,8	88,0	8,3
Liban	40,0	1,6	40,0	—
Syrie	101,5	4,0	98,0	3,5
Chypre	58,0	2,3	48,0	10,0
Israël	70,0	2,8	70,0	—
Malte	40,0	1,6	32,0	8,0
<b>Total</b>	<b>2 506,2</b>	<b>100,0</b>	<b>1 794,7</b>	<b>711,5</b>

Tableau 26: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen de 1963 à 1988**  
Répartition par secteur

Secteur	Financements		Crédits sur prêts globaux en cours	
	millions d'écus	%	nombre	millions d'écus
<b>Énergie</b>	<b>774,9</b>	<b>30,9</b>	—	—
<b>Production</b>	<b>572,7</b>	<b>22,9</b>	—	—
Centrales thermiques classiques	318,7	12,7	—	—
Centrales hydroélectriques	226,0	9,0	—	—
Hydrocarbures	28,0	1,1	—	—
<b>Transport, distribution d'électricité</b>	<b>202,3</b>	<b>8,1</b>	—	—
<b>Infrastructures</b>	<b>992,5</b>	<b>39,6</b>	<b>25</b>	<b>4,0</b>
<b>Transports</b>	<b>830,5</b>	<b>33,1</b>	<b>13</b>	<b>1,9</b>
Chemins de fer	154,2	6,2	—	—
Routes	529,2	21,1	13	1,9
Transports maritimes	122,5	4,9	—	—
Transports aériens	24,7	1,0	—	—
<b>Télécommunications</b>	<b>13,0</b>	<b>0,5</b>	—	—
<b>Eau (captage, distribution, épuration)</b>	<b>89,0</b>	<b>3,5</b>	—	—
<b>Infrastructures diverses</b>	<b>56,0</b>	<b>2,2</b>	<b>12</b>	<b>2,1</b>
Aménagements agricoles et forestiers	56,0	2,2	—	—
Infrastructures composites et urbaines	—	—	12	2,1
<b>Prêts globaux</b>	<b>4,0</b>	<b>0,2</b>	—	—
<b>Industrie, agriculture, services</b>	<b>738,9</b>	<b>29,5</b>	<b>1 792</b>	<b>332,2</b>
<b>Industrie</b>	<b>201,4</b>	<b>8,0</b>	<b>422</b>	<b>256,3</b>
Industries extractives	—	—	8	6,3
Production et 1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	2,9	0,1	15	8,7
Matériaux de construction	57,5	2,3	23	20,3
Industrie du bois	1,2	—	22	7,0
Verre et céramique	3,3	0,1	12	13,9
Industrie chimique	37,9	1,5	38	31,4
Ouvrages en métaux, mécanique	—	—	59	37,9
Construction de matériel de transport	—	—	11	5,3
Construction électrique, électronique	0,8	—	27	19,4
Produits alimentaires	1,5	0,1	91	32,5
Textiles et cuirs	3,7	0,1	63	29,6
Pâte à papier, papier, imprimerie	77,7	3,1	20	11,7
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	0,5	—	19	15,6
Industries manufacturières diverses	—	—	5	1,5
Génie civil et bâtiments	14,5	0,6	9	15,1
<b>Agriculture, forêts, pêche</b>	<b>52,1</b>	<b>2,1</b>	<b>1 303</b>	<b>64,6</b>
<b>Services</b>	<b>3,0</b>	<b>0,1</b>	<b>67</b>	<b>11,4</b>
Tourisme	—	—	12	6,3
Autres services	—	—	55	5,1
Récupération de déchets	3,0	0,1	—	—
<b>Prêts globaux</b>	<b>482,3</b>	<b>19,2</b>	—	—
<b>Total</b>	<b>2 506,2</b>	<b>100,0</b>	<b>1 817</b>	<b>336,2</b>



Tableau 27: **Financements dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1988 (Conventions de Lomé)**

Répartition selon la localisation

(millions d'écus)

	Total			Ressources propres			Ressources budgétaires		
	Total	Lomé I + II	Lomé III	Total	Lomé I + II	Lomé III	Total	Lomé I + II	Lomé III
<b>AFRIQUE</b>	<b>1 867,34</b>	<b>1 135,54</b>	<b>731,8</b>	<b>1 162,1</b>	<b>812,5</b>	<b>349,6</b>	<b>705,24</b>	<b>323,04</b>	<b>382,2</b>
<i>Occidentale</i>	<i>747,1</i>	<i>460,9</i>	<i>286,2</i>	<i>491,7</i>	<i>348,6</i>	<i>143,1</i>	<i>255,4</i>	<i>112,3</i>	<i>143,1</i>
Nigéria	165,0	90,0	75,0	165,0	90,0	75,0	—	—	—
Côte-d'Ivoire	145,1	104,0	41,1	139,7	98,6	41,1	5,4	5,4	—
Sénégal	72,2	46,7	25,5	33,0	33,0	—	39,2	13,7	25,5
Ghana	58,3	34,3	24,0	33,0	16,0	17,0	25,3	18,3	7,0
Régional	49,8	16,8	33,0	15,0	5,0	10,0	34,8	11,8	23,0
Mauritanie	48,5	32,0	16,5	25,0	25,0	—	23,5	7,0	16,5
Guinée	31,7	15,1	16,6	11,9	11,9	—	19,8	3,2	16,6
Niger	31,2	16,9	14,3	16,0	16,0	—	15,2	0,9	14,3
Mali	30,3	9,8	20,5	—	—	—	30,3	9,8	20,5
Togo	28,5	28,5	—	20,7	20,7	—	7,8	7,8	—
Burkina Faso	27,4	22,9	4,5	8,0	8,0	—	19,4	14,9	4,5
Bénin	24,8	18,3	6,5	13,5	13,5	—	11,3	4,8	6,5
Libéria	14,0	14,0	—	10,9	10,9	—	3,1	3,1	—
Cap-Vert	8,4	5,4	3,0	—	—	—	8,4	5,4	3,0
Gambie	8,1	2,4	5,7	—	—	—	8,1	2,4	5,7
Guinée-Bissau	3,8	3,8	—	—	—	—	3,8	3,8	—
<i>Centrale-équatoriale</i>	<i>356,04</i>	<i>260,54</i>	<i>95,5</i>	<i>246,0</i>	<i>191,0</i>	<i>55,0</i>	<i>110,04</i>	<i>69,54</i>	<i>40,5</i>
Cameroun	133,3	133,3	—	128,3	128,3	—	5,0	5,0	—
Zaire	76,2	26,2	50,0	50,0	—	50,0	26,2	26,2	—
Congo	57,9	31,9	26,0	28,1	28,1	—	29,8	3,8	26,0
Gabon	34,5	34,5	—	32,0	32,0	—	2,5	2,5	—
Burundi	14,2	8,7	5,5	—	—	—	14,2	8,7	5,5
Tchad	11,7	9,5	2,2	—	—	—	11,7	9,5	2,2
Régional	9,3	3,6	5,7	7,6	2,6	5,0	1,7	1,0	0,7
Guinée équatoriale	6,0	2,0	4,0	—	—	—	6,0	2,0	4,0
Rwanda	5,7	5,7	—	—	—	—	5,7	5,7	—
Centrafrique	5,1	5,1	—	—	—	—	5,1	5,1	—
São Tomé e Príncipe	2,14	0,04	2,1	—	—	—	2,14	0,04	2,1
<i>Orientale</i>	<i>328,3</i>	<i>182,3</i>	<i>146,0</i>	<i>160,9</i>	<i>102,9</i>	<i>58,0</i>	<i>167,4</i>	<i>79,4</i>	<i>88,0</i>
Kenya	160,2	100,7	59,5	149,9	97,9	52,0	10,3	2,8	7,5
Éthiopie	44,0	13,0	31,0	—	—	—	44,0	13,0	31,0
Soudan	38,5	16,5	22,0	—	—	—	38,5	16,5	22,0
Tanzanie	34,2	23,7	10,5	5,0	5,0	—	29,2	18,7	10,5
Somalie	22,8	9,8	13,0	—	—	—	22,8	9,8	13,0
Ouganda	12,3	10,3	2,0	—	—	—	12,3	10,3	2,0
Régional	6,5	0,5	6,0	6,0	—	6,0	0,5	0,5	—
Djibouti	5,2	3,2	2,0	—	—	—	5,2	3,2	2,0
Seychelles	4,6	4,6	—	—	—	—	4,6	4,6	—
<i>Australe</i>	<i>420,9</i>	<i>231,8</i>	<i>189,1</i>	<i>263,5</i>	<i>170,0</i>	<i>93,5</i>	<i>157,4</i>	<i>61,8</i>	<i>95,6</i>
Zimbabwe	72,4	40,4	32,0	67,0	35,0	32,0	5,4	5,4	—
Zambie	70,6	47,4	23,2	42,0	42,0	—	28,6	5,4	23,2
Botswana	66,3	37,3	29,0	59,5	35,5	24,0	6,8	1,8	5,0
Malawi	60,5	39,0	21,5	31,5	22,0	9,5	29,0	17,0	12,0
Maurice	51,5	17,0	34,5	44,5	16,5	28,0	7,0	0,5	6,5
Madagascar	48,6	24,2	24,4	—	—	—	48,6	24,2	24,4
Swaziland	26,2	20,2	6,0	19,0	19,0	—	7,2	1,2	6,0
Lesotho	9,6	6,1	3,5	—	—	—	9,6	6,1	3,5
Mozambique	9,0	—	9,0	—	—	—	9,0	—	9,0
Angola	4,0	—	4,0	—	—	—	4,0	—	4,0
Comores	2,2	0,2	2,0	—	—	—	2,2	0,2	2,0
<i>Projet multirégional</i>	<i>15,0</i>	<i>—</i>	<i>15,0</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>15,0</i>	<i>—</i>	<i>15,0</i>
<b>CARAÏBES</b>	<b>154,2</b>	<b>94,9</b>	<b>59,3</b>	<b>112,5</b>	<b>68,1</b>	<b>44,4</b>	<b>41,7</b>	<b>26,8</b>	<b>14,9</b>
Trinité et Tobago	42,0	42,0	—	42,0	42,0	—	—	—	—
Jamaïque	24,3	9,0	15,3	19,3	4,0	15,3	5,0	5,0	—
Bahamas	17,7	0,1	17,6	17,6	—	17,6	0,1	0,1	—
Barbade	17,1	17,1	—	17,1	17,1	—	—	—	—
Sainte-Lucie	9,2	1,2	8,0	6,0	—	6,0	3,2	1,2	2,0
Saint-Vincent et Grenadines	8,8	3,0	5,8	3,0	—	3,0	5,8	3,0	2,8
Guyane	7,2	7,2	—	—	—	—	7,2	7,2	—
Bélice	6,1	2,6	3,5	4,5	2,0	2,5	1,6	0,6	1,0
Régional	6,0	4,0	2,0	3,0	3,0	—	3,0	1,0	2,0
Dominique	4,8	1,0	3,8	—	—	—	4,8	1,0	3,8
Surinam	4,3	4,3	—	—	—	—	4,3	4,3	—
Grenade	4,2	2,4	1,8	—	—	—	4,2	2,4	1,8
Saint-Christophe et Nevis	2,5	1,0	1,5	—	—	—	2,5	1,0	1,5
<b>PACIFIQUE</b>	<b>182,4</b>	<b>139,7</b>	<b>42,7</b>	<b>139,4</b>	<b>106,9</b>	<b>32,5</b>	<b>43,0</b>	<b>32,8</b>	<b>10,2</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	103,1	70,6	32,5	83,9	54,9	29,0	19,2	15,7	3,5
Fidji	64,5	60,0	4,5	55,5	52,0	3,5	9,0	8,0	1,0
Samoa occidentales	7,5	3,3	4,2	—	—	—	7,5	3,3	4,2
Tonga	3,8	2,3	1,5	—	—	—	3,8	2,3	1,5
Vanuatu	3,0	3,0	—	—	—	—	3,0	3,0	—
Kiribati	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2	—
Salomon	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2	—
Tuvalu	0,1	0,1	—	—	—	—	0,1	0,1	—
<b>Total États ACP</b>	<b>2 203,94</b>	<b>1 370,14</b>	<b>833,8</b>	<b>1 414,0</b>	<b>987,5</b>	<b>426,5</b>	<b>789,94</b>	<b>382,64</b>	<b>407,3</b>
<b>PTOM</b>	<b>48,1</b>	<b>28,1</b>	<b>20,0</b>	<b>36,5</b>	<b>22,0</b>	<b>14,5</b>	<b>11,6</b>	<b>6,1</b>	<b>5,5</b>
<b>Total général</b>	<b>2 252,0</b>	<b>1 398,2</b>	<b>853,8</b>	<b>1 450,5</b>	<b>1 009,5</b>	<b>441,0</b>	<b>801,5</b>	<b>388,7</b>	<b>412,8</b>



Tableau 28: **Financements dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1988 (Conventions de Lomé)**  
Répartition par secteur

Secteurs	Lomé III				Lomé I et II			
	Financements		Crédits sur prêts globaux		Financements		Crédits sur prêts globaux	
	millions d'écus	%	nombre	millions d'écus	millions d'écus	%	nombre	millions d'écus
<b>Énergie</b>	<b>199,2</b>	<b>23,3</b>	<b>1</b>	<b>0,3</b>	<b>378,5</b>	<b>27,1</b>	<b>6</b>	<b>2,8</b>
<b>Production</b>	<b>97,4</b>	<b>11,4</b>	<b>1</b>	<b>0,3</b>	<b>309,5</b>	<b>22,1</b>	<b>5</b>	<b>2,2</b>
Centrales thermiques classiques	51,0	6,0	—	—	98,1	7,0	3	1,8
Centrales hydroélectriques	46,4	5,4	1	0,3	169,9	12,2	2	0,3
Centrales géothermiques	—	—	—	—	9,0	0,6	—	—
Hydrocarbures	—	—	—	—	32,5	2,3	—	—
<b>Transport et distribution</b>	<b>101,8</b>	<b>11,9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>69,0</b>	<b>4,9</b>	<b>1</b>	<b>0,6</b>
Électricité	88,8	10,4	—	—	69,0	4,9	—	—
Pétrole	13,0	1,5	—	—	—	—	1	0,6
<b>Infrastructures</b>	<b>188,7</b>	<b>22,1</b>	<b>1</b>	<b>0,1</b>	<b>121,9</b>	<b>8,7</b>	<b>2</b>	<b>1,6</b>
<b>Transports</b>	<b>36,2</b>	<b>4,2</b>	<b>1</b>	<b>0,1</b>	<b>27,2</b>	<b>1,9</b>	<b>1</b>	<b>0,6</b>
Chemins de fer	—	—	—	—	10,0	0,7	—	—
Transports maritimes	21,2	2,5	1	0,1	17,2	1,2	1	0,6
Transports aériens	15,0	1,8	—	—	—	—	—	—
<b>Télécommunications</b>	<b>46,1</b>	<b>5,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>63,1</b>	<b>4,5</b>	<b>1</b>	<b>1,0</b>
<b>Eau (captage, distribution, épuration)</b>	<b>106,4</b>	<b>12,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>31,6</b>	<b>2,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Industrie, agriculture, services</b>	<b>465,8</b>	<b>54,6</b>	<b>122</b>	<b>26,8</b>	<b>897,8</b>	<b>64,2</b>	<b>557</b>	<b>226,9</b>
<b>Industrie</b>	<b>294,2</b>	<b>34,5</b>	<b>76</b>	<b>15,4</b>	<b>564,7</b>	<b>40,4</b>	<b>455</b>	<b>198,9</b>
Industries extractives	81,0	9,5	4	0,4	149,7	10,7	15	8,8
Production et 1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	13,0	1,5	—	—	31,5	2,3	9	4,0
Matériaux de construction	13,6	1,6	7	1,4	59,3	4,2	15	6,3
Industrie du bois	4,5	0,5	3	0,6	25,2	1,8	36	12,9
Verre et céramique	—	—	—	—	4,0	0,3	12	6,6
Industrie chimique	14,0	1,6	7	0,5	54,5	3,9	27	15,4
Ouvrages en métaux et mécanique	—	—	9	1,9	0,5	—	29	10,3
Construction de matériel de transport	—	—	8	1,7	7,3	0,5	14	5,7
Construction électrique, électronique	—	—	3	0,5	—	—	11	5,2
Produits alimentaires	78,3	9,2	15	3,0	165,3	11,8	119	54,0
Textiles et cuirs	55,8	6,5	8	2,4	42,9	3,1	62	20,8
Pâte à papier, papier, imprimerie	7,0	0,8	2	0,4	—	—	41	20,0
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	2,0	0,2	3	0,8	24,6	1,8	43	22,4
Industries manufacturières diverses	—	—	1	0,1	—	—	8	1,9
Génie civil et bâtiments	—	—	6	1,7	—	—	14	4,6
Soutien à l'industrie	25,0	2,9	—	—	—	—	—	—
<b>Agriculture, forêts, pêche</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2</b>	<b>0,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>7</b>	<b>3,8</b>
<b>Services</b>	<b>12,5</b>	<b>1,5</b>	<b>44</b>	<b>11,1</b>	<b>41,9</b>	<b>3,0</b>	<b>95</b>	<b>24,2</b>
Tourisme	4,5	0,5	40	10,5	19,3	1,4	66	21,2
Autres services	8,0	0,9	4	0,6	22,6	1,6	29	3,0
<b>Prêts globaux</b>	<b>148,8</b>	<b>17,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>267,8</b>	<b>19,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Banques de développement</b>	<b>10,3</b>	<b>1,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>23,3</b>	<b>1,7</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Total</b>	<b>853,8</b>	<b>100,0</b>	<b>124</b>	<b>27,2</b>	<b>1 398,2</b>	<b>100,0</b>	<b>565</b>	<b>231,2</b>

**Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la**

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT  
100, Bd Konrad Adenauer — L-2950 Luxembourg  
Tél. 4379-1 — Télex 3530 bnkeu lu  
Télécopieur 43 77 04

**ou à ses bureaux extérieurs**

Département Italie  
Via Sardegna, 38 — I-00187 Rome  
Tél. 4719-1 — Télex 611130 bankeu i  
Télécopieur 474 58 77

Bureau d'Athènes  
Ypsilantou 13-15, GR-10675 Athènes  
Tél. 7249 811 — Télex 22 2126 bkeu gr  
Télécopieur 7249 814

Bureau de Lisbonne  
Avenida da Liberdade, 144-156, 8°, P-1200 Lisbon  
Tél. 32 89 89 ou 32 88 48 — Télex 15576 bnkeu p  
Télécopieur 37 04 87

Bureau de Londres  
68, Pall Mall — London SW1Y 5ES  
Tél. 01-839 3351 — Télex 919159 bankeu g  
Télécopieur 930 99 29

Bureau de Madrid  
Calle José Ortega y Gasset, 29 — E-28006 Madrid  
Tél. 431 13 40 — Télex 44670 bnkeu e,  
Télécopieur 431 13 83

Bureau de Représentation à Bruxelles  
Rue de la Loi 227 — B-1040 Bruxelles  
Tél. 230 98 90 — Télex 21721 bankeu b  
Télécopieur 230 58 27

**qui tiennent également à disposition les publications suivantes:**

**Statuts** et autres dispositions régissant la BEI  
1986; 36 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

**Rapports annuels**

depuis 1958  
(DE, EN, FR, IT, NL, depuis 1972 en danois, depuis 1980 en grec et depuis  
1985 en espagnol et en portugais)

**BEI-Informations**

Bulletin d'informations (périodique)  
(DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

**La Banque européenne d'investissement en 1988**

16 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

**Modalités des financements dans la Communauté européenne**

1986, 16 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

**Possibilités de financement au titre de la troisième Convention de Lomé**

1986, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

**Possibilités de financement au titre des accords méditerranéens**

1987, 16 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

**100 Questions et réponses**

1986, 50 pages; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

**Banque européenne d'investissement: données de base (dépliant)**

1989; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

---

La Banque européenne d'investissement présente ses remerciements aux promoteurs d'investissement qui ont bien voulu autoriser les prises de vues illustrant ce rapport.

Auteurs des photos: couverture: aaa photo, Paris (Boutin); p. 32: Ghioldi (1) — Communauté urbaine de Lyon (2) — Bundesland Baden-Württemberg (3); p. 70: aaa photo, Paris (Naud); p. 96: Aérospatiale S.A. (1) — QA Photo, Hythe, Kent (2).

---

Imprimé par: Saarbrücker Zeitung Verlag und Druckerei GmbH, Saarbrücken

# Banque européenne d'investissement

## Données générales et objectifs poursuivis

La Banque européenne d'investissement (BEI) a été créée par le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1958. Ses statuts font partie intégrante du Traité.

Ses membres sont les douze États formant la CEE. Ils ont souscrit conjointement le capital de la Banque qui s'élève, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, à 28,8 milliards d'écus dont 2 595,9 millions versés ou à verser.

Ses ressources proviennent pour l'essentiel d'emprunts sur les marchés des capitaux de la Communauté et des pays tiers, ainsi que sur les marchés internationaux.

Institution de droit public autonome au sein de la Communauté, la BEI contribue, aux termes de l'article 130 du Traité de Rome — sans poursuivre de but lucratif — au développement équilibré de la Communauté.

Conformément à l'article 20 de ses statuts, la Banque attache la plus grande attention «à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté» et n'intervient que «lorsque l'exécution du projet contribue à l'accroissement de la productivité économique en général et favorise la réalisation du marché commun».

\*  
\* \*

**Dans la Communauté** — La BEI octroie, sur ses ressources propres, des prêts à long terme ou des garanties à des entreprises privées et publiques ainsi qu'à des collectivités, soit directement, soit via des instituts intermédiaires. Ses financements s'appliquent à des investissements dans tous les secteurs de l'économie:

- contribuant au développement économique des régions moins favorisées;
- présentant un intérêt commun à plusieurs États membres ou à la Communauté dans son ensemble ainsi qu'à des investissements tendant à la modernisation, à la conversion d'entreprises ou à la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché commun.

Entrent notamment dans ces dernières catégories:

- des infrastructures d'intérêt communautaire, qui contribuent à l'intégration économique de l'Europe (investissements dans les transports et les télécommunications) ou des investissements concourant à la réalisation d'objectifs communautaires tels que la protection ou l'amélioration de l'environnement et, dans le domaine de l'énergie, le développement des ressources internes, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la diversification des importations;
- des investissements de modernisation ou de conversion d'entreprises, qu'il s'agisse de certaines opérations rendues nécessaires par des difficultés structurelles, d'investissements spécifiques contribuant à renforcer la compétitivité de l'industrie communautaire, notamment par le développement ou l'introduction de technologies avancées, ou encore d'investissements soutenant l'intégration européenne, et résultant par exemple d'une coopération technique et économique étroite entre entreprises de pays membres différents. Le soutien des investissements des petites et moyennes entreprises tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones aidées fait l'objet d'interventions spécifiques au travers de prêts globaux à des instituts intermédiaires.

La Banque octroie, en outre, des prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC), principalement pour des investissements industriels de petites et moyennes entreprises. La Banque a reçu mandat d'octroyer ces prêts au nom et pour le compte de la Communauté. Elle identifie les projets, puis après décision de la Commission sur l'éligibilité de chacun d'entre eux, instruit les demandes, décide de l'octroi des prêts et les administre, conformément aux procédures prévues par ses statuts et suivant ses critères habituels. La Commission effectue les emprunts et en transfère le produit à la Banque qui comptabilise ces prêts hors bilan dans sa section spéciale (cf. page 86).

\*  
\* \*

**A l'extérieur de la Communauté** — D'après l'article 18 des statuts, § 1 alinéa 2, la BEI, sur autorisation spéciale de son Conseil des gouverneurs, peut accorder des financements à l'extérieur de la Communauté. Cette disposition est appliquée:

- cas par cas, pour autoriser le financement de certains investissements présentant un intérêt particulier pour la Communauté (par exemple: communications par satellites, approvisionnement en énergie...);
- globalement, à concurrence d'un montant déterminé par pays ou groupe de pays dans le cadre des accords, conventions ou décisions organisant la coopération financière de la Communauté avec divers pays tiers.

Le champ d'activité de la BEI s'étend à 66 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé (États ACP) et à 12 pays du bassin méditerranéen (Turquie, Yougoslavie, Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Israël, Chypre et Malte). Dans la plupart de ces pays, la BEI accorde, outre des prêts sur ses ressources propres, des capitaux à risques sur ressources budgétaires qu'elle gère en qualité de mandataire de la Communauté; elle comptabilise ces dernières opérations hors bilan dans sa section spéciale.



**Den Europæiske Investeringsbank**

**Europäische Investitionsbank**

**Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων**

**European Investment Bank**

**Banco Europeo de Inversiones**

**Banque européenne d'investissement**

**Banca europea per gli investimenti**

**Europese Investeringsbank**

**Banco Europeu de Investimento**